

Travail de bachelor 2010

## Filière Economie d'entreprise

### Révision du système parafiscal de la commune de Nendaz



SOURCE : [HTTP://UPLOAD.WIKIMEDIA.ORG/WIKIPEDIA/COMMONS/THUMB/3/36/PRINTZE.JPG/260PX-PRINTZE.JPG](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/3/36/Printze.jpg/260px-Printze.jpg)

Etudiant : Baptiste Constantin

Professeur : André Praz

[www.hevs.ch](http://www.hevs.ch)



1. Résumé	7
2. Introduction	8
2.1. La problématique du travail de bachelor	8
2.2. Les objectifs du travail de bachelor	8
2.3. La méthodologie de travail	9
3. L'eau potable en Suisse	11
3.1. La Confédération helvétique et les eaux	11
3.2. L'importance de l'eau	12
3.3. La qualité de l'eau	12
3.4. Le distributeur d'eau	13
3.5. La production d'eau potable	13
3.5.1. Les eaux de source	13
3.5.2. Les eaux souterraines	14
3.5.3. Les eaux de lacs et eaux de rivières	14
3.6. La distribution d'eau potable	15
3.7. Le prix de l'eau en Suisse, quelques exemples	16
3.8. Articles de loi qui montrent l'importance de l'eau dans la vie quotidienne des citoyens	16
4. Les eaux usées	18
4.1. Les catégories d'eaux usées	18
4.1.1. Les eaux domestiques	18
4.1.2. Les eaux industrielles	18
4.1.3. Les eaux pluviales	18
4.2. La collecte des eaux usées	19
4.3. Le fonctionnement d'une station d'épuration	19
4.3.1. Le prétraitement	20
4.3.2. La décantation primaire ou le traitement primaire	21
4.3.3. La dégradation bactérienne ou le traitement secondaire	21
4.3.4. La décantation secondaire	21
4.4. Articles de lois en relation avec l'évacuation et le traitement des eaux usées	

5. L'organisation des communes et leur place dans le secteur public en Suisse	25
5.1. Introduction	25
5.2. L'organisation générale des communes	26
6. Les communes en Valais	28
6.1. La Loi sur les communes du 5 février 2004	28
7. La commune de Nendaz	30
7.1. L'organisation de la commune	30
7.2. Le pouvoir législatif	30
7.3. Le pouvoir exécutif	30
7.4. L'administration	31
7.5. La répartition des compétences	31
8. La responsabilité communale envers l'alimentation en eau potable, l'évacuation et l'épuration des eaux usées	32
9. La parafiscalité	33
9.1. Définitions générales de la parafiscalité	33
9.2. Diverses dispositions générales	33
9.2.1. Le droit de percevoir des taxes	33
9.2.2. Impôts et taxes ne relèvent pas du même registre	34
9.3. L'importance des taxes parafiscales pour une commune	34
9.4. L'autofinancement : un principe de base	35
9.5. Le financement selon « la Loi fédérale pour la protection des eaux usées »	35
9.6. Les taxes parafiscales à Nendaz	36
9.6.1. Les taxes de raccordements aux réseaux communaux d'eau potable et d'eaux usées	36
9.6.2. Les taxes d'utilisation du service des eaux	36
9.6.2.1. La taxe d'utilisation de l'eau potable	36
9.6.2.2. La taxe d'utilisation des eaux usées ou la taxe d'utilisation des égouts	37
9.6.3. La taxe relative au service d'enlèvement des ordures ménagères	37
10. La situation actuelle de la parafiscalité à Nendaz	38
10.1. Quelles sont les taxes parafiscales de la commune de Nendaz ?	38

10.2.	Quelle est la tarification de ces différentes taxes ? _____	38
10.2.1.	Les taxes de raccordement aux réseaux communaux des eaux _____	38
10.2.1.1.	La taxe de raccordement au réseau communal d'eau potable _____	38
10.2.1.2.	La taxe de raccordement au réseau communal d'eaux usées _____	39
10.2.2.	Les taxes d'utilisation du service des eaux _____	39
10.2.2.1.	Pour les logements _____	39
10.2.2.2.	Pour les piscines et les chantiers _____	40
10.2.2.3.	Pour l'agriculture _____	40
10.2.2.4.	Pour les commerces _____	40
10.2.3.	Les taxes d'utilisation du service des eaux en 2 exemples chiffrés _____	42
10.3.	Quelle est la structure des revenus générés par les taxes d'eau actuelles ? 43	
10.3.1.	La structure des revenus générés par la taxe d'utilisation de l'eau potable ____	44
10.3.2.	La structure des revenus générés par la taxe d'utilisation des égouts _____	46
10.4.	Qui paye quelles taxes ? Et combien ? _____	48
10.4.1.	La taxe d'utilisation de l'eau potable en détail de 2007 à 2009 _____	48
10.4.2.	La taxe d'utilisation des égouts en détail de 2007 à 2009 _____	50
11.	Le principe de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur _____	53
11.1.	Généralités _____	53
11.1.1.	Le principe du pollueur payeur _____	53
11.1.2.	Le principe de l'utilisateur payeur _____	53
11.2.	Les conditions d'application _____	54
11.3.	Les conséquences pour la réglementation de la parafiscalité _____	55
11.3.1.	Une modification de la réglementation communale _____	55
11.3.2.	Une modification du système de comptabilité _____	55
11.3.3.	Une présentation du nouveau concept _____	55
11.3.4.	Un droit à l'information _____	55
11.3.5.	Les ressources _____	56
11.4.	Les conséquences pour la structure de la taxe _____	56
11.5.	Les conséquences pour le bénéficiaire du service _____	56
12.	L'élaboration de propositions d'amélioration _____	57
12.1.	La procédure de la SSIGE pour une nouvelle calculation de tarifs _____	57



12.2.	<i>Variante n° 1 – Séparation des frais fixes et des frais variables des services</i>	59
12.2.1.	<i>Description de la variante</i>	59
12.2.2.	<i>Les statistiques nécessaires pour la nouvelle calculation</i>	60
12.2.3.	<i>La calculation de nouveaux tarifs de base et de consommation</i>	62
12.2.4.	<i>Proposition de tarification</i>	64
12.2.5.	<i>Les conséquences financières</i>	64
12.2.6.	<i>Les avantages de cette variante</i>	66
12.2.7.	<i>Les inconvénients de cette variante</i>	67
12.3.	<i>Variante n° 2 – Mise en application des recommandations légales de la SSIGE</i>	67
12.3.1.	<i>Description de la variante</i>	67
12.3.2.	<i>Les statistiques nécessaires pour la nouvelle calculation</i>	68
12.3.3.	<i>La calculation de nouveaux tarifs de base et de consommation</i>	70
12.3.4.	<i>Proposition de tarification</i>	72
12.3.5.	<i>Les conséquences financières</i>	72
12.3.6.	<i>Les avantages de cette variante</i>	74
12.3.7.	<i>Les inconvénients de cette variante</i>	75
12.4.	<i>Variante n° 3 – Finance de base supplémentaire pour logements de vacances</i>	75
12.4.1.	<i>Description de la variante</i>	75
12.4.2.	<i>Collecte des statistiques nécessaires</i>	77
12.4.3.	<i>La calculation de nouveaux tarifs de base et de consommation</i>	79
12.4.4.	<i>Proposition de tarification</i>	86
12.4.5.	<i>Les conséquences financières</i>	86
12.4.6.	<i>Les avantages de cette variante</i>	88
12.4.7.	<i>Les inconvénients de cette variante</i>	89
12.5.	<i>Prise de position par rapport aux variantes proposées</i>	89
12.5.1.	<i>Les conséquences financières</i>	90
12.6.	<i>Autres critères de mesures pour le calcul d'une taxe d'eau</i>	91
12.6.1.	<i>Par rapport au nombre et à la grandeur des appartements :</i>	92
12.6.2.	<i>Par rapport au volume bâti</i>	93
12.6.3.	<i>Par rapport à la valeur d'assurance contre l'incendie ou l'estimation fiscale</i>	93

12.6.4.	<i>Par rapport au calibre, respectivement le débit nominal du compteur d'eau</i>	94
12.6.5.	<i>Par rapport au calibre du branchement</i>	94
12.6.6.	<i>Par rapport au volume d'eau consommé</i>	94
12.6.7.	<i>Par rapport aux unités sanitaires des appareils et robinets d'utilisation</i>	94
12.6.8.	<i>Par rapport au montant forfaitaire attribué à chaque abonnement</i>	95
13.	<b>Synthèse</b>	96
14.	<b>Annexes</b>	98
14.1.	<i>Taxes de raccordement aux réseaux communaux d'eau potable et des eaux usées</i>	98
14.2.	<i>Taxes d'utilisation du service des eaux</i>	99
14.3.	<i>Détails des comptes d'exploitation du service d'approvisionnement en eau potable de 2005 à 2009</i>	102
14.4.	<i>Détails des comptes d'exploitation du service d'assainissement des eaux usées de 2005 à 2009</i>	104
14.5.	<i>Heures effectives travail de bachelor et planification</i>	107
15.	<b>Remerciements</b>	110
16.	<b>Bibliographie</b>	111
16.1.	<i>Livres</i>	111
16.2.	<i>Lois</i>	111
16.3.	<i>Sites Internet</i>	111
16.4.	<i>Divers</i>	113
16.5.	<i>Photos</i>	113
17.	<b>Attestation</b>	114



# 1. Résumé

---

La commune de Nendaz possède un système parafiscal qui ne répond plus aux exigences et aux recommandations légales, surtout en ce qui concerne la taxe d'utilisation du service de l'eau potable et la taxe d'utilisation des eaux usées. En effet, les règlements actuels ont été édictés puis acceptés en 1969 et les tarifs en vigueur datent de 1995. Soucieuse de respecter les recommandations de la Société Suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE) et le principe de causalité, la commune de Nendaz a décidé d'entreprendre des démarches pour réviser son système parafiscal actuel afin de le rendre conforme aux exigences légales.

Comme son économie est essentiellement basée sur le tourisme, la commune de Nendaz possède des réseaux de canalisations très importants, autant pour l'approvisionnement en eau potable que pour l'évacuation des eaux usées. Ces systèmes surdimensionnés doivent pouvoir desservir tous les ménages lors de consommation de pointe en haute saison. Les taxes relatives à l'utilisation des services des eaux doivent être prélevées auprès des contribuables afin de financer les investissements, l'entretien et les charges d'exploitation des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées qui s'avèrent relativement élevés. Il existe deux taxes : une taxe d'eau potable et une taxe d'égouts. Toutes deux sont composées d'une finance de base qui donne droit à un nombre de mètres cube gratuits ainsi que d'une taxe de consommation supplémentaire.

La structure de ces taxes et les méthodes de calcul respectives créent de fortes disparités entre les contribuables, surtout entre la population locale et la population résidente. En effet, de 2007 à 2009, sur CHF 100.- encaissés par la commune grâce à la taxe d'eau potable, CHF 22.- l'ont été chez les propriétaires nendards contre CHF 72.- chez les propriétaires de résidences secondaires. Cette tendance est la même pour la taxe d'égouts. De plus, au cours de cette même période cette même taxe d'eau potable a été financée à 95 % par la taxe de base contre 5 % par la taxe de consommation, ce qui ne répond pas aux recommandations légales qui établissent que les revenus encaissés pour l'eau potable, via la taxe de base, ne devraient pas dépasser le 60 % des revenus totaux et le 50 % pour les eaux usées.

Afin de pallier à ces différences, ce travail propose trois variantes qui permettent d'ajuster le système parafiscal afin de le rendre conforme aux exigences :

Une première variante propose d'affecter une taxe de base au paiement des charges fixes du service et une taxe de consommation au paiement des charges variables, ceci pour le service d'approvisionnement en eau potable et pour celui de l'assainissement des eaux usées.

Une deuxième variante respecte les principes de la SSIGE qui établissent que les revenus générés par les taxes de base de l'utilisation des services des eaux ne devraient pas dépasser le 60 % des revenus totaux encaissés grâce aux abonnements d'eau.

Une troisième variante permet de répartir équitablement entre les populations locales et résidentes les frais générés par les réseaux d'eaux, surdimensionnés par rapport aux besoins de la population nendette. Cette variante propose de calculer une finance supplémentaire de base pour les logements de vacances inoccupés une grande partie de l'année.

## 2. Introduction

---

### 2.1. La problématique du travail de bachelor

La commune de Nendaz perçoit chaque année des revenus liés à la parafiscalité (taxes d'utilisation de l'eau, de raccordement au réseau d'eau potable, de raccordement au réseau des eaux usées, taxes de voirie) dans le but d'assurer l'autofinancement de ses services communaux. Les règlements qui régissent la parafiscalité ont été élaborés en 1969 et les structures des taxes qui en découlent sont dépassées puisqu'elles ne respectent pas les principes directeurs de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur mis en place par la société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE).

Actuellement les deux taxes relatives à l'utilisation des réseaux d'eau potable et d'eaux usées sont structurées de la sorte :

- Une taxe forfaitaire de base qui donne droit à 200 m<sup>3</sup> d'eau gratuits
- Une taxe sur la consommation de chaque m<sup>3</sup> supplémentaire à ces 200 m<sup>3</sup>

Le problème d'une taxe possédant une telle structure est qu'elle n'est pas équitable pour l'ensemble des propriétaires de logements sur la commune de Nendaz, la population locale consomme souvent plus mais paye moins que la population résidente. En effet, le propriétaire hollandais d'un chalet qui vient seul pendant deux semaines et qui consomme 2 m<sup>3</sup> d'eau durant son séjour payera le même montant ou plus qu'un ménage de cinq personnes domiciliées à l'année sur la commune et qui consomme 199 m<sup>3</sup> d'eau. En plus d'être inéquitables, de telles taxes n'incitent pas les ménages, les entreprises ou les commerces à diminuer leur consommation d'eau afin d'économiser une denrée alimentaire vitale irremplaçable.

Afin de pallier à ces disparités et de respecter les directives imposées par la société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE), la commune de Nendaz souhaite revoir ses règlements liés à la parafiscalité et redéfinir la structure de ses taxes conformément aux principes du pollueur payeur ou de l'utilisateur payeur.

*« L'étude, l'exploitation et le financement de la distribution d'eau appartiennent aux tâches essentielles de la commune. L'accomplissement de ces tâches est soumis à une double contingence, d'une part, la réticence des consommateurs et consommatrices face à toute augmentation des taxes sur l'eau et, d'autre part, la mise en œuvre toujours plus coûteuse des prescriptions légales. »* (SOURCE : PDF – LA DISTRIBUTION D'EAU DANS VOTRE COMMUNE, SSIGE, p.9)

### 2.2. Les objectifs du travail de bachelor

Le projet propose de traiter les points suivants relatifs aux taxes d'utilisation de l'eau potable et des eaux usées :



- L'analyse de la situation actuelle :
  - Qui paye quelles taxes ?
  - Combien rapportent annuellement ces taxes à la commune ?
  - Quelle est la structure de ces revenus ?
- Les principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur et leurs conséquences pour la réglementation de la parafiscalité communale et la structure des taxes
- La proposition d'un nouveau système de taxes basé sur les principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur
- L'analyse des conséquences financières pour la population locale et résidente

L'étude évaluera également les taxes actuelles concernant le raccordement aux réseaux communaux d'eau potable et des eaux usées et s'il est nécessaire de réadapter ces dernières.

Le travail de bachelor permettra d'analyser le système parafiscal relatif aux taxes susmentionnées afin d'apporter à la commune de Nendaz des propositions concrètes pour l'amélioration de ce dernier afin qu'elle puisse appliquer le principe légal de causalité (principes de l'utilisateur payeur pour l'eau potable ou du pollueur payeur pour les eaux usées).

### *2.3. La méthodologie de travail*

Avant de commencer le travail d'analyse des taxes parafiscales concernant l'eau potable et les eaux usées de la commune de Nendaz, il m'a paru intéressant de développer certains points qui nous permettront de mieux comprendre quelle est l'importance de l'eau dans notre quotidien, quels sont les coûts engendrés par la distribution de celle-ci, pourquoi avoir un bon système d'assainissement est important pour notre pays et qui sont les organes responsables de la distribution de l'eau potable, de l'évacuation et du traitement des eaux usées :

Tout d'abord, le chapitre 3 traitera de l'eau potable en Suisse. Il définira les exigences qualitatives que doit posséder l'eau potable, il établira quels sont les rôles et les buts d'un distributeur d'eau, quels sont les moyens de produire de l'eau et comment cette eau est distribuée aux consommateurs. Cette partie comparera également les diverses tarifications de l'eau existantes en Suisse et mettra en évidence l'importance que prend l'eau potable dans la vie quotidienne de chaque citoyen et pourquoi ces derniers doivent faire leur maximum pour l'économiser.

Par après, le chapitre 4 fera l'objet de l'évacuation des eaux usées et de leur assainissement. Il établira quelles sont les différentes classifications d'eaux usées, expliquera comment ces dernières sont récoltées et acheminées vers les stations d'épuration. La dernière partie de ce chapitre expliquera brièvement quels sont les objectifs d'une station d'épuration et comment est-ce que cette dernière fonctionne. En conclusion des chapitres 3 et 4 sera faite une évaluation des coûts qu'engendrent les systèmes de distribution de l'eau potable et de

récolte des eaux usées afin de démontrer l'importance des taxes d'eaux pour financer la construction, l'exploitation et l'entretien de ces différentes installations.

Ensuite, les parties 5, 6, 7 et 8 seront consacrées aux communes, à leur organisation et à leur place dans le secteur public helvétique. Elles permettront de mettre en évidence les responsabilités qu'ont les communes suisses envers la distribution d'eau potable et l'évacuation et le traitement des eaux usées.

Puis, le neuvième chapitre traitera de la parafiscalité en général et de certains principes spécifiques aux services des eaux des communes en Suisse.

Finalement, la partie analytique du travail se fera aux chapitres 10, 11 et 12. Elle définira la situation actuelle de la commune par rapport aux différentes taxes d'eau. Elle analysera les conséquences sur les taxes et les règlements communaux de l'application des principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur. Puis elle établira des propositions de solutions pour restructurer ces taxes tout en respectant les différentes recommandations et analysera les conséquences pour la population locale et pour les propriétaires de résidences secondaires.



SOURCE : [HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/FS/IMAGES/VILLAGE/BASSE\\_NENDAZ1MOYEN.JPG](http://www.nendaz.org/fs/images/village/BASSE_NENDAZ1MOYEN.JPG)

## 3. L'eau potable en Suisse

---

### 3.1. La Confédération helvétique et les eaux

SOURCE : CONSTITUTION FÉDÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

L'article 76 de la Constitution fédérale établit les devoirs et les responsabilités de la Confédération envers les eaux :

<sup>1</sup> *Dans les limites de ses compétences, la Confédération pourvoit à l'utilisation rationnelle des ressources en eau, à leur protection et à la lutte contre l'action dommageable de l'eau.*

<sup>2</sup> *Elle fixe les principes applicables à la conservation et à la mise en valeur des ressources en eau, à l'utilisation de l'eau pour la production d'énergie et le refroidissement et à d'autres interventions dans le cycle hydrologique.*

<sup>3</sup> *Elle légifère sur la protection des eaux, sur le maintien de débits résiduels appropriés, sur l'aménagement des cours d'eau, sur la sécurité des barrages et sur les interventions de nature à influencer les précipitations.*

<sup>4</sup> *Les cantons disposent des ressources en eau. Ils peuvent prélever, dans les limites prévues par la législation fédérale, une taxe pour leur utilisation. La Confédération a le droit d'utiliser les eaux pour ses entreprises de transport, auquel cas elle paie une taxe et une indemnité.*

<sup>5</sup> *Avec le concours des cantons concernés, elle statue sur les droits relatifs aux ressources en eau qui intéressent plusieurs Etats et fixe les taxes d'utilisation de ces ressources. Elle statue également sur ces droits lorsque les ressources en eau intéressent plusieurs cantons et que ces derniers ne s'entendent pas.*

<sup>6</sup> *Dans l'accomplissement de ses tâches, elle prend en considération les intérêts des cantons d'où provient l'eau.*

Voici également d'autres bases légales de la gestion des eaux de la législation fédérale :

- Loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau
- Ordonnance sur l'aménagement des cours d'eau
- Ordonnance sur les ouvrages d'accumulation
- Loi fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques
- Ordonnance sur l'utilisation des forces hydrauliques
- Loi sur la protection des eaux
- Ordonnance sur la protection des eaux

### 3.2. L'importance de l'eau

SOURCE : [HTTP://WWW.TRINKWASSER.CH](http://www.trinkwasser.ch)

[HTTP://WWW.CNRS.FR/PARIS-MICHEL-ANGE/DESIGN-](http://www.cnrs.fr/paris-michel-ange/design-doc/expo/expo%20cnrs/www.cnrs.fr/cma/dyna/img_expo/usage1.pdf)

[DOC/EXPO/EXPO%20CNRS/WWW.CNRS.FR/CMA/DYNA/IMG\\_EXPO/USAGE1.PDF](http://www.cnrs.fr/cma/dyna/img_expo/usage1.pdf)

L'eau potable est la denrée alimentaire la plus importante ! Elle est essentielle pour permettre à l'homme de survivre. En effet, le corps humain se compose à 60 % d'eau mais notre organisme ne la met pas en réserve car il en perd environ 2,5 litres par jour. Dans des situations extrêmes, l'homme pourrait survivre quelques semaines sans nourriture, mais sans eau, il ne survivrait pas plus de trois jours. L'eau participe aux nombreuses réactions chimiques qui se produisent dans l'organisme. Elle assure le transit d'un certain nombre de substances dissoutes indispensables aux cellules, elle permet l'élimination des déchets métaboliques et aide au maintien d'une température constante à l'intérieur du corps. C'est pourquoi boire de l'eau en quantité suffisante est bon pour la santé et renforce la vitalité.

### 3.3. La qualité de l'eau

SOURCE : [HTTP://WWW.TRINKWASSER.CH/FR/FRAMESET\\_FR.HTM?HTML/TRINKWASSER/TW\\_QUALITAET\\_03.HTM~MAINFRAME](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameSET_FR.HTM?HTML/TRINKWASSER/TW_QUALITAET_03.HTM~MAINFRAME)

L'eau potable doit répondre de manière très stricte aux exigences de qualité fixées par « *la Loi sur les denrées alimentaires* ». Sa qualité doit constamment être irréprochable pour qu'elle garde ses vertus bénéfiques et pour qu'elle puisse être consommée sans danger.

La qualité de l'eau se définit par les 4 critères suivants :

- Une qualité irréprochable

Le Manuel des denrées alimentaires définit les critères de qualité applicables à l'eau potable : elle doit être inodore, incolore et insipide.

- Une eau pure

Selon le Manuel des denrées alimentaires, l'eau potable doit être exempte de tout germe pathogène et doit satisfaire aux exigences hygiéniques et microbiologiques fixées par la législation.

- Une eau exempte de toute substance nocive

L'eau potable doit respecter rigoureusement les valeurs de tolérance et les valeurs-limites fixées pour les substances étrangères et les composants. Elle se doit d'être propre à la consommation d'un point de vue chimico-physique.

- Une eau contrôlée en permanence par les chimistes cantonaux

En 2001, les distributeurs d'eau ont fait l'objet de plus de 1'400 inspections indépendantes et dans le 94 % des cas, la qualité de l'eau a été qualifiée d'irréprochable ou d'acceptable. L'eau potable est donc une denrée alimentaire sûre qui possède un taux de réussite



légèrement supérieur à la moyenne des établissements produisant des denrées alimentaires, laquelle atteint 92.8 %.

### *3.4. Le distributeur d'eau*

SOURCE : [HTTP://WWW.TRINKWASSER.CH/FR/FRAMESET\\_FR.HTM?HTML/TRINKWASSER/TW\\_QUALITAET\\_03.HTM~MAINFRAME](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameSET_FR.HTM?HTML/TRINKWASSER/TW_QUALITAET_03.HTM~MAINFRAME)

Un distributeur d'eau est une entreprise qui a pour mission de capter l'eau dans la nature, de la traiter pour la rendre potable, de la transporter, de la mettre en réservoir et de la répartir aux entreprises et aux ménages tout en surveillant de très près sa qualité. Le distributeur d'eau est investi d'une tâche fondamentale : il doit approvisionner la population suisse en eau potable de qualité irréprochable. Dans notre pays, l'eau potable provient essentiellement des sources, des nappes phréatiques et des lacs. D'une fois qu'elle a été potabilisée, elle est acheminée vers les consommateurs grâce à un réseau très ramifié de conduites souterraines, dont la longueur se chiffre en milliers de kilomètres.

### *3.5. La production d'eau potable*

SOURCE : [HTTP://WWW.TRINKWASSER.CH/FR/FRAMESET\\_FR.HTM?HTML/TRINKWASSER/TW\\_QUALITAET\\_03.HTM~MAINFRAME](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameSET_FR.HTM?HTML/TRINKWASSER/TW_QUALITAET_03.HTM~MAINFRAME)

Les distributeurs d'eau en Suisse acheminent chaque année 1 milliard de mètres cubes d'eau à leurs consommateurs, soit l'équivalent d'un cube d'eau de 1000 mètres de côté. Cette production suisse d'eau potable peut paraître énorme, mais elle représente malgré tout seulement le 2 % des précipitations météorologiques. Elle ne pose donc aucun problème de durabilité ou d'écologie : les précipitations naturelles étant 50 fois plus importantes que la production d'eau potable.

Les différents distributeurs d'eau en Suisse peuvent produire les quantités d'eau nécessaires à la consommation grâce à trois ressources naturelles différentes :

#### *3.5.1. Les eaux de source*

SOURCE : [HTTP://WWW.TRINKWASSER.CH/FR/FRAMESET\\_FR.HTM?HTML/TRINKWASSER/TW\\_QUALITAET\\_03.HTM~MAINFRAME](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameSET_FR.HTM?HTML/TRINKWASSER/TW_QUALITAET_03.HTM~MAINFRAME)

Ces eaux couvrent environ le 40 % de nos besoins en eau potable. Elles jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement de la Suisse en eau potable, surtout dans des régions telles que les Alpes, les Préalpes et le Jura. Les eaux de source sont généralement de très bonne qualité et elles conviennent parfaitement à la consommation. Une bonne source se distingue par la qualité de ses eaux ainsi que par l'importance et la constance de son débit.

Le principe du captage des eaux de source paraît très simple, mais sa réalisation pratique est souvent bien plus difficile que ce que l'on pourrait s'imaginer car les couches aquifères présentent souvent un profil géologique très irrégulier. La pluie qui tombe sur le sol est absorbée comme par une éponge, cette eau s'infiltre très souvent sur plusieurs mètres de profondeur, à travers des couches d'humus de caillasse et de sable. Si l'eau qui s'infiltre rencontre une couche d'argile ou de rocher imperméable, elle peut facilement être amenée vers un endroit donné grâce à des drains, sorte de tuyaux perforés. L'eau ainsi captée

s'écoule par gravité vers un bassin d'accumulation subdivisé en deux chambres séparées : la première est une chambre de décantation qui permet de retenir le sable en suspension et la deuxième est une chambre de filtration qui, elle, permet de retenir les dernières particules solides en suspension. Finalement, l'eau claire est alors amenée dans un réservoir, en général situé en contrebas du bassin d'accumulation.

### 3.5.2. Les eaux souterraines

SOURCE : [HTTP://WWW.TRINKWASSER.CH/FR/FRAMESET\\_FR.HTM?HTML/WASSERVERSORGUNG/NAV\\_WVS\\_FR.HTML~LEFTFRAME](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameSET_FR.HTM?HTML/WASSERVERSORGUNG/NAV_WVS_FR.HTML~LEFTFRAME)

A l'époque des dernières glaciations qui remontent à plusieurs milliers d'années, le Plateau suisse a été recouvert d'importantes couches de gravier et de caillasse dont l'espace interstitiel constitue un gigantesque volume de stockage pouvant atteindre quelques 56 milliards de mètres cubes d'eau. Au début des années 2000, les eaux souterraines couvraient près du 40 % des besoins annuels nationaux en eau potable.

La grande différence qui existe entre les eaux de source et les eaux souterraines est que ces dernières doivent être pompées.

Les eaux souterraines sont ramenées à la surface grâce à un puits de captage. Le principe du puits de captage est simple : tout d'abord, un puits allant jusque dans la couche de caillasse formant l'aquifère doit être construit. Dans les parois de ce dernier, des fentes sont aménagées afin que l'eau souterraine puisse s'y infiltrer. Grâce à un système de pompage, cette eau est ensuite ramenée à la surface où elle est soumise à un traitement désinfectant conservant ses qualités naturelles. L'eau potable ainsi obtenue peut être directement amenée dans le réseau de distribution ou alors éventuellement mise en réservoir. Un réservoir contient généralement deux chambres : la première fait office de réserve d'eau pour les incendies et la seconde récupère le trop-plein d'eau de la chambre précédente et constitue le réservoir à proprement parler, duquel partent les conduites principales du réseau de distribution auxquelles sont raccordés les différentes entreprises et les ménages.

### 3.5.3. Les eaux de lacs et eaux de rivières

SOURCE : [HTTP://WWW.TRINKWASSER.CH/FR/FRAMESET\\_FR.HTM?HTML/WASSERVERSORGUNG/NAV\\_WVS\\_FR.HTML~LEFTFRAME](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameSET_FR.HTM?HTML/WASSERVERSORGUNG/NAV_WVS_FR.HTML~LEFTFRAME)

En Suisse, les eaux de nos lacs et de nos rivières sont en général de très bonne qualité. Elles constituent donc une ressource non négligeable, même si elles ne couvrent de loin pas la totalité de notre consommation annuelle d'eau potable. Aujourd'hui, la Suisse compte environ une trentaine d'usines de traitement d'eau de lac dont la production couvre environ le 20 % de consommation d'eau potable annuelle en Suisse.

A l'époque, l'eau de lac était simplement traitée au moyen d'un filtre à gravier et à sable. Aujourd'hui, à cause d'une réglementation beaucoup plus stricte sur les denrées alimentaires, le processus de potabilisation de l'eau de lac nécessite plusieurs paliers de traitement.



Depuis une crépine de captage située à plusieurs dizaines de mètres de profondeur dans le lac, l'eau brute est pompée jusqu'à l'usine de traitement où elle y subit une préozonation qui élimine les algues et les bactéries contenues dans l'eau. Ensuite, elle traverse un palier de floculation qui permet d'éliminer les particules en suspension. Par après, l'eau traverse un filtre rapide à sable de quartz, puis un filtre à charbon actif : ces deux étapes permettent d'éliminer les dernières particules solides ou impuretés subsistant encore dans l'eau. Après ces différents stades de potabilisation de l'eau, son pH est corrigé si nécessaire par adjonction de soude caustique car un pH trop bas favoriserait la corrosion des conduites d'eau potable. L'eau de lac est souvent additionnée d'une faible dose de dioxyde de chlore, ce qui empêche les germes de se développer tout au long des conduites allant aux consommateurs.

### 3.6. La distribution d'eau potable

SOURCE : [HTTP://WWW.TRINKWASSER.CH/FR/FRAMESET\\_FR.HTM?HTML/WASSERVERSORGUNG/NAV\\_WVS\\_FR.HTM~LEFTFRAME](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameSET_FR.HTM?HTML/WASSERVERSORGUNG/NAV_WVS_FR.HTM~LEFTFRAME)

En Suisse, des milliers de réservoirs et des centaines de kilomètres de conduites constituent la face insoupçonnée de la distribution d'eau. Afin de garantir l'approvisionnement d'une eau de qualité, ces infrastructures doivent être surveillées, entretenues et renouvelées avec un soin particulier.

Dans notre pays, les réservoirs d'eau potable ont une capacité globale de stockage qui équivaut à 450 litres par habitant. Le but d'un réservoir est de stocker temporairement l'eau potable, avant qu'elle soit distribuée aux consommateurs en fonction de la demande. Comme expliqué auparavant, un réservoir est généralement situé sur les hauteurs ou dans un château d'eau où l'eau potable parvient par gravité ou par pompage, selon les cas. La différence de hauteur entre les réservoirs et les habitations permet de maintenir une pression d'eau constante dans les conduites, de telle manière que l'eau coule automatiquement dès que l'on ouvre le robinet, et cela sans besoin d'énergie supplémentaire. Le réservoir possède une capacité suffisante afin de répondre sans problème aux demandes de pointe. Si un secteur de distribution présente de grandes différences d'altitude, il est subdivisé en différentes zones de pression qui possèdent chacune leurs propres réservoirs, ceci afin d'éviter des pressions trop élevées dans le bas du réseau.

Le réseau de distribution d'eau potable en Suisse est gigantesque ! En effet, il totalise plus de 53'000 kilomètres de conduites d'eau potable, ce qui équivaut environ à 1,32 fois la circonférence de la Terre. Il existe plusieurs types de conduites qui se différencient selon le type de matériau utilisé, comme par exemple la matière synthétique, l'acier, la fonte grise ou la fonte ductile. Tous ces matériaux ont remplacé en Suisse les conduites en plomb qui ont été interdites par « la Loi sur les denrées alimentaires », ce métal lourd ayant été jugé dangereux pour la qualité de l'eau transportée tout au long de ces conduites.



Dans notre pays, les conduites d'eau constituent un formidable capital que les distributeurs d'eau tiennent enfoui dans le sol. Toutes ces infrastructures nécessitent de tels investissements que les coûts fixes (amortissements, intérêts, imputations internes,...) représentent environ le 80 % des charges d'un distributeur d'eau. Tous ces coûts fixes doivent être financés, quelle que soit l'évolution des ventes d'eau potable. En Suisse, les coûts de construction des conduites d'eau potable sont estimés à environ CHF 600.- par mètre de conduite, ce qui veut dire que le réseau de distribution d'eau représente un capital d'environ 30 milliards de francs. La durée de vie des conduites d'eau potable étant supérieure à 50 ans, le taux de renouvellement annuel approche en moyenne le 2 % du réseau, soit environ 1'060 kilomètres de conduites ou CHF 636'000.- par année.

### 3.7. Le prix de l'eau en Suisse, quelques exemples

Voici ci-dessous un tableau présentant le prix du mètre cube d'eau dans différentes communes romandes. Il est aisé de se rendre compte des grandes disparités en fonction des régions et de leur situation géographique :

Communes	Prix par m <sup>3</sup>
Martigny	CHF 0,54
Sion	CHF 0,65
Bienne	CHF 1,44
Bulle	CHF 1,45
Vevey	CHF 1,53
Neuchâtel	CHF 1,58
Genève	CHF 1,75
Fribourg	CHF 1,75
Moutier	CHF 1,83
Delémont	CHF 1,89
Lausanne	CHF 2,24
Porrentruy	CHF 2,55
Le Locle	CHF 5,07

SOURCE : LE MATIN DIMANCHE, 4 AVRIL 2010, « LES SUISSES ECONOMES DE LEUR EAU », ECRIT PAR IVAN RADJA

### 3.8. Articles de loi qui montrent l'importance de l'eau dans la vie quotidienne des citoyens

SOURCE : [HTTP://WWW.ADMIN.CH/CH/F/RS/814\\_20/A7.HTML](http://www.admin.ch/ch/f/rs/814_20/a7.html)

L'importance de l'eau dans notre pays et pour ses citoyens est telle qu'une « Loi fédérale sur la protection des eaux » en régit les principes directeurs.

Les cinq articles ci-dessous sont tous tirés de « la Loi fédérale sur la protection des eaux ».

## **Article 1 – But**

*La présente loi a pour but de protéger les eaux contre toute atteinte nuisible. Elle vise notamment à :*

- a. Préserver la santé des êtres humains, des animaux et des plantes ;*
- b. Garantir l’approvisionnement en eau potable et en eau d’usage industriel et promouvoir un usage ménager de l’eau ;*
- c. Sauvegarder les biotopes naturels abritant la faune et la flore indigènes ;*
- d. Sauvegarder les eaux piscicoles ;*
- e. Sauvegarder les eaux en tant qu’élément du paysage ;*
- f. Assurer l’irrigation des terres agricoles ;*
- g. Permettre l’utilisation des eaux pour les loisirs ;*
- h. Assurer le fonctionnement naturel du régime hydrologique*

## **Article 2 – Champ d’application**

*La présente loi s’applique aux eaux superficielles et aux eaux souterraines.*

## **Article 3 – Devoir de diligence**

*Chacun doit s’employer à empêcher toute atteinte nuisible aux eaux en y mettant la diligence qu’exigent les circonstances.*

## **Article 3a – Principe de causalité**

*Celui qui est à l’origine d’une mesure prescrite par la présente loi en supporte les frais.*

## **Article 6 – Principe**

*1 Il est interdit d’introduire directement ou indirectement dans une eau des substances de nature à la polluer ; l’infiltration de telles substances est également interdite.*

*2 De même, il est interdit de déposer et d’épandre de telles substances hors d’une eau s’il existe un risque concret de pollution de l’eau*

## 4. Les eaux usées

---

Une fois l'eau potable distribuée et consommée par les différents ménages ou commerces d'une commune, les eaux usées qui découlent de cette consommation doivent être collectées afin d'être acheminées vers une station d'épuration pour que le traitement et l'épuration de ces dernières puissent être effectués.

SOURCE : [HTTP://WWW-NEW.CIEAU.COM/LE-SERVICE-DE-L-EAU/LA-DEPOLLUTION/L-ORIGINE-DES-EAUX-USEES](http://www-new.cieau.com/le-service-de-l-eau/la-depollution/l-origine-des-eaux-usees)  
[HTTP://FR.WIKIPEDIA.ORG/WIKI/EAU\\_PLUVIALE](http://fr.wikipedia.org/wiki/Eau_pluviale)

### 4.1. Les catégories d'eaux usées

Il existe trois catégories d'eaux usées :

#### 4.1.1. Les eaux domestiques

Elles proviennent des différents usages domestiques faits avec l'eau. Les eaux domestiques sont principalement porteuses de pollution organique. Elles sont subdivisées en deux types :

- Les eaux ménagères, qui proviennent des salles de bains et des cuisines et qui sont chargées de détergents, de graisses, de solvants, de débris organiques.
- Les eaux « vannes » qui découlent des rejets des toilettes, chargées de diverses matières organiques azotées et de germes fécaux.

#### 4.1.2. Les eaux industrielles

Ces eaux sont complètement différentes des eaux usées domestiques que l'on a décrites ci-dessus. Les caractéristiques de ces eaux industrielles varient fortement selon le domaine d'activité des entreprises et d'une industrie à l'autre. En plus des matières organiques, azotées ou phosphorées, elles contiennent également des produits toxiques, des solvants, des hydrocarbures, des métaux lourds ou des micropolluants organiques. La plupart de ces eaux industrielles sont prétraitées par les industries qui les génèrent avant d'être envoyées dans les réseaux de collecte. Elles sont assimilées aux eaux domestiques dès le moment où elles ne présentent plus de risques pour les réseaux de collecte et qu'elles ne perturbent pas le fonctionnement des usines de dépollution.

#### 4.1.3. Les eaux pluviales

L'eau pluviale est le nom donné à l'eau de pluie après qu'elle ait touché le sol ou une surface construite ou naturelle. Cette eau peut également être la cause de pollutions importantes des cours d'eau, surtout en période orageuse. L'eau de pluie se charge d'impuretés (oxydes d'azote, de soufre), de particules riches en matériaux lourds au contact de l'air pollué par les différentes activités humaines. Elle ruisselle ensuite sur les toits ou les chaussées et emmène avec elle les résidus qui s'y trouvent (huile de vidange, carburants, résidus de pneus, métaux lourds,...). En principe, cette eau est mêlée aux eaux domestiques afin d'être traitée. En cas

de fortes précipitations, il est possible que des eaux pluviales très polluées soient déversées dans le milieu naturel afin de préserver les installations d'épuration.

#### 4.2. La collecte des eaux usées

SOURCE : [HTTP://WWW-NEW.CIEAU.COM/LE-SERVICE-DE-L-EAU/LA-DEPOLLUTION/L-ASSAINISSEMENT-COLLECTIF](http://www-new.cieau.com/le-service-de-l-eau/la-depollution/l-assainissement-collectif)  
[HTTP://ENERGIE-ENVIRONNEMENT.CH/FR/MAISON/EAU-POTABLE-ET-EAUX-USEES](http://energie-environnement.ch/fr/maison/eau-potable-et-eaux-usees)

Le réseau d'assainissement des eaux usées d'une commune a pour but de collecter ces eaux afin de les conduire dans une station d'épuration pour qu'elles puissent être traitées. Chaque habitation ou nouvelle habitation doit se raccorder au réseau d'assainissement d'une commune en payant une taxe de raccordement au réseau communal des eaux usées.

La collecte des eaux usées s'effectue par l'évacuation des eaux usées domestiques, industrielles ou pluviales dans les canalisations d'un réseau d'assainissement collectif appelées plus communément collecteurs. L'acheminement des eaux usées jusqu'aux stations d'épuration se fait en général par gravité dans les collecteurs, c'est-à-dire que les eaux usées sont transportées sous l'effet de leur poids. Si la configuration du terrain ne permet pas un transport optimal des eaux collectées, les services industriels ont recours à d'autres procédés pour améliorer leur écoulement (pompage, stations de relèvement, mise sous pression,...). Les canalisations représentent un réseau de ramifications très complexe et très développé. En effet, les matériaux pour la construction des canalisations sont soigneusement choisis (ciment, fonte ou PVC) afin d'assurer un transport optimal des eaux usées. Le prétraitement de certaines eaux industrielles avant leur rejet dans le réseau lui permet d'être protégé contre les éventuels encrassements ou la corrosion. Il est également possible d'installer différents appareils qui ne permettent pas aux matières indésirables de s'introduire dans le réseau comme les « boîtes à graisse » sur les branchements des restaurants ou les séparateurs à hydrocarbures que l'on peut trouver dans les stations-services ou dans les aéroports. Si les eaux usées et les eaux pluviales sont mélangées, le flux est régulé par des installations destinées à retenir les arrivées d'eau importantes et soudaines de manière temporaire.

Il existe deux types de réseaux de collecte : les réseaux unitaires et les réseaux séparatifs. Malgré tout, « *la Loi fédérale sur la protection des eaux* » exige que les communes possèdent un réseau séparatif, c'est-à-dire que les eaux polluées (eaux usées) et les eaux non-polluées (eaux claires) soient récoltées séparément. Par opposition, les réseaux dits unitaires sont des réseaux au sein desquels toutes les eaux (claires et usées) sont mélangées.

#### 4.3. Le fonctionnement d'une station d'épuration

SOURCES : [HTTP://WWW.BAFU.ADMIN.CH/GEWAESSERSCHUTZ/01295/01296/01297/INDEX.HTML?LANG=FR](http://www.bafu.admin.ch/gewaesserschutz/01295/01296/01297/index.html?lang=fr)  
[HTTP://ECOLEDELEAU.EAU-ARTOIS-PICARDIE.FR/SPIP.PHP?PAGE=ARTICLE-IMPRIM&ID\\_ARTICLE=66](http://ecoledeleau.eau-artois-picardie.fr/spip.php?page=article-imprim&id_article=66)  
[HTTP://WWW.BAFU.ADMIN.CH/GEWAESSERSCHUTZ/01295/01296/01298/INDEX.HTML?LANG=FR](http://www.bafu.admin.ch/gewaesserschutz/01295/01296/01298/index.html?lang=fr)  
[HTTP://WWW.ENERGIE-ENVIRONNEMENT.CH/MAISON/EAU-POTABLE-ET-EAUX-USEES/STATION-D-EPURATION#](http://www.energie-environnement.ch/maison/eau-potable-et-eaux-usees/station-d-epuration#)  
[HTTP://EPURATION.E-MONSITE.COM/RUBRIQUE,3-EPURATION-BIOLOGIQUE,1125476.HTML](http://epuration.e-monsite.com/rubrique,3-epuration-biologique,1125476.html)

Une fois les eaux usées domestiques, industrielles et pluviales collectées par les canalisations du réseau d'assainissement, ces dernières les acheminent jusqu'à une station d'épuration située en général à l'extrémité du réseau collectif d'assainissement. L'objectif des stations d'épuration n'est pas de rendre l'eau potable mais acceptable par la nature.

Pour apprécier les efforts fournis par un pays en matière de protection des eaux, l'indicateur le plus utilisé est celui du taux de raccordement au réseau d'assainissement. En Suisse, ce taux est de 97 %, ce qui veut dire que 97 personnes sur 100 vivant en Suisse sont raccordées à une station d'épuration. Dans notre pays, il existe aujourd'hui environ 900 stations d'épuration qui possèdent quelques 40'000 à 50'000 kilomètres de canalisations publiques.

Après avoir été acheminées à la station d'épuration, les eaux usées subissent un procédé d'assainissement en 5 étapes avant de pouvoir être déversées dans les cours d'eau sans porter atteinte à l'environnement et à la nature. Voici les cinq étapes d'assainissement que vont subir les eaux usées :

#### *4.3.1. Le prétraitement*

Cette première phase d'assainissement des eaux usées comprend deux étapes du processus d'épuration des eaux usées : le dégrillage et le dessablage-déshuilage.

- Le dégrillage

Les eaux usées s'écoulent au travers de grilles qui retiennent les différents plastiques, papiers, restes de cuisine et autres déchets jetés dans les égouts et les WC. Des procédés mécaniques ou humains permettent de séparer ces déchets polluants des eaux usées. D'une fois qu'ils ont été récoltés, ils sont amenés dans des usines d'incinération d'ordures ménagères.

- Le dessablage et le déshuilage

Le dessablage permet de retirer les sables qui se sont mélangés aux eaux soit par ruissellement, soit par l'érosion des canalisations. Ce processus de décantation est nécessaire car si le sable n'était pas enlevé, il provoquerait un dysfonctionnement des installations mécaniques de la station d'épuration. Les sables extraits de ce procédé sont lavés avant d'être mis en décharge.

Le déshuilage ou le dégraissage est un procédé de flottation utilisé pour éliminer les huiles contenues dans les eaux usées. Les graisses étant hydrophobes, de fines bulles d'air sont injectées dans le bassin de déshuilage, ce qui permet de faire remonter les graisses en surface. L'élimination de ces graisses se fait alors par raclage de la surface.

Le dessablage et le déshuilage sont effectués la plupart du temps dans le même ouvrage : les sables se déposent au fond de la construction tandis que les graisses remontent à la surface.



#### *4.3.2. La décantation primaire ou le traitement primaire*

Au stade du traitement primaire, l'eau est encore très boueuse car elle est chargée de beaucoup de particules en suspension. Ce traitement primaire n'est en fait qu'une simple décantation effectuée dans des bassins qui permet de supprimer la grande partie de ces matières en suspension, soit celles qui sont à l'origine du trouble des eaux usées. Le temps du procédé du traitement primaire dépend principalement de la quantité de matière à éliminer ainsi que de la capacité de l'installation à les éliminer. La boue récupérée lors de ce procédé est acheminée vers un digesteur avec lequel il est possible de produire du biogaz.

#### *4.3.3. La dégradation bactérienne ou le traitement secondaire*

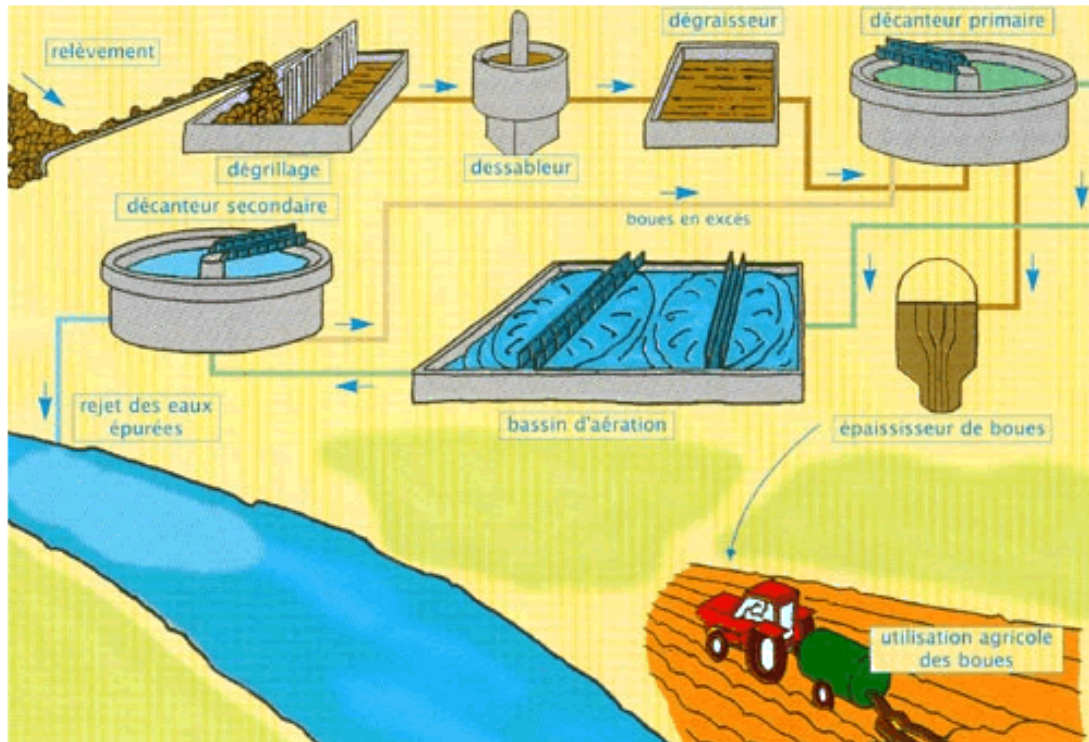
Cette phase de l'assainissement a pour but de détruire toutes les impuretés organiques qui se trouvent encore dans les eaux usées. Pour effectuer cela, des micro-organismes bactériens sont introduits dans le bassin d'aération dans lequel du dioxygène est apporté par insufflation d'air afin de permettre aux bactéries de se multiplier et d'être actives. Ces différentes bactéries vont se nourrir des impuretés présentes dans les eaux usées.

#### *4.3.4. La décantation secondaire*

L'eau qui rentre dans le bassin de décantation secondaire contient encore de la boue principalement constituée de micro-organismes. Cette deuxième phase de décantation permet de séparer ces boues de l'eau, elles sont récupérées puis acheminées dans le digesteur ou éventuellement renvoyées dans le premier décanteur. En fin de cycle les boues sont déshydratées puis incinérées afin de produire du biogaz ou alors récupérées afin d'être utilisées comme engrais pour l'agriculture.

A la fin de ce traitement, le 95 % de la pollution se trouvant dans l'eau usée est éliminée. L'eau est ensuite clarifiée avant d'être renvoyée dans le milieu naturel, par un cours d'eau ou par un lac.

Voici ci-dessous une illustration du fonctionnement d'une station d'épuration comme il vous l'a été présenté précédemment :



SOURCE : [HTTP://ECOLEDELEAU.EAU-ARTOIS-PICARDIE.FR/IMG/GIF/SCHEMA-STEP.GIF](http://ecoledeleau.eau-artois-picardie.fr/img/gif/schema-step.gif)

#### 4.4. Articles de lois en relation avec l'évacuation et le traitement des eaux usées

Afin de montrer l'importance de l'évacuation des eaux usées en Suisse, j'ai décidé de reprendre des articles tirés de « la Loi fédérale sur la protection des eaux ».

SOURCE : [HTTP://WWW.ADMIN.CH/CH/F/RS/814\\_20/INDEX.HTML](http://www.admin.ch/ch/f/rs/814_20/index.html)

#### Article 7 – L'évacuation des eaux

1 Les eaux polluées doivent être traitées. Leur déversement dans une eau ou leur infiltration sont soumis à une autorisation cantonale.

2 Les eaux non polluées doivent être évacuées par infiltration conformément aux règlements cantonaux. Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux peuvent être déversées dans des eaux superficielles ; dans la mesure du possible, des mesures de rétention seront prises afin de régulariser les écoulements en cas de fort débit. Les déversements qui ne sont pas indiqués dans une planification communale de l'évacuation des eaux approuvée par le canton sont soumis à une autorisation cantonale.

3 Les cantons veillent à l'établissement d'une planification communale et, si nécessaire, d'une planification régionale de l'évacuation des eaux.

#### Article 10 – Egouts publics et stations centrales d'épuration des eaux

1 Les cantons veillent à la construction des réseaux d'égouts publics et des stations centrales d'épuration des eaux usées provenant :

- a. Des zones à bâtir ;
- b. Des groupes de bâtiments situés hors des zones à bâtir pour lesquels les méthodes spéciales de traitement n'assurent pas une protection suffisante des eaux ou ne sont pas économiques.

*Ils veillent à l'exploitation économique de ces installations.*

*2 Dans les régions retirées ou dans celles qui ont une faible densité de population, on traitera les eaux polluées par d'autres systèmes que les stations centrales d'épuration, pour autant que la protection des eaux superficielles et souterraines soit assurée.*

*3 Les égouts privés pouvant également servir à des fins publiques sont assimilés aux égouts publics.*

#### **Article 11 – Obligations de raccorder et de prendre en charge les eaux polluées**

*1 Les eaux polluées produites dans le périmètre des égouts publics doivent être déversées dans les égouts.*

*2 Le périmètre des égouts publics englobe :*

- a. Les zones à bâtir ;
- b. Les autres zones, dès qu'elles sont équipées d'égouts ;
- c. Les autres zones dans lesquelles le raccordement au réseau d'égouts est opportun et peut raisonnablement être envisagé.

*3 Les détenteurs des égouts sont tenus de prendre en charge les eaux polluées et de les amener jusqu'à la station centrale d'épuration.*

#### **Article 15 – Construction et contrôle des installations et des équipements**

*1 Les détenteurs d'installations servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées, des installations d'entreposage et de traitement technique des engrais de ferme, ainsi que des silos à fourrage veillent à ce que ceux-ci soient construits, utilisés, entretenus et réparés correctement. Le fonctionnement des installations servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées ainsi que de celles servant au traitement des engrais de ferme doit être contrôlé périodiquement.*

*2 L'autorité cantonale assure le contrôle*

#### **Article 17 – Principe**

*Un permis de construire ou de transformer un bâtiment ne peut être délivré qu'aux conditions suivantes :*

- a. Dans le périmètre des égouts publics, le déversement des eaux polluées dans les égouts ou l'utilisation de ces eaux à des fins agricoles sont garantis ;

- b. Hors du périmètre des égouts publics, l'évacuation correcte des eaux polluées est assurée par un procédé spécial ; le service cantonal de la protection des eaux doit avoir été consulté ;*
- c. L'évacuation correcte des eaux qui ne se prêtent pas à un traitement dans une station centrale d'épuration est garantie.*



SOURCE : [HTTP://BLOGS.RSR.CH/BIOSPHERE/FILES/EAU-DE-PLUIE-NET.JPG](http://blogs.rsr.ch/biosphere/files/EAU-DE-PLUIE-NET.JPG)

## 5. L'organisation des communes et leur place dans le secteur public en Suisse

---

SOURCE : CONSTITUTION FÉDÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

Ce chapitre consiste à établir l'autonomie des communes dans le système public suisse comme le stipule l'article 50, alinéa 1 de « *la Constitution fédérale* » : « *L'autonomie communale est garantie dans les limites fixées par le droit cantonal.* »

### 5.1. Introduction

SOURCE : LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES, BERNARD DAFFLON, P.1

Ce premier sous-chapitre présente brièvement l'organisation institutionnelle des communes en Suisse et situe leur place dans le secteur public national. La gestion des finances publiques locales (dans ce travail, le système parafiscal) n'est pas une démarche indifférente ou étrangère à l'environnement institutionnel et à la tradition budgétaire d'un pays. L'organisation des communes, la dimension des collectivités locales, leur capacité à fournir les prestations qu'on attend d'elles ou la nécessité de collaborer sont autant de caractéristiques d'un fédéralisme, ou d'une nation décentralisée, qui influencent les choix de gestion, les objectifs et les instruments. Il faut en connaître les traits essentiels qui sont au nombre de 5 :

- 1) Le partage des compétences entre les niveaux de gouvernement entre le législatif et l'exécutif ne peut être effectué correctement que si **l'information**, en particulier celle qui concerne les finances publiques, la production et les coûts des services collectifs, est suffisante et de qualité.
- 2) La **part des communes** dans le secteur public national est de 30%. Cette proportion exige qu'elles soient gérées avec efficacité et équité.
- 3) Les communes suisses ont une **large autonomie** en matière de dépenses et de fiscalité qui est basée sur le principe de la responsabilité budgétaire. Les transferts monétaires entre les différents gouvernements sont limités.
- 4) De manière générale, les communes suisses sont **trop petites**. Elles ne sont pas capables de fournir seules certaines prestations publiques qui sont trop coûteuses parce que la dimension de l'offre pour les seuls habitants ne permet aucune économie d'échelle. Les communes en Suisse sont donc souvent amenées à collaborer.
- 5) La forme ultime de collaboration est la fusion volontaire de communes. Cette collaboration consiste à unir deux ou plusieurs communes en une seule juridiction, plus grande, pour adapter l'institution politique à la dimension des diverses prestations souhaitées.



## 5.2. L'organisation générale des communes

SOURCE : LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES, BERNARD DAFFLON, P.2

En Suisse, comme dans la plupart des pays européens, la commune est l'entité territoriale et politique de base. Certains événements historiques survenus aux 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles ont déterminé la situation actuelle :

- **Conséquence de la Révolution française**, la Constitution du 28 mars 1798 de la République Helvétique abolit les privilèges politiques des bourgeois et instaure un régime communal uniforme dans tout le pays, dissociant l'administration publique locale de la gestion des biens bourgeoisiaux.
- A la suite de **l'Acte de Médiation** (1803), puis de la Restauration (1813-1815), les communes font l'objet d'une réglementation détaillée qui établit définitivement la prépondérance de la commune politique sur tous les autres types de collectivités locales.
- La **Constitution du 12 septembre 1848** donne à l'Etat fédératif son visage actuel. La Suisse compte alors 25 cantons ou demi-cantons et 3'204 communes. En 1860, le nombre maximal de 3'211 communes est atteint. Depuis 1978, la Confédération compte un canton de plus, le Jura qui a été détaché de Berne. Le nombre de communes était de 3'021 en 1990. Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, la Suisse compte 2'596 communes : cette diminution s'explique par le grand nombre de fusions de communes qui ont eu lieu au cours des années 2000.

Les règles constitutionnelles conduisent à une structure du secteur public à trois niveaux :

- la Confédération
- les cantons
- les communes

L'organisation, la répartition des tâches et des financements varient d'un canton à l'autre. Néanmoins, le partage des compétences entre ces trois niveaux de gouvernement est défini par le principe de subsidiarité : **une tâche ne doit être transférée au niveau supérieur de gouvernement que si l'échelon inférieur n'est pas, ou n'est plus, en mesure de l'assumer.**

SOURCE : LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES, BERNARD DAFFLON, P.3

La commune en Suisse se distingue par une faible surface moyenne du territoire (13,63 km<sup>2</sup>) ainsi qu'une faible population moyenne (2'275 habitants).

Ceci engendre deux difficultés principales :

- **La première** : les règles d'organisation politique et administrative, les règles financières et budgétaires, avec notamment la répartition des compétences entre le canton et les communes, et au niveau communal, entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, sont les mêmes pour les petites et les grandes communes.



- **La deuxième** : la dimension économique des tâches publiques, notamment en ce qui concerne l'obtention d'économies d'échelle, est plus vaste que le territoire politique d'une seule commune, d'où l'apparition de problèmes d'organisation de la production.



Source : <http://www.maison-des-drapeaux.com/pics/suisse-25-cantons-3450b.gif>

## 6. Les communes en Valais

---

### 6.1. La Loi sur les communes du 5 février 2004

Les articles suivants sont tirés de « la Loi cantonale sur les communes » du 5 février 2004. Ils attribuent aux communes leur champ d'application, leur autonomie ainsi que leur souveraineté territoriale.

SOURCE : CONSTITUTION CANTONALE VALAISANNE

*Le Grand Conseil du canton du Valais vu les articles 31 alinéa 1 chiffre 1, 42 alinéa 1 et 75 alinéas 3 et 4 de la Constitution cantonale ; sur la proposition du Conseil d'Etat, ordonne :*

#### **Article premier – Champ d'application**

*1 La présente loi régit, sous réserve des dispositions contraires de la législation spéciale, les collectivités de droit public suivantes désignées ci-après par le terme « collectivités de droit public » :*

- a) Les communes municipales*
- b) Les communes bourgeoises*

*2 Dans la présente loi, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme*

#### **Article 2 – Autonomie**

*1 Les collectivités de droit public sont autonomes pour toutes les tâches qu'elles entreprennent de leur propre initiative, dans l'intérêt public. Elles sont en outre autonomes, dans les limites des dispositions légales, pour l'exécution des tâches déléguées.*

*2 Elles peuvent édicter un règlement communal d'organisation ainsi que des règles de droit pour autant qu'une loi ne régit pas la matière de façon exhaustive ou qu'elle l'y autorise expressément. Elles peuvent, en cas de contravention, prévoir l'amende ou la réprimande.*

#### **Article 4 – Organes**

*1 Il y a dans chaque commune municipale les organes suivants :*

- a) Une assemblée primaire, organe délibérant,*
- b) Un conseil municipal, organe exécutif.*

*2 L'assemblée primaire peut être remplacée par le conseil général sauf en matière électorale et sous réserve du référendum prévu aux articles 68 et 69 de la présente loi.*

## **Article 6 – Attributions et souveraineté territoriale**

*Sous réserve des législations cantonale et fédérale, la commune municipale a notamment les attributions suivantes :*

- a) La gestion et le contrôle des finances municipales ;*
- b) La police locale ;*
- c) L'aménagement local et la police des constructions ;*
- d) La construction et l'entretien des bâtiments, rues, routes et chemins municipaux ;*
- e) L'alimentation en eau potable, l'évacuation et l'épuration des eaux usées, le traitement des ordures ;***
- f) La protection contre le feu et la protection civile ;*
- g) La protection de l'environnement ;*
- h) L'enseignement dans les écoles enfantines, dans les écoles primaires et au cycle d'orientation ;*
- i) La promotion du bien-être social ;*
- j) L'aide sociale et la tutelle ;*
- k) L'encouragement des activités culturelles et sportives ;*
- l) La promotion de l'économie locale ;*
- m) L'approvisionnement en énergie ;*
- n) Le contrôle des habitants ;*
- o) L'adoption de mesures en vue de remédier aux éventuelles carences en matière d'approvisionnement en énergie, denrées alimentaires et autres produits de première nécessité.*

## 7. La commune de Nendaz

### 7.1. L'organisation de la commune

SOURCE : LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES, BERNARD DAFFLON, P.3

Toutes les communes de Suisse possèdent une autorité législative, souvent dite « délibérante » et une autorité exécutive. A ces deux pouvoirs s'ajoute, pour chaque commune, l'administration. Cette situation est respectée à Nendaz.

### 7.2. Le pouvoir législatif

SOURCE : [HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/COMMUNE/ASSEMBLEE-PRIMAIRE.HTML](http://WWW.NENDAZ.ORG/COMMUNE/ASSEMBLEE-PRIMAIRE.HTML)

A Nendaz, le pouvoir législatif est exercé sur le plan local par « l'assemblée primaire » (assemblée des citoyens) qui se réunit au gré des besoins, mais au minimum deux fois par an pour le budget et les comptes, en la salle de gymnastique du Cycle d'orientation, à Basse-Nendaz. Chaque citoyen fait partie de l'assemblée primaire et peut y participer sur simple présentation du bulletin d'électeur. Elle délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents et prend ses décisions à la majorité des voix exprimées et, en règle générale, à main levée.

### 7.3. Le pouvoir exécutif

SOURCE : [HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/COMMUNE/CONSEIL-COMMUNAL.HTML](http://WWW.NENDAZ.ORG/COMMUNE/CONSEIL-COMMUNAL.HTML)

Le Conseil communal est l'instance politique qui est l'organe exécutif de la commune de Nendaz. Il joue également le rôle de Conseil bourgeoisial et est composé de 11 membres, chacun responsable d'une ou plusieurs des 13 commissions existantes :

Conseillers communaux	Parti politique	Commissions
Francis Dumas Président	PDC	Finances Economie & Tourisme
Philippe Fournier Vice-président	PDC	Affaires sociales, santé et jeunesse Bourgeoisie et forêts
Frédéric Fragnière	PDC	Administration générale et développement durable
Myriam Bornet	PDC	Enseignement et formation
Olivier Crettenand	PDC	Aménagements et équipements
Pierre Theytaz	PDC	Sécurité
Sébastien Fournier	PLR	Travaux publics
Bernard Follonier	PLR	Constructions
Nadine Venetz	PLR	Sport, animation et culture
Séverine Délèze	PS	Agriculture
Michel Fournier	PS	Cadastre et mensurations

#### 7.4. L'administration

SOURCE : LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, BERNARD DAFFLON, P.6

[HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/COMMUNE/SERVICE-ADMINISTRATIF.HTML](http://www.nendaz.org/commune/service-administratif.html)

Les législations cantonales fixent un minimum de règles administratives et financières que les communes se doivent de respecter. En général, les règles d'administration relatives au personnel énumèrent la liste minimale des fonctions à repourvoir et, à défaut de cahiers des charges communaux, fixent le statut du personnel.

Le service administratif de la commune de Nendaz gère le courrier et les communications officielles, délivre les documents officiels et a pour tâche d'organiser les élections et les votations et de gérer les finances de la commune. La communication envers les citoyens est également assurée par le service administratif. Ce dernier comprend le service de la population et le secrétariat central, le service des finances ainsi que le service informatique. Le chef du service administratif de la commune de Nendaz est M. Philippe Charbonnet, qui occupe également le poste de secrétaire communal.

#### 7.5. La répartition des compétences

SOURCE : LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES, BERNARD DAFFLON, P.5-6

L'assemblée primaire possède les pouvoirs de décision sur tous les objets importants de la gestion administrative, financière et patrimoniale de la commune. C'est elle qui décide des éléments suivants :

- Le budget de fonctionnement
- Les dépenses d'investissement ainsi que leur couverture financière
- **Les impôts, les taxes et les redevances d'utilisation (contributions causales)**
- Les transactions qui concernent les biens immobiliers de la commune
- **Les règlements communaux**
- L'adhésion à une association de communes
- Les fusions de communes

Le pouvoir exécutif est responsable quant à lui, de gérer les affaires communales, de préparer et d'exécuter les décisions prises par l'assemblée primaire.

## 8. La responsabilité communale envers l'alimentation en eau potable, l'évacuation et l'épuration des eaux usées

---

Comme le stipule l'article 6, lettre e de « *la Loi cantonale sur les communes* », la commune est responsable d'alimenter en eau potable les ménages et les commerces se trouvant sur son territoire. Elle est également responsable de l'évacuation et de l'épuration des eaux usées que produisent les différents logements ou entreprises.

SOURCE : PDF – LA DISTRIBUTION D'EAU DANS VOTRE COMMUNE, SSIGE, P.5

*« Une défaillance ou une contamination du réseau d'eau suffit pour discréditer le distributeur d'eau et les autorités communales. De tels incidents peuvent même avoir des suites juridiques, financières et politiques. La commune est en effet responsable de la distribution d'eau tant sur le plan juridique que financier. »*

SOURCE : PDF – LA DISTRIBUTION D'EAU DANS VOTRE COMMUNE, SSIGE, P.7

*« La commune a pour mission de fournir de l'eau potable de qualité irréprochable et en quantités suffisantes. Ce double impératif reste valable même en cas d'accident majeur ou de catastrophe naturelle. La Confédération oblige les cantons, les communes et les distributeurs d'eau à se doter d'une distribution d'eau en cas de crise et à en documenter l'organisation. Les lacunes dans ce domaine peuvent avoir des conséquences dramatiques pour la santé, sans compter les conséquences juridiques. »*

SOURCE : PDF – LA DISTRIBUTION D'EAU DANS VOTRE COMMUNE, SSIGE, P.9

*« L'eau potable est une mission publique, dont la lourde responsabilité incombe aux communes et aux distributeurs. Il s'agit d'assurer en tout temps une distribution d'eau de qualité irréprochable en quantité suffisante. »*

SOURCE : PDF – LA DISTRIBUTION D'EAU DANS VOTRE COMMUNE, SSIGE, P.9

*« L'étude, l'exploitation et le financement de la distribution d'eau appartiennent aux tâches essentielles de la commune. L'accomplissement de ces tâches est soumis à une double contingence, d'une part, la réticence des consommateurs et consommatrices face à toute augmentation des taxes sur l'eau et, d'autre part, la mise en œuvre toujours plus coûteuse des prescriptions légales. »*



## 9. La parafiscalité

---

### 9.1. Définitions générales de la parafiscalité

Il existe plusieurs définitions de la parafiscalité selon différents ouvrages ou sites Internet de référence, en voici trois :

#### Larousse pratique

SOURCE : [HTTP://FR.THEFREEDICTIONARY.COM/PARAFISCALIT%C3%A9](http://fr.thefreedictionary.com/parafiscalite%C3%A9)

*« Ensemble des taxes et des cotisations perçues, sous l'autorité de l'Etat, au profit d'administration, d'organismes autonomes. »*

#### Wikipedia

SOURCE : [HTTP://FR.WIKIPEDIA.ORG/WIKI/PARAFISCALITÉ](http://fr.wikipedia.org/wiki/Parafiscalité)

*« La parafiscalité est l'ensemble des taxes et des redevances obligatoires qui sont perçues au profit des personnes publiques ou privées autres que l'Etat, les collectivités locales ou les établissements publics habilités à percevoir des impôts. »*

#### Encyclopédie Universalis

SOURCE : [HTTP://WWW.UNIVERSALIS.FR/ENCYCLOPEDIE/PARAFISCALITE/](http://www.universalis.fr/encyclopedie/parafiscalite/)

*« Sous le nom de parafiscalité, on désigne un certain nombre de prélèvements obligatoires effectués sur les particuliers ou sur les entreprises, afin de financer un ensemble déterminé de prestations spécifiques. »*

Le principe de base veut que les revenus dégagés par un service de la parafiscalité lui permettent de financer la totalité de ses coûts d'infrastructures, sous peine de devoir puiser le manque d'autofinancement dans les caisses des comptes communaux.

Dans toutes les collectivités publiques, la parafiscalité est traitée avec la fiscalité qui fait partie intégrante de la commission « Finances ».

### 9.2. Diverses dispositions générales

#### 9.2.1. Le droit de percevoir des taxes

SOURCE : LOI SUR LES COMMUNES DU 5 FÉVRIER 2004

L'article 105 de « la Loi sur les communes » prescrit le principe de base de la perception des taxes, comme suit :

<sup>1</sup> *« Les taxes que les collectivités de droit public perçoivent pour les services, en vertu de la législation spéciale, tiennent compte de l'amortissement des investissements, des frais d'entretien et d'exploitation et de la constitution d'un fonds de renouvellement. »*

<sup>2</sup> « Elles sont fixées dans un règlement déterminant au moins le montant maximal, le mode de perception et les personnes assujetties. »

### 9.2.2. Impôts et taxes ne relèvent pas du même registre

SOURCE : [FR.WIKIPEDIA.ORG/WIKI/IMPÔT](https://fr.wikipedia.org/wiki/Impôt)

Un impôt est un prélèvement obligatoire effectué par voie d'autorité par l'Etat, les cantons et les communes sur les ressources des personnes vivant sur leur territoire pour être affecté aux services d'utilité générale.

SOURCE : GUIDE POUR LA PERCEPTION DE TAXES ET DE CONTRIBUTIONS, SSIGE, W22, 1981, p.9

Une taxe est la rémunération que paie le bénéficiaire pour une prestation officielle ou pour l'usage d'un équipement public.

Il est également important de souligner le fait que les objectifs de la perception d'impôts et de la perception de taxes ne relèvent d'aucune symétrie :

- L'impôt influe sur les comptes généraux, alors que les taxes agissent sur les services autofinancés uniquement ;
- L'impôt influe sur la marge d'autofinancement pour la totalité de son impact ; les taxes seulement pour une partie ;
- Un abaissement d'impôts a un impact actuel tandis que l'augmentation des taxes produit un impact sur le long terme ;
- L'imposition fiscale revêt une configuration à caractère social prenant en compte la progressivité des taux, selon l'importance des revenus ; les taxes s'orientent quasi obligatoirement vers le principe de l'utilisateur-payeur ; ce sont là deux conceptions totalement différentes en matière de contributions publiques.

### 9.3. L'importance des taxes parafiscales pour une commune

SOURCE : LA GESTION PUBLIQUE DES FINANCES LOCALES, BERNARD DAFFLON, p.103

Dans les services publics qu'offrent une commune, beaucoup de prestations peuvent être financées par des redevances d'utilisation et des taxes plutôt que par les recettes générales inscrites au budget. Les tâches les plus souvent citées sont celles qui concernent notamment :

- **La distribution d'eau,**
- **L'évacuation des eaux et l'épuration,**
- L'enlèvement des déchets,
- Le cimetière,
- L'aménagement du territoire,
- L'aménagement et l'entretien de certaines routes,
- Les places de stationnement

- Les transports publics.

Ces différentes taxes parafiscales doivent servir uniquement à financer les coûts de construction, de rénovation ou d'entretien des installations auxquelles elles appartiennent.

#### 9.4. L'autofinancement : un principe de base

SOURCE : DROIT FISCAL BISSAD, PDF P.17

[HTTP://WWW.IEDF.DZ/COURSSEMINAIRES/DROIT-FISCAL%20BISSAD.PDF](http://www.iedf.dz/COURSSEMINAIRES/DROIT-FISCAL%20BISSAD.PDF)

Les taxes parafiscales sont les recettes bénéficiaires d'un service. Elles sont uniquement destinées à couvrir les dépenses dudit service. Si les profits dégagés par la taxe parafiscale d'un service sont insuffisants pour couvrir les coûts du même service, la commune devra affecter des ressources publiques (impôts, revenus de la fiscalité, autres revenus) à celui-ci afin d'équilibrer son budget.

SOURCE : FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT, P.14

L'objectif principal d'une comptabilité qui gère des taxes parafiscales, que cela implique des taxes d'utilisation d'eau ou des taxes d'épuration des eaux est le suivant :

- Garantir un financement autonome et conforme au principe de causalité : d'une part les impôts communaux ne doivent pas servir à financer l'approvisionnement ainsi que l'assainissement de l'eau et, d'autre part, les taxes d'utilisation de l'eau ou d'épuration ne doivent pas alimenter les caisses communales.

#### 9.5. Le financement selon « la Loi fédérale pour la protection des eaux usées »

SOURCE : LOI FÉDÉRALE POUR LA PROTECTION DES EAUX USÉES

##### Art. 60a – Financement

*1 Les cantons veillent à ce que les coûts de construction, d'exploitation, d'entretien, d'assainissement et de remplacement des installations d'évacuation et d'épuration des eaux concourant à l'exécution de tâches publiques soient mis, par l'intermédiaire d'émoluments ou d'autres taxes, à la charge de ceux qui sont à l'origine de la production d'eaux usées. Le montant des taxes est fixé en particulier en fonction:*

- a. du type et de la quantité d'eaux usées produites;*
- b. des amortissements nécessaires pour maintenir la valeur du capital de ces installations;*
- c. des intérêts;*
- d. des investissements planifiés pour l'entretien, l'assainissement et le remplacement de ces installations, pour leur adaptation à des exigences légales ou pour des améliorations relatives à leur exploitation.*

*2 Si l'instauration de taxes couvrant les coûts et conformes au principe de causalité devait compromettre l'élimination des eaux usées selon les principes de la protection de l'environnement, d'autres modes de financement peuvent être introduits.*

*3 Les détenteurs d'installations d'évacuation et d'épuration des eaux constituent les provisions nécessaires.*

*4 Les bases de calcul qui servent à fixer le montant des taxes sont accessibles au public.*

### **9.6. Les taxes parafiscales à Nendaz**

SOURCE : [HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/FS/DOCUMENTS/REGLEMENT/TAXESEAUX.PDF](http://www.nendaz.org/fs/documents/reglement/taxeseaux.pdf)

Nendaz perçoit actuellement des taxes de raccordement et des taxes d'utilisation pour chacun des services des eaux (eau potable et eaux usées). Les dispositions actuelles datent de 1969, même si jusqu'à aujourd'hui les tarifs ont été réévalués à plusieurs reprises. Le service des finances de la commune de Nendaz est responsable de toutes les questions relatives aux impôts, à la fiscalité en générale ou aux taxes parafiscales. La parafiscalité est donc un service administratif inclus dans le service des finances. A Nendaz, trois éléments principaux composent le service parafiscal de l'administration communale :

#### **9.6.1. Les taxes de raccordements aux réseaux communaux d'eau potable et d'eaux usées**

Ces taxes parafiscales sont payées par les propriétaires des bâtiments au moment où l'autorisation de construire leur est accordée. Elles sont calculées sur la valeur fiscale des bâtiments au moment de la construction. Elles se montent à :

- 3% pour la taxe de raccordement au réseau d'eau potable
- 2% pour la taxe de raccordement au réseau des eaux usées

Si des travaux d'entretiens ou de rénovation sont entrepris sur le bâtiment au cours de son existence, la valeur fiscale augmentera et les taxes de raccordements aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées seront réadaptées.

#### **9.6.2. Les taxes d'utilisation du service des eaux**

Les taxes d'utilisation du service des eaux se décomposent en deux taxes distinctes : la taxe d'utilisation d'eau potable et la taxe d'utilisation des égouts.

##### **9.6.2.1. La taxe d'utilisation de l'eau potable**

La taxe d'utilisation de l'eau potable se compose d'une taxe forfaitaire de base qui donne droit à un nombre de mètres cube gratuits à chaque logement, chaque commerce ou chaque artisan. Cette taxe de base, parfois appelée taxe forfaitaire, sert à couvrir les frais fixes qui incombent au service, indépendamment du nombre d'unités effectivement consommées et de la demande potentielle de l'utilisateur sur le réseau.

SOURCE : LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES, BERNARD DAFFLON, P.132

Chaque logement, appartement, maison ou commerce possède un compteur d'eau qui permet de mesurer la consommation d'eau. Si le nombre de mètres cube d'eau « offerts » est dépassé, une taxe sur la consommation excédentaire est prélevée. De plus, chaque appartement occupé plus de 300 jours par année a le droit à la déduction d'un montant qui fait office de dégrèvement. Appelée parfois taxe d'utilisation, cette taxe prend en compte les coûts qui varient directement en fonction des quantités produites et du nombre d'unités consommées. Elle correspond au coût marginal d'exploitation à court terme.

SOURCE : LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES, BERNARD DAFFLON, P.132

#### 9.6.2.2. *La taxe d'utilisation des eaux usées ou la taxe d'utilisation des égouts*

La taxe d'utilisation des égouts quant à elle se compose d'une taxe de base qui se calcule en pour mille de la valeur fiscale et qui donne également droit à un nombre de mètres cube d'eau gratuits. Si la consommation dépasse le nombre de mètres cube forfaitaires, une taxe supplémentaire est prélevée pour chaque mètre cube d'eau excédentaire.

#### 9.6.3. *La taxe relative au service d'enlèvement des ordures ménagères*

Cette taxe est représentée par un montant forfaitaire notifié au propriétaire d'un immeuble ou d'une maison (et non à son locataire) qui doit être payé une fois par année. Le montant de la taxe dépend de la situation du bien immobilier selon les zones desservies ou non par le service de voirie mais également de l'affectation pour laquelle l'immeuble est utilisé (logement / restaurants, hôtels, dancings, colonies, buvettes / entreprises artisanales, commerciales, industrielles).

Bien que cette taxe fasse partie intégrante du système parafiscal de la commune de Nendaz, elle n'entre pas en compte dans ce travail qui se concentre uniquement sur les taxes de raccordement aux réseaux communaux d'eau potable et d'eaux usées et les taxes d'utilisation du service des eaux.



SOURCE : [HTTP://WWW.VALAIS-COMMUNITY.CH/MULTIMEDIA/IMAGES/IMG\\_TRAITEES/2009/12/1\\_SIMPLEBIG.JPG](http://WWW.VALAIS-COMMUNITY.CH/MULTIMEDIA/IMAGES/IMG_TRAITEES/2009/12/1_SIMPLEBIG.JPG)

## 10. La situation actuelle de la parafiscalité à Nendaz

---

### 10.1. Quelles sont les taxes parafiscales de la commune de Nendaz ?

Comme expliqué dans le chapitre précédent, il existe sur la commune de Nendaz, quatre taxes parafiscales qui touchent la fourniture et l'évacuation des eaux usées :

- La taxe de raccordement au réseau communal d'eau potable
- La taxe de raccordement au réseau communal des eaux usées
- La taxe d'utilisation de l'eau potable
- La taxe d'utilisation des égouts

Les finances périodiques d'abonnement d'eau se composent en général :

- D'une finance de base (taxe d'usage permanent des installations collectives)
- Du prix à l'unité de volume (prix au m<sup>3</sup>)

Ces taxes ont pour but d'assurer l'équilibre du compte d'exploitation du service des eaux durant la plus longue période possible. Les augmentations indispensables comme les investissements projetés doivent être anticipées suffisamment tôt, de manière à éviter des fluctuations trop importantes. Si des investissements extraordinaires se révèlent indispensables, il faut envisager la création d'un fonds adéquat de financement. Ce fonds de renouvellement peut être créé par le biais des finances périodiques d'abonnement.

### 10.2. Quelle est la tarification de ces différentes taxes ?

#### 10.2.1. Les taxes de raccordement aux réseaux communaux des eaux<sup>1</sup>

##### 10.2.1.1. La taxe de raccordement au réseau communal d'eau potable

Cette taxe se calcule :

- Selon une fourchette comprise entre 1 % et 3 % de la valeur fiscale du bâtiment raccordé au réseau d'eau potable communal.
- Le taux appliqué actuellement est de 3 % mais au minimum CHF 1'500.00 par bâtiment, la valeur fiscale minimum utilisée pour le calcul de la taxe est donc de CHF 50'000.-.

Cependant, il existe des abattements admis pour les immeubles qui sont habités plus de 300 jours par année pendant les trois premières années après leur construction :

- Le taux d'imposition peut être réduit de 1.5 % et passer ainsi à 1.5 % (3 – 1.5).

---

<sup>1</sup> Actuellement en vigueur, les tarifs 1995 des taxes de raccordement aux réseaux communaux des eaux se trouvent à l'annexe 14.1



- Le montant minimum peut être réduit de CHF 300.00 par bâtiment et ainsi passer à un montant de CHF 1'200.00

#### 10.2.1.2. *La taxe de raccordement au réseau communal d'eaux usées*

La taxe de raccordement au réseau communal d'eaux usées se calcule :

- Selon un taux compris dans une fourchette de 1 % à 2 % de la valeur fiscale du bâtiment.
- Le taux appliqué actuellement pour la calculation de cette taxe est de 2 % mais il n'existe pas de montant minimum comme pour la taxe de raccordement au réseau communal d'eau potable.

Pour les immeubles qui sont habités plus de 300 jours par année pendant les 3 premières années après la construction, l'abattement suivant est admis :

- Réduction du taux d'imposition de 0.5 % pour passer à 1.5 %.

#### 10.2.2. *Les taxes d'utilisation du service des eaux<sup>2</sup>*

Les taxes d'utilisation du service des eaux se décomposent en deux taxes distinctes :

- la taxe d'utilisation de l'eau potable
- la taxe d'utilisation des eaux usées

Les dispositions générales, les rapports de droit, le réseau, le branchement, les installations ainsi que les abonnements concernant l'eau potable se trouvent dans le « *Règlement général concernant la fourniture de l'eau potable* », édicté en 1969.

Toutes les informations nécessaires sur l'évacuation et le traitement des eaux usées se trouvent dans le document « *Prescriptions concernant l'évacuation et le traitement des eaux usées dans la commune de Nendaz* », lui aussi édicté au cours de l'année 1969.

Les tarifs d'origine des taxes d'utilisation de l'eau potable ainsi que de la taxe d'utilisation des eaux usées ont été mis en application en 1982. Cette année-là, les tarifs ont été approuvés par le Conseil communal le 27 mai puis par l'assemblée primaire le 15 juin. Ces derniers ont été adaptés, dans les limites des compétences fixées par le tarif d'origine, en 1991 puis en 1995.

##### 10.2.2.1. *Pour les logements*

La taxe d'utilisation de l'eau potable :

La **taxe d'utilisation de l'eau** pour les logements se décompose en trois éléments principaux :

- Une **taxe de base** de CHF 250.- donnant droit à 200 m<sup>3</sup> de forfait.

---

<sup>2</sup> Actuellement en vigueur, les tarifs 1995 des taxes d'utilisation du service des eaux se trouvent à l'annexe 14.2

- Une **taxe de consommation** à CHF 0.65 le m<sup>3</sup> entre 200 et 500 m<sup>3</sup> puis à CHF 1.95 le m<sup>3</sup> dès 501 m<sup>3</sup>.
- D'un dégrèvement de CHF 125.- accordé sur la facture d'eau pour les logements qui utilisent de l'eau pendant plus de 300 jours par année.

La taxe d'utilisation des égouts :

La **taxe d'utilisation des eaux usées** est composée de deux éléments :

- Une **taxe de base** de 1,3 pour mille de la valeur fiscale donnant droit à 200 m<sup>3</sup> de forfait.
- Une **taxe de consommation** de CHF 0.10 le m<sup>3</sup> entre 200 et 500 m<sup>3</sup> puis à CHF 0.50 le m<sup>3</sup> dès 501m<sup>3</sup>.

D'une manière générale la taxe de base et la taxe d'utilisation de l'eau potable relative aux studios sera réduite d'un quart.

L'ensemble de la taxe d'utilisation du service des eaux sera indexé au coût de la vie, seulement sur décision du Conseil communal et après une variation de l'indice d'au moins 10 %.

La facturation groupée par immeuble pour la station et répartie à chaque propriétaire pour les villages sera maintenue.

*10.2.2.2. Pour les piscines et les chantiers*

Le tarif par m<sup>3</sup> consommé est de CHF 1.00, sans taxe de base ni forfait

*10.2.2.3. Pour l'agriculture*

La taxe de consommation s'applique uniquement selon les tarifs « Logements » et un forfait de 15 m<sup>3</sup> d'eau gratuits par têtes de bétail recensées en avril est accordé chaque année.

*10.2.2.4. Pour les commerces*

La taxe de base pour les commerces est comprise dans une fourchette de CHF 10.- à CHF 18.- par point selon la quotation ci-après. Le tarif actuel (celui de l'adaptation de 1995) est de CHF 13.50 par point et un point donne droit à un forfait de 20 m<sup>3</sup> d'eau.

La taxe de consommation se calcule de la même manière que pour les tarifs « Logements » présentés ci-dessus.

Le tableau qui suit, présente l'attribution des points pour les différents commerces :

Description	Points
<b>Etablissements publics</b>	
<b>Café - restaurant - dancing</b>	
moins de 50 places	20
de 51 à 100 places	30
de 101 à 150 places	40
de 151 à 200 places	50
<b>Hôtel</b>	
jusqu'à 40 lits	10
plus de 40 lits	15
<b>Artisanat</b>	
<b>Atelier</b>	6
<b>Dépôt (entreposage seulement)</b>	3
<b>Bureaux</b>	
<b>Bureau - banque - agence</b>	6
<b>Cabinet dentaire et médical</b>	9
<b>Commerces</b>	
<b>Alimentation</b>	6
<b>Grande surface</b>	10
<b>Vêtement - jouet - sport,...</b>	6
<b>Kiosque</b>	4
<b>Labo photo - boulangerie - buvette,...</b>	9
<b>Laiterie (sans facturation du dépassement)</b>	9
<b>Garages</b>	
<b>Garage</b>	10
<b>Station d'essence</b>	3
<b>Lavage automatique</b>	15
<b>WC publics</b>	
<b>par cabine</b>	1
<b>Divers</b>	
<b>Blanchisserie</b>	20
<b>Salon de coiffure</b>	10
<b>Colonie de vacances</b>	30
<b>Pressing</b>	6

### 10.2.3. *Les taxes d'utilisation du service des eaux en 2 exemples chiffrés*

Pour l'année 2009, prenons l'exemple de deux logements : une résidence principale et une résidence secondaire d'une valeur fiscale de CHF 120'000.- chacun.

#### Exemple 1 :

- Dans la résidence principale, une famille de 5 personnes y habite à l'année et a consommé 190 m<sup>3</sup> d'eau en 2009.

En 2010, ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 250.-	CHF 250.-
+ Taxe de consommation	0 * 0.65	CHF 0.-
- Dégrèvement	CHF 125.- car utilisation de l'eau + de 300 j./an	CHF 125.-
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 125.-</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>		
+ Taxe de base	1.3 / 1000 * 120'000	CHF 156.-
+ Taxe de consommation	0 * 0.10	CHF 0.-
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 156.-</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>125 + 156</b>	<b>CHF 281.-</b>

Ce ménage de 5 personnes payera une taxe d'utilisation du service des eaux de CHF 281.- alors qu'il réside sur la commune pendant toute l'année.

#### Exemple 2 :

- Dans la résidence secondaire, un couple de Hollandais y séjourne 1 mois par année et il a consommé 10 m<sup>3</sup> d'eau pour l'année 2009.

En 2010, ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 250.-	CHF 250.-
+ Taxe de consommation	$0 * 0.65$	CHF 0.-
- Dégrèvement	CHF 0.- car utilisation de l'eau - de 300 j./an	CHF 0.-
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 250.-</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>		
+ Taxe de base	$1.3 / 1000 * 120'000$	CHF 156.-
+ Taxe de consommation	$0 * 0.10$	CHF 0.-
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 156.-</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>250 + 156</b>	<b>CHF 406.-</b>

Ce couple de Hollandais se verra facturer une taxe totale d'utilisation du service des eaux de CHF 406.- alors qu'il séjourne sur la commune seulement 30 jours par année, soit CHF 125.- de plus que la famille de 5 personnes qui réside sur la commune à l'année.

On peut s'apercevoir à travers ces deux exemples que la taxe d'utilisation du service des eaux en vigueur n'est plus d'actualité car elle ne prend pas en compte le principe du pollueur payeur ou de l'utilisateur payeur. Dans ces 2 cas, le 100 % des revenus de la taxe d'eau provient de la taxe de base et la consommation des différents logements n'est pas prise en compte.

### 10.3. Quelle est la structure des revenus générés par les taxes d'eau actuelles ?

Dans le sous-chapitre précédent, nous avons établi quelle était actuellement la tarification des taxes d'utilisation de l'eau (eau potable et eaux usées) ainsi que celle du raccordement aux réseaux communaux d'eau potable et d'eaux usées. Dans ce chapitre, nous allons voir comment sont structurés les revenus générés par ces taxes qui doivent assurer l'autofinancement des services spéciaux (comme l'eau potable et les eaux usées). Dans un premier temps, nous allons nous attarder sur les revenus générés par les taxes de base ainsi que par les taxes de consommation et les comparer aux exigences légales. Par la suite, nous allons déterminer qui de la population locale et des propriétaires de résidences secondaires payent le plus et si ces taxes sont économiquement correctes et en accord avec le principe de l'utilisateur payeur (pour la taxe d'utilisation de l'eau potable) ou du pollueur payeur (pour la taxe d'utilisation des égouts).



Nous allons analyser de manière séparée la taxe d'utilisation de l'eau potable et la taxe d'utilisation des eaux usées, car comme décrit auparavant, elles font l'objet d'une calculation différente même si elles se retrouvent sur la même facture au final. Afin de pouvoir comparer l'évolution des taxes et de leur structure, l'analyse porte sur les 10 dernières années, soit de l'an 2000 à 2009.

### 10.3.1. *La structure des revenus générés par la taxe d'utilisation de l'eau potable*

La commune de Nendaz a perçu sur les 10 dernières années un total de CHF 13'897'984.75 grâce à la taxe de l'utilisation de l'eau potable. Ce total comprend des taxes de base pour CHF 13'170'503.15 ainsi que les taxes de consommation qui s'élèvent à CHF 727'481.60. Le tableau ci-dessous nous montre les revenus générés grâce à la taxe d'utilisation d'eau potable pour les années 2000 à 2009 ainsi que la séparation entre les revenus de la taxe de base et ceux de la taxe de consommation :

Année	Taxe de base	Taxe de consommation	Taxe totale
<b>2000</b>	1'256'466.15	49'872.60	1'306'338.75
<b>2001</b>	1'259'252.25	63'703.45	1'322'955.70
<b>2002</b>	1'263'480.80	44'008.65	1'307'489.45
<b>2003</b>	1'275'065.20	57'740.60	1'332'805.80
<b>2004</b>	1'266'533.65	78'279.90	1'344'813.55
<b>2005</b>	1'297'970.85	81'075.90	1'379'046.75
<b>2006</b>	1'315'796.25	95'420.75	1'411'217.00
<b>2007</b>	1'390'920.10	88'476.00	1'479'396.10
<b>2008</b>	1'428'039.40	91'976.25	1'520'015.65
<b>2009</b>	1'416'978.50	76'927.50	1'493'906.00
<b>Total</b>	13'170'503.15	727'481.60	13'897'984.75

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

Dans ce tableau, il est facile de voir l'énorme différence qu'il y a chaque année entre les revenus générés par la taxe de base et ceux générés par la taxe de consommation. Cette différence est mise en évidence dans le tableau ci-dessous, où l'on compare les pourcentages respectifs de la taxe de base et de la taxe de consommation par rapport aux revenus totaux produits par les taxes d'utilisation d'eau potable :

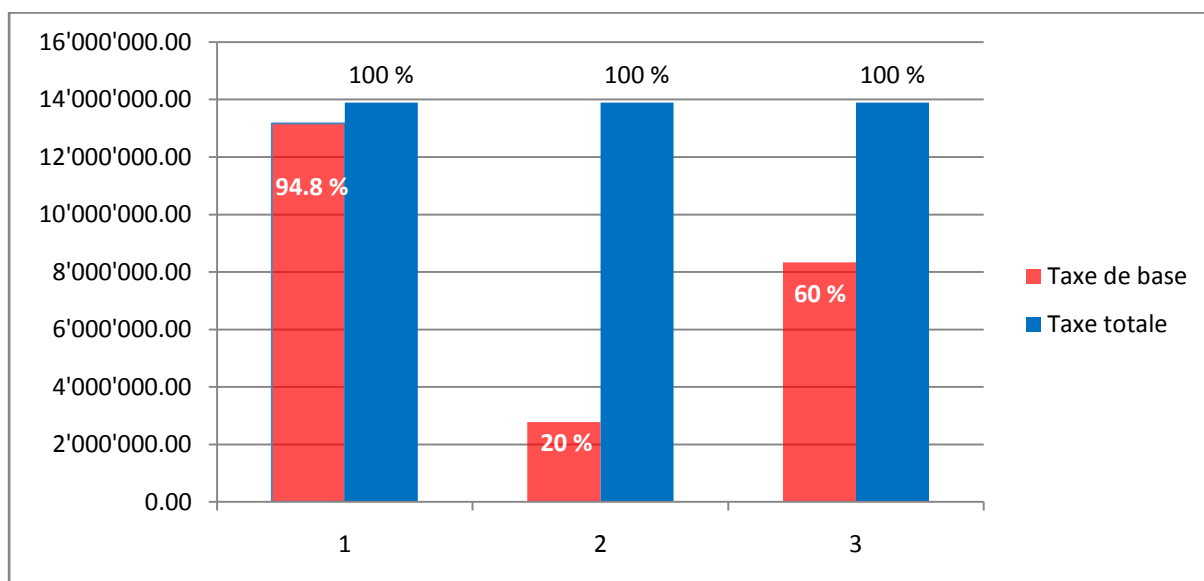


Année	Taxe de base en %	Taxe de consommation en %	Total de la taxe d'eau potable en %
2000	96.18	3.82	100.00
2001	95.18	4.82	100.00
2002	96.63	3.37	100.00
2003	95.67	4.33	100.00
2004	94.18	5.82	100.00
2005	94.12	5.88	100.00
2006	93.24	6.76	100.00
2007	94.02	5.98	100.00
2008	93.95	6.05	100.00
2009	94.85	5.15	100.00
<b>Moyenne</b>	<b>94.77</b>	<b>5.23</b>	<b>100.00</b>

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

En moyenne sur les dix dernières années écoulées, la taxe d'utilisation de l'eau potable a été financée à presque 95 % par la taxe de base et seulement 5 % par la taxe de consommation. Ces pourcentages nous permettent de mettre en évidence le fait que le principe de l'utilisateur payeur n'est pas appliqué en ce qui concerne la taxe de l'utilisation de l'eau potable.

Selon les recommandations établies par la SSIGE, le pourcentage du revenu de la taxe d'eau potable financé par la taxe de base devrait se trouver au minimum à 20 % et au maximum à 60 % en fonction des communes et de leurs attributs et au minimum à 40 % et au maximum à 80 % pour la taxe de consommation.



Sur ce graphique nous pouvons observer 3 situations différentes :

- La situation 1 représente la **situation actuelle** ou la taxe de base représente le 94.77 % du revenu total généré par la taxe de base de l'eau.
- La situation 2 représente la « **recommandation minimum** » qui établit que la taxe de base devrait représenter au minimum le 20 % de la taxe totale.
- La situation 3 représente la « **recommandation maximum** » qui établit que la taxe de base devrait représenter au maximum le 60 % de la taxe totale.

Grâce à ce graphique, il est aisé de voir que la taxe de base de l'eau potable doit être révisée afin de la diminuer d'au moins 35 % afin qu'elle respecte au mieux les recommandations légales établies.

### 10.3.2. *La structure des revenus générés par la taxe d'utilisation des égouts*

La commune de Nendaz a perçu sur les 10 dernières années un total de CHF 7'576'946.15 grâce à la taxe de l'utilisation des égouts. Ce total comprend des taxes de base pour CHF 7'457'004.15 ainsi que les taxes de consommation qui s'élèvent à CHF 119'942.00. Le tableau ci-dessous nous montre les revenus générés grâce à la taxe d'utilisation des eaux usées pour les années 2000 à 2009 ainsi que la séparation entre les revenus de la taxe de base et ceux de la taxe de consommation :

Année	Taxe de base	Taxe de consommation	Taxe d'utilisation des égouts
<b>2000</b>	594'297.10	9'025.95	603'323.05
<b>2001</b>	605'970.15	11'297.85	617'268.00
<b>2002</b>	615'708.00	8'379.70	624'087.70
<b>2003</b>	627'271.70	10'045.65	637'317.35
<b>2004</b>	629'113.20	13'885.95	642'999.15
<b>2005</b>	652'456.70	12'938.60	665'395.30
<b>2006</b>	668'800.50	15'217.20	684'017.70
<b>2007</b>	966'487.30	11'218.05	977'705.35
<b>2008</b>	1'023'849.05	13'323.25	1'037'172.30
<b>2009</b>	1'073'050.45	14'609.80	1'087'660.25
<b>Total</b>	7'457'004.15	119'942.00	7'576'946.15

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

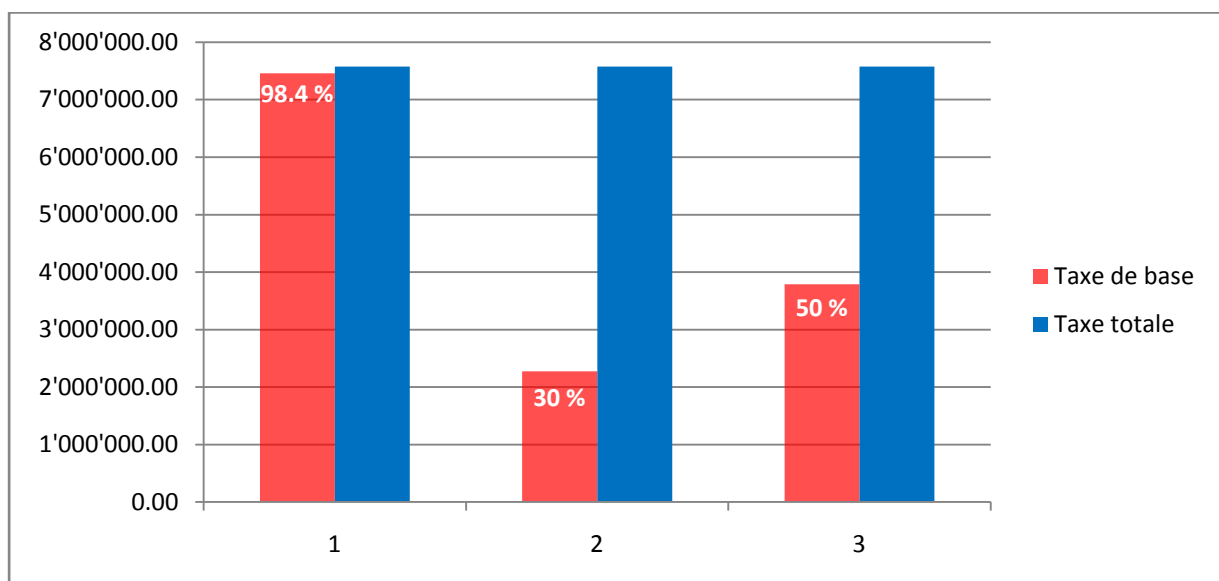
Comme pour la taxe d'utilisation de l'eau potable, nous pouvons facilement observer la très grande différence qu'il y a chaque année entre les revenus générés par la taxe de base et ceux générés par la taxe de consommation. Cette différence est mise en évidence dans le tableau ci-dessous, où l'on compare les pourcentages respectifs de la taxe de base et de la taxe de consommation par rapport aux revenus totaux produits par les taxes d'utilisation d'égouts :

Année	Taxe de base en %	Taxe de consommation en %	Taxe d'utilisation des égouts en %
2000	98.50	1.50	100.00
2001	98.17	1.83	100.00
2002	98.66	1.34	100.00
2003	98.42	1.58	100.00
2004	97.84	2.16	100.00
2005	98.06	1.94	100.00
2006	97.78	2.22	100.00
2007	98.85	1.15	100.00
2008	98.72	1.28	100.00
2009	98.66	1.34	100.00
<b>Moyenne</b>	<b>98.42</b>	<b>1.58</b>	<b>100.00</b>

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

En moyenne sur les dix dernières années écoulées, la taxe d'utilisation des eaux usées a été financée à plus de 98 % par la taxe de base et à moins de 2 % par la taxe de consommation. Ces pourcentages nous permettent de mettre en évidence le fait que le principe du pollueur payeur n'est clairement pas respecté, aussi en ce qui concerne la taxe de l'utilisation des eaux usées.

Selon les recommandations établies par la SSIGE, le pourcentage du revenu de la taxe d'égouts financé par la taxe de base devrait se trouver au minimum à 30 % et au maximum à 50 % en fonction des communes et de leurs attributs et au minimum à 50 % et au maximum à 70 % pour la taxe de consommation.



Sur ce graphique nous pouvons observer 3 situations différentes :

- La situation 1 représente la **situation actuelle** de la commune de Nendaz où la taxe de base représente le 98.42 % du revenu total généré par la taxe de base des eaux usées contre seulement 1.58 % par la taxe de consommation.
- La situation 2 représente la « **recommandation minimum** » qui établit que la taxe de base des eaux usées devrait représenter au minimum le 30 % de la taxe totale.
- La situation 3 représente la « **recommandation maximum** » qui établit que la taxe de base des eaux usées devrait représenter au maximum le 50 % de la taxe totale.

Grâce à ce graphique, il est aisé de voir que la taxe d'égouts doit également être révisée afin de la diminuer d'en tous cas 48 % pour qu'elle respecte au mieux les recommandations légales établies.

#### 10.4. Qui paye quelles taxes ? Et combien ?

##### 10.4.1. La taxe d'utilisation de l'eau potable en détail de 2007 à 2009

L'analyse suivante met en évidence les différences existantes entre les contribuables pour ce qui est du paiement de la taxe d'eau potable. Elle pousse un peu plus loin le degré de détail des revenus générés par la taxe de base et par la taxe de consommation de l'eau potable. Les contribuables ont été divisés en trois catégories : les propriétaires d'appartements, les propriétaires de studios et les commerces ou autres établissements. Pour ce qui est des appartements et des studios, une différenciation a été effectuée entre les résidences principales (population locale) et les résidences secondaires (population résidente).

L'analyse présentée dans ce travail ne détaille que les résultats obtenus lors des années 2007, 2008 et 2009 car les pourcentages utilisés pour l'analyse n'ont quasiment pas évolués depuis l'année 2000. Tous les montants qui vous sont présentés ci-dessous sont mentionnés TVA incluse.

Les totaux des montants générés par la taxe d'utilisation de l'eau potable ne correspondent pas à ceux présentés dans le sous-chapitre « *La structure des revenus générés par la taxe d'utilisation de l'eau potable* » car ils ne tiennent pas compte des montants perçus auprès de la commune de Veysonnaz et de l'entreprise SEBA à Aproz.

### L'année 2007

Objet de facturation	Résidences principales	Résidences secondaires	Commerces et autres	Total	%
<b>Appartements</b>	312'635.30	880'269.65		1'192'904.95	<b>84.55</b>
<b>Studios</b>	4'581.50	138'674.50		143'256.00	<b>10.15</b>
<b>Commerces ou autres</b>			74'777.40	74'777.40	<b>5.30</b>
<b>Total</b>	317'216.80	1'018'944.15	74'777.40	1'410'938.35	<b>100.00</b>
<b>%</b>	<b>22.48</b>	<b>72.22</b>	<b>5.30</b>	<b>100.00</b>	

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

### L'année 2008

Objet de facturation	Résidences principales	Résidences secondaires	Commerces et autres	Total	%
<b>Appartements</b>	314'655.55	907'461.50		1'222'117.05	<b>85.61</b>
<b>Studios</b>	3'754.60	140'075.65		143'830.25	<b>10.08</b>
<b>Commerces ou autres</b>			61'618.30	61'618.30	<b>4.32</b>
<b>Total</b>	318'410.15	1'047'537.15	61'618.30	1'427'565.60	<b>100.00</b>
<b>%</b>	<b>22.30</b>	<b>73.38</b>	<b>4.32</b>	<b>100.00</b>	

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

### L'année 2009

Objet de facturation	Résidences principales	Résidences secondaires	Commerces et autres	Total	%
<b>Appartements</b>	322'378.90	942'837.40		1'265'216.30	<b>85.16</b>
<b>Studios</b>	2'769.60	138'839.20		141'608.80	<b>9.53</b>
<b>Commerces ou autres</b>			78'913.45	78'913.45	<b>5.31</b>
<b>Total</b>	325'148.50	1'081'676.60	78'913.45	1'485'738.55	<b>100.00</b>
<b>%</b>	<b>21.88</b>	<b>72.80</b>	<b>5.31</b>	<b>100.00</b>	

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

## Observations de 2007 à 2009

Ces pourcentages mettent en évidence que l'eau potable est très fortement utilisée par les ménages, que ceux-ci soient des villas, des appartements ou des studios, pour leur consommation quotidienne tels que la cuisine, la douche, le bain, les toilettes, etc. L'eau potable distribuée par la commune n'est que faiblement utilisée par les différents commerces ou entreprises pour leurs diverses activités. Pour les années 2007 à 2009, les revenus générés par les studios et les appartements représentent entre 94 % et 95 % du montant total de la taxe d'utilisation de l'eau potable. Sur les CHF 4'324'242.50 de revenus encaissés par la commune de 2007 à 2009 grâce à la taxe d'utilisation de l'eau potable :

- Le 85 % provient des appartements ou des villas
- Le 10 % provient des studios
- Le 5 % provient des commerces et autres établissements présents sur la commune

Une deuxième observation met en évidence une grande disparité entre les résidences principales et les résidences secondaires qui font l'objet de la facturation. En effet, pour les années 2007 à 2009, les propriétaires de résidences secondaires payent en général 3 à 3.5 fois plus que les propriétaires de résidences principales :

- En moyenne sur ces trois années, sur CHF 100.- générés par la taxe d'utilisation de l'eau potable, **CHF 22.-** l'ont été chez les propriétaires de résidences principales contre **CHF 72.-** chez les propriétaires de résidences secondaires.

Cette disparité entre population locale et résidente s'explique par deux éléments :

- La taxe de base de CHF 250.- qui donne droit à un forfait de 200 m<sup>3</sup> d'eau est la même pour tous les logements, que leur consommation soit de 5 m<sup>3</sup> d'eau par année ou qu'elle soit de 199 m<sup>3</sup>.
- Le dégrèvement n'est accordé qu'aux propriétaires de logements habités plus de 300 jours par année.

Ces observations montrent que la taxe actuelle de l'utilisation de l'eau potable est dépassée. En effet, elle ne tient en aucun cas compte du principe de l'utilisateur payeur prescrit par la société suisse des industries du gaz et des eaux. C'est pourquoi elle devra être restructurée afin de répondre aux obligations légales.

### 10.4.2. *La taxe d'utilisation des égouts en détail de 2007 à 2009*

Les totaux des montants générés par la taxe d'utilisation des égouts dans les tableaux ci-dessous ne correspondent pas à ceux présentés dans le sous-chapitre « *La structure des revenus générés par la taxe d'utilisation des égouts* » car ils ne tiennent pas compte des montants perçus auprès de la commune de Veyonnaz et de certains autres tiers.



### L'année 2007

Objet de facturation	Résidences principales	Résidences secondaires	Commerces	Total	%
<b>Appartements</b>	420'352.25	490'516.80		910'869.05	<b>94.92</b>
<b>Studios</b>	448.15	1'854.00		2'302.15	<b>0.24</b>
<b>Commerces ou autres</b>			46'419.40	46'419.40	<b>4.84</b>
<b>Total</b>	420'800.40	492'370.80	46'419.40	959'590.60	<b>100.00</b>
<b>%</b>	<b>43.85</b>	<b>51.31</b>	<b>4.84</b>	<b>100.00</b>	

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

### L'année 2008

Objet de facturation	Résidences principales	Résidences secondaires	Commerces	Total	%
<b>Appartements</b>	432'974.50	541'993.45		974'967.95	<b>95.16</b>
<b>Studios</b>	432.45	1'996.15		2'428.60	<b>0.24</b>
<b>Commerces ou autres</b>			47'167.30	47'167.30	<b>4.60</b>
<b>Total</b>	433'406.95	543'989.60	47'167.30	1'024'563.85	<b>100.00</b>
<b>%</b>	<b>42.30</b>	<b>53.09</b>	<b>4.60</b>	<b>100.00</b>	

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

### L'année 2009

Objet de facturation	Résidences principales	Résidences secondaires	Commerces	Total	%
<b>Appartements</b>	407'432.90	628'273.35		1'035'706.25	<b>95.22</b>
<b>Studios</b>	418.00	2'047.25		2'465.25	<b>0.23</b>
<b>Commerces ou autres</b>			49'488.70	49'488.70	<b>4.55</b>
<b>Total</b>	407'850.90	630'320.60	49'488.70	1'087'660.20	<b>100.00</b>
<b>%</b>	<b>37.50</b>	<b>57.95</b>	<b>4.55</b>	<b>100.00</b>	

SOURCE : SERVICE PARAFISCAL DE LA COMMUNE DE NENDAZ

## Observations de 2007 à 2009

Une première observation peut être faite grâce à ces pourcentages qui mettent en évidence que la majorité de l'eau rejetée dans le réseau des eaux usées se fait par les ménages. En effet, comme ce sont eux qui consomment le plus d'eau, il est logique que ce soit eux qui en rejettent le plus. De 2007 à 2009, sur les CHF 3'071'814.65 encaissés grâce à la taxe d'utilisation des eaux usées, le 95 % l'a été auprès de propriétaires de villas, d'appartements ou de studios.

Une deuxième observation est faite sur la provenance des revenus si l'on compare les taxes payées par les résidences principales aux taxes payées par les résidences secondaires. On pourrait penser que les propriétaires de résidences principales payent une taxe d'utilisation des eaux usées supérieure aux propriétaires de résidences secondaires étant donné qu'ils sont domiciliés à l'année sur la commune. Or, il n'en est rien :

- En 2007, sur CHF 100.- encaissés par la commune grâce à la taxe d'utilisation des eaux usées, **CHF 43.-** l'ont été auprès de propriétaires locaux et **CHF 51.-** auprès de propriétaires résidents.
- En 2008, sur CHF 100.- encaissés par la commune grâce à la taxe d'utilisation des eaux usées, **CHF 42.-** l'ont été auprès de propriétaires locaux et **CHF 53.-** auprès de propriétaires résidents.
- En 2009, sur CHF 100.- encaissés par la commune grâce à la taxe d'utilisation des eaux usées, **CHF 37.-** l'ont été auprès de propriétaires locaux et **CHF 58.-** auprès de propriétaires résidents.

Ces différences entre la population locale et la population résidente peuvent s'expliquer par deux éléments :

- Le forfait donnant droit à 200 m<sup>3</sup> d'eau rejetée gratuitement ne prend pas en compte le principe du pollueur payeur. Dans l'état actuel, ce n'est pas parce qu'un ménage rejette plus d'eaux usées qu'il payera obligatoirement plus.
- La taxe de base pour les eaux usées se calcule sur la valeur fiscale des bâtiments. Les résidences secondaires ayant généralement une valeur fiscale supérieure aux résidences principales, il est logique qu'elles payent plus de taxes avec cette méthode de calcul. De plus, une taxe de base établie sur la valeur fiscale d'un bâtiment n'a aucune relation directe avec la consommation d'eau faite par les gens qui y logent.

# 11. Le principe de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur

---

## 11.1. Généralités

### 11.1.1. Le principe du pollueur payeur

SOURCE : [HTTP://WWW.DICTIONNAIRE-ENVIRONNEMENT.COM/PRINCIPE\\_POLLUEUR-PAYEUR\\_ID3558.HTML](http://www.dictionnaire-environnement.com/principe_pollueur-payeur_ID3558.html)

« Le Principe pollueur payeur (PPP) est énoncé par l'article L 110-1 du Code de l'Environnement selon lequel les frais qui résultent des mesures de prévention, de réduction et de lutte contre les pollutions doivent être pris en charge par le pollueur. La protection, la mise en valeur, la restauration, la remise en état et la gestion des espaces, ressources et milieux naturels, des sites et paysages, de la qualité de l'air, des espèces animales et végétales, de la diversité et des équilibres biologiques sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Elles s'inspirent, dans le cadre des lois qui en définissent la portée, des principes suivants :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ;

2° Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable ;

3° Le principe pollueur payeur, selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur ;

4° Le principe de participation, selon lequel chacun a accès aux informations relatives à l'environnement, y compris celles relatives aux substances et activités dangereuses, et le public est associé au processus d'élaboration des projets ayant une incidence importante sur l'environnement ou l'aménagement du territoire. »

### 11.1.2. Le principe de l'utilisateur payeur

SOURCE : [HTTP://WWW.ETUDIANTS.POLYMTL.CA/DD/PRINCIPEDD.HTML](http://www.etudiants.polymtl.ca/dd/principeDD.html)

Ce principe ressemble au principe du pollueur payeur, mais à la différence que l'utilisateur payeur ne doit pas payer pour les dommages qu'il cause, mais plutôt pour l'utilisation de la ressource qu'il fait.

## 11.2. Les conditions d'application

SOURCES : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET LOCALES, BERNARD DAFFLON, CHAP. 4 ET P105

La mise en application du principe de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur vise à introduire un rapport direct entre les bénéficiaires d'un service et le cercle des payeurs. Différents systèmes sont possibles pour sa mise en œuvre : les redevances d'utilisation, les coupons, la sous-traitance, les concessions, différents systèmes de tarification. Les taxes d'utilisation génèrent de nouvelles rentrées de fonds affectées à des tâches précises. Elles permettent également de diminuer la demande et de dépolitiser certaines décisions. Le principal avantage de cette approche est d'éviter une « demande excessive ». En effet, lorsqu'un service est financé par l'impôt, le bénéficiaire n'en perçoit pas le coût réel, il agit comme si le service était gratuit et il ne prend pas conscience de sa surconsommation. *« Celui qui consomme un service le paie dans la mesure de sa consommation. Selon qu'il est économe ou non, il paiera peu ou plus »*

Quatre conditions doivent être remplies afin de pouvoir appliquer ce principe :

- Les bénéficiaires doivent pouvoir être identifiés.
- Les bénéficiaires qui ne paient pas la prestation doivent pouvoir être exclus du service.
- Le service est accessible simultanément à plusieurs utilisateurs.
- La tarification ne doit pas générer des bénéfices trop importants.

En ce qui concerne la distribution et le traitement des eaux de la commune de Nendaz, ces quatre conditions semblent être remplies :

- Il est aisé de recenser les utilisateurs du service de distribution et de traitement des eaux.
- Par contre, il n'est certainement pas toujours facile de détecter un utilisateur clandestin ou d'exclure un mauvais payeur<sup>3</sup>.
- Ce service est, de par sa configuration, accessible simultanément à plusieurs utilisateurs.
- Le système de tarification peut être modulé en fonction des coûts d'investissement et de production du service.

Par ailleurs, quatre règles financières influencent la mise en place de la tarification

- Le tarif doit être fixé en proportion des avantages retirés.
- Le tarif doit tenir compte de critères objectifs précis et facilement vérifiables.
- La somme des taxes perçues ne doit pas dépasser les coûts d'investissement et de fonctionnement du service.

---

<sup>3</sup> En ce qui concerne les services d'utilisation des réseaux d'eau potable et d'eaux usées, il est illégal d'exclure un mauvais payeur.

- Le moment où débute l'obligation de payer doit être fixé.

Pour le service des eaux qui nous intéresse, il est envisageable de se baser sur des critères précis : résidences principales ou secondaires, commerces, piscines, chantier, agriculture, nombre de m<sup>3</sup> utilisés. L'octroi de l'autorisation de construire peut servir de moment où débute l'obligation de payer. Et pour finir, les tarifs peuvent être fixés sur la base des calculs des coûts de fonctionnement (travaux d'entretien des installations et des canalisations, achat de produits divers, défraiement du personnel, charge administrative, et d'investissement (nouvelles constructions, agrandissement du réseau d'eau potable)).

### *11.3. Les conséquences pour la réglementation de la parafiscalité*

#### *11.3.1. Une modification de la réglementation communale*

Une collectivité publique doit prouver la légitimité et la légalité de la perception des nouvelles taxes par une loi, adoptée par l'autorité législative. Les conditions d'application : cercle des bénéficiaires, objet de la contribution, critères de calcul et montant maximal de la contribution, fixées par ladite loi devront être respectées en tout point. Le règlement communal en vigueur doit donc être modifié et soumis à l'approbation de l'assemblée primaire. Pour se faire, la nouvelle réglementation devra être simple, équitable et facilement compréhensible par les contribuables.

#### *11.3.2. Une modification du système de comptabilité*

L'application de la nouvelle tarification exigera des modifications tant sur le plan comptable qu'administratif. Il faudra modifier le système de calcul et également réévaluer la charge de travail pour le personnel administratif.

#### *11.3.3. Une présentation du nouveau concept*

Une explication correcte, claire et précise de la démarche entreprise doit être donnée aux citoyens. Les buts, les objectifs ainsi que les conditions d'application de la nouvelle réglementation seront explicités. Les bénéficiaires du service doivent savoir :

- Qui paie ? → Le cercle des assujettis
- Pourquoi ? → L'objet de la contribution
- Comment ? → Le système de calculation des coûts
- Combien ? → Le montant maximal

#### *11.3.4. Un droit à l'information*

Les études et le calcul des nouvelles taxes devront pouvoir être consultables en tout temps par les contribuables. Il en va de même après l'introduction des nouvelles taxes, chaque assujetti doit pouvoir accéder à l'information et savoir à quel poste est affectée sa contribution financière. Une solution informatique, par le biais d'Internet pourrait être envisagée.

### 11.3.5. *Les ressources*

Un tel projet ne peut se réaliser sans un minimum de ressources en personnel et en temps car il s'agira de réécrire le règlement communal, d'établir un nouveau système de taxes, d'en contrôler les incidences financières puis de prévoir l'information de la population.

### 11.4. *Les conséquences pour la structure de la taxe*

Afin que les nouvelles taxes respectent les principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur, la taxe de base diminuera tandis que la taxe à la consommation augmentera. Ce qui implique que la population locale devra supporter une plus grande part de la taxe que les propriétaires de résidences secondaires.

La taxe de raccordement et la taxe de base seront principalement affectées au paiement des investissements et des charges fixes des services. La taxe à la consommation devrait quant à elle couvrir les frais variables de ces mêmes services.

Le dégrèvement ainsi que les 200 m<sup>3</sup> d'eau gratuits seront supprimés.

Un fonds spécial de financement pourrait être créé afin d'y déposer les recettes excédentaires et ainsi constituer un fonds de renouvellement.

### 11.5. *Les conséquences pour le bénéficiaire du service*

La population locale verra certainement sa facture augmenter de par le fait de sa consommation régulière tandis que les propriétaires de résidences secondaires verront la leur diminuer.

Chaque bénéficiaire aura le contrôle du montant de ses contributions : celui qui consomme plus et pollue plus, paiera plus alors que celui qui consomme moins et pollue moins, paiera moins.

Des taxes en lien étroits avec la consommation d'eau inciteront tout un chacun à adopter une attitude citoyenne et respectueuse de l'environnement.



SOURCE : [HTTP://WWW.LENOUVELLISTE.CH/MULTIMEDIA/IMAGES/IMG\\_TRAITEES/2008/06/NENDAZ\\_DETAIL\\_POPUP.JPG](http://www.lenouvelliste.ch/multimedia/images/img_traitees/2008/06/nendaz_detail_popup.jpg)



## 12. L'élaboration de propositions d'amélioration

---

Comme développé au chapitre 9 « La situation actuelle de la parafiscalité à Nendaz », les finances d'abonnement d'eau actuellement en vigueur ne répondent pas au principe de causalité de l'utilisateur payeur et de pollueur payeur. En effet, les finances provenant des taxes de base sont toujours beaucoup trop élevées par rapport à celles provenant des taxes de consommation. De plus, les propriétaires de résidences secondaires ne venant que quelques semaines par année à Nendaz payent une finance d'abonnement bien plus élevée que la population locale qui y vit à l'année.

Afin de respecter les bases et les recommandations légales édictées par l'office fédéral de l'environnement et la SSIGE, une nouvelle structure des finances d'abonnement aux services des eaux devra être rapidement élaborée afin d'être présentée à l'assemblée primaire pour acceptation. Cette démarche est nécessaire afin d'améliorer les règlements parafiscaux et la situation actuelle de la commune en ce qui concerne le non-respect du principe de causalité par rapport aux taxes relatives à l'eau.

### *12.1. La procédure de la SSIGE pour une nouvelle calculation de tarifs*

SOURCE : SSIGE – GUIDE POUR LA PERCEPTION DE TAXES ET DE CONTRIBUTIONS, W22, 1981, p. 16

La société suisse de l'industrie de l'eau et du gaz propose une procédure de base qui permet aux communes de faciliter leurs travaux en vue d'une nouvelle tarification des taxes relatives à l'eau potable et aux eaux usées. Cette procédure est la suivante :

- Etape 1 – Collecte des données

L'objectif de cette première étape est de récolter les données statistiques nécessaires telles que le nombre de logements faisant l'objet de la facturation, la consommation d'eau annuelle ainsi que les résultats d'exploitation des derniers exercices.

- Etape 2 – Analyse du compte d'exploitation

Cette étape est utile pour analyser précisément les charges (coûts) et pour déterminer la part en pourcent du coût du service de la dette.

- Etape 3 – Détermination des recettes

On définit ici les recettes, nécessaires à l'administration pour financer ses services spéciaux, devant provenir des finances de base ainsi que du prix au m<sup>3</sup>.

- Etape 4 – Critère de perception de finances de base

Il s'agit ici de fixer les exigences envers le critère à choisir en s'assurant que ce dernier est conforme aux caractéristiques suivantes :

## Les finances d'abonnement :

- Doivent couvrir les coûts d'exploitation du service
- Seront faciles à comprendre par l'utilisateur
- Ne compliqueront pas les procédés administratifs
- Grèveront objectivement l'auteur des coûts
- Récompenseront les efforts entrepris contre le gaspillage
- Ne pas être utilisées à des fins fiscales

- Etape 5 – Choix du critère

Pour cette étape il s'agit de mettre en relation le coût du service de la dette avec le total des charges d'exploitation :

- 1) Si le coût du service de la dette est supérieur à 50 % du total des charges d'exploitation, il faudra alors choisir un critère fin comme :
  - Le nombre d'appartements en tenant compte de leur grandeur
  - Le nombre de pièces des appartements avec prise en considération des points de tirages d'eau
  - Le volume bâti
  - La valeur d'assurance contre l'incendie ou la valeur fiscale
  - Les unités sanitaires des appareils et robinets d'utilisation
- 2) Si le coût du service de la dette est inférieur à 50 % du total des charges d'exploitation, il sera possible de choisir un critère moins fin comme :
  - Le nombre d'appartements
  - Le calibre, respectivement le débit nominal du compteur d'eau
  - Le calibre du branchement
  - Un montant forfaitaire attribué à chaque abonnement

- Etape 6 – Détermination du prix à l'unité de volume

Lors de cette étape, il faudra déterminer le prix du mètre cube d'eau en fonction des recettes à obtenir.

- Etape 7 – Contrôle des conséquences financières

Dans cette avant dernière phase de la procédure, il est nécessaire de contrôler quelles seront les conséquences financières de chaque variante tarifaire envisagée et les conséquences que chacune d'elles aura sur les usagers.

- Etape 8 – Décision finale concernant le tarif

Cette dernière étape fixe de façon définitive les tarifs relatifs à la finance de base et au prix du mètre cube.

## 12.2. Variante n° 1 – Séparation des frais fixes et des frais variables des services

Dans cette première variante, les taxes de base de l'eau potable et des eaux usées servent à couvrir les frais fixes inhérents aux services et les taxes de consommation servent à couvrir les frais variables de ces-mêmes services.

### 12.2.1. Description de la variante

Afin de prendre en compte les principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur, mais aussi pour garantir l'autofinancement du service, cette variante propose d'établir un lien étroit entre les frais d'exploitation fixes inhérents à l'entretien et au bon fonctionnement du réseau et entre les frais d'exploitation qui varient en fonction de la consommation d'eau annuelle.

Pour se faire, la taxe de base couvre les frais fixes des services des eaux et la taxe de consommation couvre les frais variables de ces mêmes services.

Dans cette première variante, je propose d'affecter :

- Les taxes de raccordement au paiement des frais d'investissement des réseaux de l'eau potable et des eaux usées
- Les taxes de base à la couverture des charges fixes de fonctionnement des services
- Les taxes d'utilisation à la couverture des charges variables de fonctionnement des services
- Les montants excédentaires à la constitution d'un fonds spécial de financement

Grâce à l'analyse détaillée des comptes communaux de 2005 à 2009, il a été possible de séparer les charges fixes des charges variables de la manière suivante.

Les **charges fixes de fonctionnement** de l'approvisionnement et alimentation en eau potable prennent en compte :

- Les charges de personnel
- L'entretien des bornes hydrantes
- L'entretien du réseau et des réservoirs
- L'entretien du matériel et de l'outillage
- L'entretien des véhicules
- Le leasing des véhicules
- Les assurances RC et choses
- Les frais d'analyse d'eau
- Les assurances et impôts des véhicules
- Les frais divers et TVA non récupérable
- Les amortissements
- La participation aux frais d'administration du service des eaux
- La participation aux intérêts bancaires du service des eaux

Pour fixer le tarif de la taxe de base, le montant total des charges fixes de fonctionnement sera réparti équitablement selon le nombre de logements :

$$\text{Taxe de base} = \frac{\text{Charges fixes du service}}{\text{Nombre de logements}}$$

Les **charges variables de fonctionnement** de l’approvisionnement et alimentation en eau potable prennent en compte :

- L’achat de mobilier, machines et matériel
- L’achat d’eau
- L’achat et la réparation des compteurs
- L’achat d’outillage et matériel divers
- Les frais de carburant
- Les frais de déplacement et débours divers
- Les frais administratifs divers

Pour fixer le prix unitaire du mètre cube d’eau, le montant total des charges variables de fonctionnement sera divisé par le nombre total de mètres cube d’eau consommés annuellement à Nendaz :

$$\text{Taxe de consommation} = \frac{\text{Charges variables du service}}{\text{Consommation d’eau annuelle}}$$

### *12.2.2. Les statistiques nécessaires pour la nouvelle calculation*

La première statistique utile à la calculation est le **montant annuel total des charges fixes et variables**. Cette statistique nous permettra de connaître les montants annuels que devront couvrir les recettes des nouvelles taxes. Le montant annuel des charges fixes sera divisé par le nombre de logements et servira ainsi à déterminer la taxe de base. Tandis que le montant annuel des charges variables sera divisé par le nombre de mètres cube consommés et servira à déterminer la taxe à la consommation.

La deuxième statistique qui nous intéresse pour établir une nouvelle calculation de taxes est celle du **nombre de logements** que possède la commune. Cette statistique nous permettra de déterminer la finance de base des taxes d’eau potable et d’eaux usées en fonction des charges fixes d’exploitation des services concernés.

La troisième statistique nécessaire pour l’établissement des nouvelles taxes est celle de la **consommation d’eau annuelle**, c’est-à-dire le nombre de mètres cube d’eau consommés par année. Cette statistique nous permettra d’établir une taxe de consommation en relation directe avec la consommation d’eau de chaque contribuable. Le prix du mètre cube d’eau sera déterminé en divisant les charges variables de chaque service par le nombre de mètres

cube consommés chaque année, ceci autant pour la nouvelle taxe d'eau potable que pour celle d'eaux usées.

Les tableaux des nouvelles tarifications ci-dessous vous présentent les chiffres de l'année 2005 à l'année 2009. Ce sont des tableaux récapitulatifs, pour voir le détail des différentes charges les tableaux détaillés se trouvent en annexes 14.3 et 14.4.

### Remarques

Les tableaux ci-dessous ne comprennent pas de fonds de renouvellement des services, ils se contentent d'assurer l'autofinancement des services concernés. Si des investissements exceptionnels sont à prévoir, un fonds de renouvellement doit être intégré à la calculation (un pourcentage de la valeur d'assurance de toutes les installations du service), il suffirait alors d'ajouter le montant total du fonds de renouvellement aux charges fixes à couvrir par la taxe de base. La taxe de base, autant pour l'eau potable que pour les eaux usées, augmentera sensiblement mais le prix du m<sup>3</sup> restera inchangé.

Les chiffres utilisés pour l'analyse et la proposition d'une nouvelle tarification sont ceux de 2005 à 2009. Ils sont tirés des comptes communaux et n'incluent donc pas la TVA. De plus, une moyenne a été calculée sur ces 5 années afin d'établir une tendance générale autant pour la taxe de base que pour la taxe de consommation. Je me suis basé sur ces chiffres moyens pour définir une nouvelle proposition de tarifs et établir les conséquences financières pour la population locale et résidente.



SOURCE : [HTTP://WWW.UELIRAZ.CH/2007/NENDAZ/PANORAMA-1.JPG](http://www.ueliraz.ch/2007/NENDAZ/PANORAMA-1.JPG)

### 12.2.3. *La calculation de nouveaux tarifs de base et de consommation*

Pour l'eau potable, selon les chiffres de 2005 à 2009<sup>4</sup>

<b>Tableau récapitulatif</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>Moyenne sur 5 ans</b>
<b>Nombre de logements</b>	6'813.00	6'918.00	7'054.00	7'257.00	7'326.00	35'368.00
<b>Consommation annuelle</b>	616'246.00	589'476.00	626'873.00	562'277.00	518'495.00	2'913'367.00
<b>Charges fixes du service d'eau potable</b>	937'710.00	1'084'015.65	954'065.70	1'045'412.05	1'144'435.95	5'165'639.35
<b>Charges variables du service d'eau potable</b>	186'943.55	254'306.80	198'089.90	126'967.80	102'213.55	868'421.60
<b>Charges d'exploitation du service d'eau potable</b>	1'124'653.55	1'338'222.46	1'152'155.60	1'172'379.85	1'246'649.50	6'034'060.95
<b>Charges fixes à couvrir par la taxe de base</b>	937'710.00	1'084'015.65	954'065.70	1'045'412.05	1'144'435.95	5'165'639.35
<b>Charges variables à couvrir par la taxe de consommation</b>	186'943.55	254'206.80	198'089.90	126'967.80	102'213.55	868'421.60
<b>Taxe de base pour couvrir les frais fixes de l'année</b>	137.635	156.695	135.252	144.056	156.216	146.054
<b>Prix au m<sup>3</sup> pour couvrir les frais variables de l'année</b>	0.303	0.431	0.316	0.226	0.197	0.298

<sup>4</sup> Le détail des comptes d'exploitation (charges et produits) du service d'approvisionnement en eau potable, des années 2005 à 2009 se trouve à l'annexe 14.3





Pour les eaux usées, selon les chiffres de 2005 à 2009<sup>5</sup>

Tableau récapitulatif	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
<b>Nombre de logements</b>	6'813.00	6'918.00	7'054.00	7'257.00	7'326.00	35'368.00
<b>Consommation annuelle</b>	616'246.00	589'476.00	626'873.00	562'277.00	518'495.00	2'913'367.00
<b>Charges fixes du service des eaux usées</b>	1'216'847.75	1'485'868.50	1'298'072.55	1'367'141.70	1'467'019.75	6'834'950.25
<b>Charges variables du service des eaux usées</b>	37'418.40	39'704.75	44'417.50	43'385.50	44'638.90	209'565.05
<b>Charges d'exploitation du service des eaux usées</b>	1'254'266.15	1'525'573.25	1'342'490.05	1'410'527.20	1'511'658.65	7'044'515.30
<b>Charges fixes à couvrir par la taxe de base</b>	1'216'847.75	1'485'868.50	1'298'072.55	1'367'141.70	1'467'019.75	6'834'950.25
<b>Charges variables à couvrir par la taxe de consommation</b>	37'418.40	39'704.75	44'417.50	43'385.50	44'638.90	209'565.05
<b>Taxe de base pour couvrir les frais fixes de l'année</b>	178.607	214.783	184.019	188.389	200.248	193.252
<b>Prix au m<sup>3</sup> pour couvrir les frais variables de l'année</b>	0.061	0.067	0.071	0.077	0.086	0.072

<sup>5</sup> Le détail des comptes d'exploitation (charges et produits) du service d'assainissement des eaux usées, des années 2005 à 2009 se trouve à l'annexe 14.4

Sur les tableaux ci-dessus, on peut remarquer que pour cette première variante :

La taxe de base oscille :

- **Entre CHF 135.- et CHF 156.-** pour l'alimentation en eau potable
- **Entre CHF 178.- et CHF 214.-** pour l'assainissement des eaux usées

La taxe de consommation, elle, oscille :

- **Entre CHF 0.19 et CHF 0.43** pour l'alimentation en eau potable
- **Entre CHF 0.06 et CHF 0.08** pour l'assainissement des eaux usées.

#### *12.2.4. Proposition de tarification*

##### Taxe de raccordements aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées

Comme le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées n'a aucune relation directe avec la consommation d'eau, il est possible de continuer à taxer les logements sur leur valeur fiscale.

- Taxe de raccordement au réseau d'eau potable

**3 % de la valeur fiscale** du bâtiment (comme cela se fait actuellement)

- Taxe de raccordement au réseau des eaux usées

**2 % de la valeur fiscale** du bâtiment (comme cela se fait actuellement)

##### Taxe d'utilisation de l'eau potable

Avec cette première variante, la taxe de base qui permettrait de couvrir les charges fixes relatives au service de l'eau potable s'élève à **CHF 150.- / logement**.

Le prix de vente du m<sup>3</sup> d'eau qui permettrait de couvrir les charges variables du service pour financer ainsi ce dernier se monte à **CHF 0.30 / m<sup>3</sup> consommé**.

##### Taxe d'utilisation des égouts

Pour que la taxe de base puisse financer les charges fixes du service d'assainissement des eaux usées, elle s'élève à **CHF 200.- / logement**.

Le prix du m<sup>3</sup> d'eau rejetée se monte **CHF 0.10 / m<sup>3</sup> rejeté**.

#### *12.2.5. Les conséquences financières*

Afin de déterminer les conséquences financières de cette variante sur la population communale, prenons le même exemple que dans la première partie de ce travail : deux logements (une résidence principale et une résidence secondaire) d'une valeur fiscale de CHF 120'000.- chacun.

### Exemple 1 :

Dans la résidence principale, une famille de 5 personnes y habite à l'année et a consommé 190 m<sup>3</sup> d'eau.

Ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 150.-	CHF 150.-
+ Taxe de consommation	190 * 0.30	CHF 57.-
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 207.-</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 200.-	CHF 200.-
+ Taxe de consommation	190 * 0.10	CHF 19.-
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 219.-</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>207 + 219</b>	<b>CHF 426.-</b>

Ce ménage de 5 personnes payera **une taxe d'utilisation du service des eaux de CHF 426.-** alors qu'il réside sur la commune pendant toute l'année.

Par rapport à la taxation en vigueur actuellement, cette famille verrait sa facture augmenter de CHF 145.- soit **une augmentation d'environ 51 %**.

### Exemple 2 :

Dans la résidence secondaire, un couple de Hollandais y séjourne 1 mois par année et il a consommé 10 m<sup>3</sup> d'eau.

Ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 150.-	CHF 150.00
+ Taxe de consommation	10 * 0.30	CHF 3.00
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 153.00</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 200.-	CHF 200.00
+ Taxe de consommation	10 * 0.10	CHF 1.00
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 201.00</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>153 + 201</b>	<b>CHF 354.00</b>

Ce couple de Hollandais se verra facturer **une taxe totale d'utilisation du service des eaux de CHF 354.-** alors qu'il séjourne sur la commune seulement 30 jours par année, soit CHF 72.- de moins que la famille de 5 personnes qui réside sur la commune à l'année.

Par rapport à la taxation en vigueur actuellement, ce couple verrait sa facture diminuer de CHF 52.- soit **une diminution d'environ 13 %**.

### En conclusion

On peut s'apercevoir à travers ces deux exemples que la taxe d'utilisation du service des eaux est ici mieux répartie entre la population locale, qui consomme plus d'eau sur une année entière, et la population résidente. Par contre, pour la famille habitant à Nendaz, la facture augmente de 51 %. Une augmentation des taxes pour les propriétaires de résidences principales est inévitable si l'on désire mettre en place de nouvelles taxes qui répondent aux principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur.

#### 12.2.6. *Les avantages de cette variante*

Avec cette variante, il est certain que les taxes sont affectées aux coûts réels :

- La taxe de raccordement sert à couvrir les coûts d'investissement tels que la construction de nouvelles canalisations d'eau potable et d'eaux usées ou la rénovation des canalisations existantes utiles à tous.
- La taxe de base couvre les coûts d'entretien courants et d'approvisionnement du réseau d'eau potable et des eaux usées, utile à tous.
- La taxe de consommation couvre les coûts d'alimentation et de traitement de l'eau utile au consommateur uniquement.
- La taxe d'utilisation des égouts ne se calcule plus sur la valeur fiscale du bâtiment, ce qui permet d'établir un lien direct entre le nombre de mètres cube d'eau rejetés et le montant payé.

La suppression du quota annuel de 200 m<sup>3</sup> gratuits respecte les principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur. Chaque bénéficiaire paye pour l'approvisionnement et le traitement de l'eau qu'il consomme. Les charges sont mieux réparties entre les réels bénéficiaires du service (population locale et résidente, commerces).

De plus le prix unitaire est relativement bas, ce qui a comme avantage de ne pas faire supporter à la population locale une trop grande charge financière. Un prix unitaire bas empêche aussi des fluctuations trop importantes des montants perçus chaque année.

Le principe d'autofinancement est donc garanti. Les montants excédentaires pourraient être affectés à un fonds de financement spécial, ce dernier servirait à équilibrer les comptes au cas où les montants perçus ne seraient pas suffisants ou à financer d'éventuels investissements futurs.

Cette variante a aussi l'avantage d'être simple, facilement compréhensible par les bénéficiaires du service. Chacun peut avoir accès à l'information par le biais du service fiscal de la commune de Nendaz.

D'un point de vue purement administratif, la mise en place d'une telle proposition nécessiterait peu de modifications du présent règlement communal relatif à l'eau et du système de facturation.

#### 12.2.7. *Les inconvénients de cette variante*

Par définition, les services d'eau potable et d'eaux usées possèdent une grande part de frais fixes. Les charges fixes définies dans cette variante sont très élevées. C'est pour cette raison que la tarification proposée ne respecte pas les recommandations de la SSIGE. En moyenne pour les années 2005 à 2009 :

- Les revenus de la taxe de base de l'eau potable représentent le 85.9 % et ceux de la taxe à la consommation le 14.1 %. Ceux-ci ne sont pas compris entre 60 % pour la taxe de base et 40 % pour la taxe à la consommation.
- Les revenus de la taxe de base d'égouts représentent le 96 % et ceux de la taxe de consommation le 4 %. Ceux-ci ne correspondent pas aux recommandations qui proposent que la taxe de base et la taxe de consommation représentent chacune le 50 % des charges.

Le faible prix du mètre cube (CHF 0.30) n'incite pas le consommateur à économiser l'eau. L'incidence sur la facture globale n'est pas suffisante pour obtenir une modification sensible du comportement des utilisateurs.

Les incidences financières pour la population locale et pour les commerces, industries et artisanat sont importantes car le dégrèvement et le forfait de 200m<sup>3</sup> d'eau gratuits sont supprimés. Ce sont ces mêmes personnes qui doivent accepter ce nouveau règlement et ces nouveaux tarifs lors de l'assemblée primaire, donc il n'est pas certain que les autorités communales obtiennent l'approbation des citoyens de Nendaz.

### 12.3. Variante n° 2 – Mise en application des recommandations légales de la SSIGE

#### 12.3.1. *Description de la variante*

SOURCE : SSIGE – GUIDE POUR LA PERCEPTION DE TAXES ET DE CONTRIBUTIONS, W22, 1981, p6

Cette variante respecte les recommandations de la SSIGE qui prévoit que « *la proportion des recettes provenant des finances de base ne devrait pas franchir les seuils de 20% minimum et 60% maximum du produit total des abonnements d'eau.* »

Dans cette deuxième variante, je prévois :

- D'affecter les taxes de raccordement au paiement des frais d'investissement des réseaux de l'eau potable et des eaux usées
- De calculer les coûts totaux de fonctionnement du service de l'approvisionnement, de l'alimentation et du traitement des eaux
- D'affecter la taxe de base au paiement des 60% des coûts totaux du service
- D'affecter la taxe à la consommation au paiement des 40% des coûts totaux du service
- D'affecter d'éventuels montants excédentaires à un fonds spécial de financement

#### **Pour l'eau potable :**

Pour fixer le tarif de la taxe de base, le 60 % des coûts totaux de fonctionnement du service sera réparti équitablement selon le nombre de logements.

$$\text{Taxe de base} = \frac{\text{Charges totales du service} * 60\%}{\text{Nombre de logements}}$$

Pour fixer le tarif de la taxe à la consommation, le 40 % des coûts totaux de fonctionnement du service est divisé par le nombre total de mètres cube d'eau consommés annuellement à Nendaz.

$$\text{Taxe de consommation} = \frac{\text{Charges totales du service} * 40\%}{\text{Consommation annuelle d'eau}}$$

#### **Pour les eaux usées :**

Pour fixer le tarif de la taxe de base, le 50 % des coûts totaux de fonctionnement du service sera réparti équitablement selon le nombre de logements.

$$\text{Taxe de base} = \frac{\text{Charges totales du service} * 50\%}{\text{Nombre de logements}}$$

Pour fixer le tarif de la taxe à la consommation, le 50 % des coûts totaux de fonctionnement du service sera divisé par le nombre total de mètres cube consommés annuellement à Nendaz.

$$\text{Taxe de consommation} = \frac{\text{Charges totales du service} * 50\%}{\text{Consommation annuelle d'eau}}$$

### **12.3.2.      *Les statistiques nécessaires pour la nouvelle calculation***

La première statistique qui nous intéresse pour établir cette nouvelle calculation de taxes est celle du **nombre de logements** que possède la commune. Cette statistique nous permettra



de déterminer la finance de base des taxes d'eau potable en fonction du montant relatif au 60 % des charges de fonctionnement du service.

La deuxième statistique nécessaire pour l'établissement des nouvelles taxes est celle de la **consommation d'eau annuelle**, c'est-à-dire le nombre de mètres cube d'eau consommés par année. Cette statistique nous permettra d'établir une taxe de consommation en relation directe avec la consommation d'eau de chaque contribuable. Le prix du mètre cube d'eau sera déterminé en divisant le montant relatif au 40 % des charges de fonctionnement du service de l'approvisionnement et de l'alimentation en eau potable par le nombre de mètres cube consommés chaque année.

Pour les eaux usées, les charges seront réparties à part égale (50%) pour le calcul de la taxe de base et de la taxe à la consommation.

La troisième statistique utile à la calculation est le **montant annuel des charges de fonctionnement de chacun des services**. Cette statistique nous permettra de connaître les montants annuels que devront couvrir les recettes des nouvelles taxes.

Les tableaux des nouvelles tarifications ci-dessous vous présentent les chiffres de l'année 2005 à l'année 2009. Ce sont des tableaux récapitulatifs, pour voir le détail des différentes charges, les tableaux détaillés se trouvent en annexe 14.3 et 14.4.

#### Remarque

Les tableaux ci-dessous ne comprennent pas de fonds de renouvellement des services, ils se contentent d'assurer l'autofinancement des services concernés. Si des investissements futurs sont à prévoir, un fonds de renouvellement doit être intégré à la calculation (un pourcentage de la valeur d'assurance de toutes les installations du service), il suffirait alors d'ajouter le montant total du fonds de renouvellement au pourcentage de charges totales à couvrir par la taxe de base. La taxe de base, autant pour l'eau potable que pour les eaux usées, augmentera sensiblement mais le prix du m<sup>3</sup> restera inchangé.

Les chiffres utilisés pour l'analyse et la proposition de cette deuxième tarification sont ceux de 2005 à 2009. Ils sont tirés des comptes communaux et n'incluent donc pas la TVA. De plus, une moyenne a été calculée sur ces 5 années afin d'établir une tendance générale autant pour la taxe de base que pour la taxe de consommation. Je me suis basé sur ces chiffres moyens pour définir une nouvelle proposition de tarifs et établir les conséquences financières pour la population locale.

### 12.3.3. *La calculation de nouveaux tarifs de base et de consommation*

Pour l'eau potable selon les chiffres de 2005 à 2009<sup>6</sup>

Tableau récapitulatif	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
<b>Nombre de logements</b>	6'813.00	6'918.00	7'054.00	7'257.00	7'326.00	35'368.00
<b>Consommation annuelle</b>	616'246.00	589'476.00	626'873.00	562'277.00	518'495.00	2'913'367.00
<b>Charges fixes du service d'eau potable</b>	937'710.00	1'084'015.65	954'065.70	1'045'412.05	1'144'435.95	5'165'639.35
<b>Charges variables du service d'eau potable</b>	186'943.55	254'206.80	198'089.90	126'967.80	102'213.55	868'421.60
<b>Charges totales d'exploitation du service d'eau potable</b>	1'124'653.55	1'338'222.45	1'152'155.60	1'172'379.85	1'246'649.50	6'034'060.95
<b>60 % des charges totales à couvrir par la taxe de base</b>	674'792.13	802'933.47	691'293.36	703'427.91	747'989.70	3'620'436.57
<b>40 % des charges totales à couvrir par la taxe de consommation</b>	449'861.42	535'288.98	460'862.24	468'951.94	498'659.80	2'413'624.38
<b>Taxe de base pour couvrir le 60 % des frais totaux</b>	99.045	116.064	98.000	96.931	102.101	102.365
<b>Prix au m<sup>3</sup> pour couvrir le 40 % des frais totaux</b>	0.730	0.908	0.735	0.834	0.962	0.828

<sup>6</sup> Le détail des comptes d'exploitation (charges et produits) du service d'approvisionnement en eau potable, des années 2005 à 2009 se trouve à l'annexe 14.3

Pour les eaux usées selon les chiffres de 2005 à 2009<sup>7</sup>

Tableau récapitulatif	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Nombre de logements	6'813.00	6'918.00	7'054.00	7'257.00	7'326.00	35'368.00
Consommation annuelle	616'246.00	589'476.00	626'873.00	562'277.00	518'495.00	2'913'367.00
Charges fixes du service des eaux usées	1'216'847.75	1'485'868.50	1'298'072.55	1'367'141.70	1'467'019.75	6'834'950.25
Charges variables du service des eaux usées	37'418.40	39'704.75	44'417.50	43'385.50	44'638.90	209'565.05
Charges totales d'exploitation du service des eaux usées	1'254'266.15	1'525'573.25	1'342'490.05	1'410'527.20	1'511'658.65	7'044'515.30
50 % des charges totales à couvrir par la taxe de base	627'133.08	762'786.63	671'245.03	705'263.60	755'829.33	3'522'257.65
50 % des charges totales à couvrir par la taxe de consommation	627'133.08	762'786.63	671'245.03	705'263.60	755'829.33	3'522'257.65
Taxe de base pour couvrir le 50 % des frais totaux	92.049	110.261	95.158	97.184	103.171	99.589
Prix au m <sup>3</sup> pour couvrir le 50 % des frais totaux	1.018	1.294	1.071	1.254	1.458	1.209

<sup>7</sup> Le détail des comptes d'exploitation (charges et produits) du service d'assainissement des eaux usées, des années 2005 à 2009 se trouve à l'annexe 14.4

Après observation des tableaux ci-dessus, nous pouvons donc constater que :

Pour la taxe de base :

- La taxe de base de l'eau potable varie **entre CHF 96.- et CHF 116.-**
- La taxe de base des eaux usées oscille **entre CHF 92.- et CHF 110.-**

Pour la taxe à la consommation :

- Les montants varient **entre CHF 0.73 et CHF 0.96** pour l'eau potable
- Les montants varient **entre CHF 1.01 et CHF 1.45** pour les eaux usées

#### *12.3.4. Proposition de tarification*

##### Taxe de raccordements aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées

Comme le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées n'a aucune relation directe avec la consommation d'eau, il est possible de continuer à taxer les logements sur leur valeur fiscale.

- Taxe de raccordement au réseau d'eau potable

**3 % de la valeur fiscale** du bâtiment (comme cela se fait actuellement)

- Taxe de raccordement au réseau des eaux usées

**2 % de la valeur fiscale** du bâtiment (comme cela se fait actuellement)

##### Taxe d'utilisation de l'eau potable

Avec cette variante, la taxe de base d'utilisation du service de l'eau potable est fixée à **CHF 110.- / logement**.

Quant au prix du mètre cube d'eau nécessaire à la perception de la taxe de consommation de l'eau potable, il s'élève à **CHF 0.80 / m<sup>3</sup> d'eau consommé**.

##### Taxe d'utilisation des égouts

Dans cette deuxième variante, afin de couvrir de manière certaine les 50 % des charges totales, la taxe de base s'élèverait à **CHF 100.- / logement**.

Quant au prix du m<sup>3</sup> d'eau rejetée dans les égouts, il devrait s'élever à **CHF 1.20 / m<sup>3</sup> rejeté** afin de couvrir les 50 % restant des charges totales de l'assainissement des eaux usées.

#### *12.3.5. Les conséquences financières*

Prenons le même exemple que dans la première partie de ce travail : deux logements (une résidence principale et une résidence secondaire) d'une valeur fiscale de CHF 120'000.- chacun.

### Exemple 1 :

Dans la résidence principale, une famille de 5 personnes y habite à l'année et a consommé 190 m<sup>3</sup> d'eau.

Ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 110.-	CHF 110.-
+ Taxe de consommation	190 * 0.80	CHF 152.-
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 262.-</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 100.-	CHF 100.-
+ Taxe de consommation	190 * 1.20	CHF 228.-
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 328.-</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>262 + 328</b>	<b>CHF 590.-</b>

Ce ménage de 5 personnes payera **une taxe d'utilisation du service des eaux de CHF 590.-** alors qu'il réside sur la commune pendant toute l'année.

Par rapport à la taxation en vigueur actuellement, cette famille verrait sa facture augmenter de CHF 309.- soit une **augmentation d'environ 110 %**.

### Exemple 2 :

Dans la résidence secondaire, un couple de Hollandais y séjourne 1 mois par année et il a consommé 10 m<sup>3</sup> d'eau.

Ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 110.-	CHF 110.-
+ Taxe de consommation	10 * 0.80	CHF 8.-
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 118.-</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 100.-	CHF 100.-
+ Taxe de consommation	10 * 1.20	CHF 12.-
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 112.-</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>118 + 112</b>	<b>CHF 230.-</b>

Ce couple de Hollandais se verra facturer **une taxe totale d'utilisation du service des eaux de CHF 230.-** alors qu'il séjourne sur la commune seulement 30 jours par année, soit CHF 360.- de moins que la famille de 5 personnes qui réside sur la commune à l'année.

Par rapport à la taxation en vigueur actuellement, ce couple verrait sa facture diminuer de CHF 176.- soit **une diminution de 43.3 %**.

### **En conclusion**

On peut s'apercevoir à travers ces deux exemples que la taxe d'utilisation du service des eaux en vigueur provoque une grande différence de rentrées d'argent entre la population locale, qui consomme plus d'eau sur une année entière, et la population résidente. La famille habitant à Nendaz verra sa facture augmenter de 110 %, tandis que le couple hollandais verra la sienne diminuer de 43 %. Si l'on désire mettre en place de nouvelles taxes qui répondent aux principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur ainsi qu'aux recommandations de la SSIGE, l'augmentation des taxes pour les propriétaires de résidences principales ainsi que la forte différence entre la population locale et la population résidente sont inévitables.

#### *12.3.6. Les avantages de cette variante*

Les principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur sont appliqués. En effet, dans cette variante, le bénéficiaire du service participe aux frais d'entretien, d'approvisionnement, d'alimentation et de traitement de l'eau au prorata du nombre de litres d'eau qu'il consomme.

Les pourcentages dévolus à la taxe de base ainsi qu'à la taxe de consommation respectent les recommandations de la SSIGE qui établit que la taxe d'utilisation du service de l'eau potable devrait être financée à 60 % par la taxe de base et à 40 % par la taxe de consommation.

Le prix du mètre cube d'eau est suffisamment élevé pour inciter le consommateur à faire attention à sa consommation.

La taxe d'utilisation des égouts ne se calcule plus sur la valeur fiscale du bâtiment, ce qui permet d'établir un lien direct entre le nombre de mètres cube d'eau rejetés et le montant payé.

Le système de calcul est similaire au système actuel. Il ne nécessite que peu de modifications.

Il est juste de dire que cette proposition est simple au niveau de la compréhension de son fonctionnement.

Le principe d'autofinancement est respecté.



### 12.3.7. *Les inconvénients de cette variante*

Le principal inconvénient de cette variante réside dans le fait que les montants perçus auprès de la population locale augmentent très fortement alors que ceux des résidents diminuent dans des proportions importantes. Ces différences sont dues au fait que le prix de mètre cube d'eau est très élevé, surtout pour le traitement des eaux usées. Ce dernier se trouve très en dessus de la moyenne valaisanne qui se situe aux environs de CHF 0.61. Plus le prix du mètre cube sera élevé, plus l'incidence financière pour la population locale sera grande.

D'autre part, les prix du mètre cube élevé engendreront aussi d'importantes fluctuations des recettes annuelles à venir, en lien étroit avec le nombre de litres consommés. Il sera plus délicat d'assurer l'équilibre financier ainsi que l'autofinancement du service.

Le transfert de charges entre la population locale et résidente est très important. Il sera difficile de convaincre et d'obtenir l'adhésion de l'assemblée primaire pour une telle proposition.

La population locale supporte les charges dues au surdimensionnement des infrastructures à part égale avec la population résidente. Ceci n'est pas équitable car les habitants de Nendaz n'ont pas l'utilité d'un tel réseau. Un réseau moins développé et moins coûteux leur suffirait.

Dans cette variante, le consommateur ne peut pas clairement savoir comment son argent est utilisé. Il sait que de manière globale, les recettes sont affectées au service en charge de l'approvisionnement, de l'alimentation et du traitement de l'eau mais, il ne sera pas possible d'obtenir plus de précision.

### 12.4. *Variante n° 3 – Finance de base supplémentaire pour logements de vacances*

SOURCE : SSIGE – GUIDE POUR LA PERCEPTION DE TAXES ET DE CONTRIBUTIONS, W22, 1981, p21-22

Avec les propositions une et deux, les populations locale et résidente supportent à part égale les frais d'investissement et de fonctionnement du service de l'approvisionnement, de l'alimentation et du traitement des eaux.

#### 12.4.1. *Description de la variante*

Nendaz, commune touristique, voit sa population quasiment tripler pendant la haute saison. Pour assurer l'alimentation et le traitement des eaux à la population locale et résidente, la commune de Nendaz s'est vue dans l'obligation d'investir des sommes importantes dans la construction d'un réseau communal de grande envergure. Ces infrastructures ont été financées en partie par les différentes taxes perçues pour l'eau mais certainement aussi par les recettes générées par la perception de l'impôt communal. La population locale s'est vue dans l'obligation de payer pour des installations dont elle n'a pas vraiment l'utilité.

Huit mois par an, Nendaz possède un réseau d'alimentation et de traitement des eaux surdimensionné. Plus le réseau est étendu, plus les coûts augmentent de manière proportionnelle. Une répartition linéaire des coûts n'est pas équitable envers la population locale.

Ces installations étant sous-utilisées une bonne partie de l'année, la commune est en droit de prétendre au paiement d'une redevance minimum de la part de la population résidente.

Si les hôtels et les résidences de vacances étaient occupés toute l'année, la consommation d'eau augmenterait, alors le prix à la consommation diminuerait sensiblement. Il paraît donc correct de faire supporter à la population saisonnière la part de recettes découlant de cette plus-value théorique du prix du mètre cube.

Dans cette troisième variante, je propose donc :

- D'affecter les taxes de raccordement au paiement des frais d'investissement des réseaux de l'eau potable et des eaux usées
- De calculer les coûts totaux de fonctionnement du service de l'approvisionnement, de l'alimentation et du traitement des eaux
- D'affecter la taxe de base au paiement des 60% des coûts totaux du service
- D'affecter la taxe à la consommation au paiement des 40% des coûts totaux du service
- De calculer un supplément à la taxe de base pour la population résidente
- D'affecter d'éventuels montants excédentaires à un fonds spécial de financement

Pour fixer le tarif de la taxe de base, le 60% des coûts totaux de fonctionnement sera réparti équitablement selon le nombre de logements.

Pour fixer le prix unitaire du m<sup>3</sup> d'eau, le 40 % des coûts totaux sera divisé par le nombre total de mètres cube d'eau potentiellement consommés si les installations étaient utilisées toute l'année (consommation estimée).

Pour fixer le supplément à la taxe de base, la différence de recettes entre la consommation estimée et la consommation réelle sera répartie entre les hôtels, les résidences secondaires et les autres logements de vacances.

Afin de faire supporter à la population résidente sa part des charges occasionnées par le surdimensionnement des infrastructures, nous devons déterminer qu'elle est le montant de la plus value annuelle du mètre cube. Pour cela, nous devons estimer le nombre de mètres cube d'eau consommés si les installations étaient utilisées au maximum de leur capacité pendant toute l'année.

## 12.4.2. Collecte des statistiques nécessaires

### Consommation d'eau annuelle

		2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
1	Consommation annuelle effective résidences principales et commerces	388'444	382'995	439'852	360'836	326'483	1'898'610
2	Consommation annuelle effective résidences secondaires	218'550	197'668	177'820	187'982	182'191	964'211
3	Consommation annuelle effective hôtels et colonies	9'252	8'813	9'201	13'459	9'821	50'546
4	Consommation annuelle effective des logements de vacances (ligne 2 + ligne 3)	227'802	206'481	187'021	201'441	192'012	1'014'757
5	Consommation annuelle effective totale (ligne 1 + ligne 4)	616'246	589'476	626'873	562'277	518'495	2'913'367
Pour calculer la consommation annuelle supputée, j'ai posé l'hypothèse que les infrastructures touristiques sont à plein rendement 4 mois par an.							
6	Consommation annuelle supputée si utilisation maximale des résidences secondaires, hôtels et colonies (ligne 4 * 3)	683'406	619'443	561'063	604'323	576'036	3'044'271
7	Consommation annuelle totale supputée (ligne 1 + ligne 6)	1'071'850	1'002'438	1'000'915	965'159	902'519	4'942'881



## Nombre de logements sur la commune

		2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
1	Résidences principales et commerces	2'580	2'647	2'648	2'679	2'688	13'242
2	Résidences secondaires	4'212	4'251	4'386	4'558	4'618	22'025
3	Hôtels et colonies	21	20	22	26	22	111
4	Nombre de logements de vacances (ligne 2 + ligne 3)	4'233	4'271	4'408	4'584	4'640	22'136
5	Nombre de logements totaux (ligne 1 + ligne 4)	6'813	6'918	7'056	7'263	7'328	35'378

## Compte de fonctionnement 70 « Approvisionnement et alimentation en eau potable »

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Service de la dette	223'676.65	295'252.45	244'400.00	276'800.00	320'000.00	1'360'129.10
Frais de personnel	292'591.85	307'541.65	308'221.25	311'076.95	319'473.80	1'538'905.50
Frais d'exploitation	487'079.25	481'627.60	461'362.15	453'791.70	436'214.85	2'320'075.55
Imputations internes	95'000.00	95'000.00	95'000.00	95'000.00	120'000.00	500'000.00
Station de pompage	19'681.15	155'442.10	39'583.70	32'122.70	47'545.80	294'375.45
Frais divers	6'624.65	3'358.65	3'588.50	3'588.50	3'415.05	20'575.35
Total charges du service	1'124'653.55	1'338'222.45	1'152'155.60	1'172'379.85	1'246'649.50	6'034'060.95

## Compte de fonctionnement 71 « Assainissement des eaux usées »

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Service de la dette	424'998.40	392'006.55	350'000.00	332'100.00	361'400.00	1'860'504.95
Frais de personnel	282'625.90	316'531.85	300'871.05	360'137.95	362'901.25	1'623'068.00
Frais d'exploitation	232'096.90	177'445.50	126'452.90	88'398.75	209'348.65	833'742.70
Imputations internes	50'000.00	50'000.00	50'000.00	50'000.00	70'000.00	270'000.00
Entretien STEP	218'829.10	240'105.95	486'187.30	518'703.45	465'890.05	1'929'715.85
Frais divers	45'715.85	349'483.40	28'978.80	61'187.05	42'118.70	527'483.80
Total charges du service	1'254'266.15	1'525'573.25	1'342'490.05	1'410'527.20	1'511'658.65	7'044'515.30

### 12.4.3. La calculation de nouveaux tarifs de base et de consommation

#### Pou l'eau potable

#### Détermination des recettes

Ici, nous allons déterminer quelles seront les charges à financer par la taxe de base et celles à financer par la taxe de consommation. Afin de respecter les recommandations légales de la SSIGE, les recettes provenant des finances de base se monteront à 60 % de la taxe d'eau potable totale, celles provenant des ventes au m<sup>3</sup> représenteront le 40 % de cette même taxe d'eau totale.



	%	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Recettes devant provenir des finances de base	60 %	674'792.15	802'933.45	691'293.35	703'427.90	747'989.70	3'620'436.55
Recettes provenant des ventes au m <sup>3</sup>	40%	449'861.40	535'289.00	460'862.25	468'951.95	498'659.80	2'413'624.40
Recettes totales	100 %	1'124'653.55	1'338'222.45	1'152'155.60	1'172'379.85	1'246'649.50	6'034'060.95

### Détermination de la taxe de base et de la taxe de consommation par unité

Nous allons, ici, déterminer une finance de base ainsi qu'un prix de vente de l'eau au m<sup>3</sup>. La taxe de base sera égale aux « Recettes devant provenir des finances de base » divisées par le nombre de logements. Le prix de vente du m<sup>3</sup> d'eau sera égal aux « Recettes devant provenir des ventes au m<sup>3</sup> » divisées par la consommation annuelle

#### Taxe de base

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Recettes devant provenir des finances de base	674'792.15	802'933.45	691'293.35	703'427.90	747'989.70	3'620'436.55
Nombre de logements	6'813	6'918	7'056	7'263	7'328	35'378
<b>Taxe de base annuelle</b>	<b>99.04</b>	<b>116.06</b>	<b>97.97</b>	<b>96.85</b>	<b>102.07</b>	<b>102.34</b>





### Taxe à la consommation

Les prix du m<sup>3</sup> d'eau calculés ici, sont les prix calculés selon la consommation effective, très différente en fonction des saisons.

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Recettes devant provenir des ventes au m <sup>3</sup>	449'861.40	535'289.00	460'862.25	468'951.95	498'659.80	2'413'624.40
Consommation annuelle	616'246	589'476	626'873	562'277	518'495	2'913'367
Prix de vente annuel du m <sup>3</sup>	0.73	0.91	0.74	0.83	0.96	0.83

Les prix du m<sup>3</sup> calculés ci-dessous sont ceux de la consommation si les résidences secondaires, les hôtels et les colonies étaient occupés toute l'année.

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Recettes devant provenir des ventes au m <sup>3</sup>	449'861.40	535'289.00	460'862.25	468'951.95	498'659.80	2'413'624.40
Consommation annuelle	1'071'850	1'002'438	1'000'915	965'159	902'519	4'942'881
<b>Prix de vente annuel du m<sup>3</sup></b>	<b>0.42</b>	<b>0.53</b>	<b>0.46</b>	<b>0.49</b>	<b>0.55</b>	<b>0.49</b>

A l'analyse de ces deux tableaux, on peut constater la plus-value de CHF 0.34 /m<sup>3</sup> (0.83 – 0.49) occasionnée par le surdimensionnement des infrastructures d'amenées d'eau dû à la forte augmentation de la population pendant la haute saison touristique.

## Calcul de la plus-value à répartir entre les propriétaires des résidences secondaires, des hôtels et des colonies

En admettant le prix de CHF 0.50 par mètre cube :

		2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
1	Consommation annuelle effective totale	616'246	589'476	626'873	562'277	518'495	2'913'367
2	Recettes provenant des ventes d'eau à CHF 0.50 le m <sup>3</sup> (ligne 1 *0.50)	308'123.00	294'738.00	313'436.50	281'138.50	259'247.50	1'456'683.50
3	Recettes devant être obtenues	449'861.40	535'289.00	460'862.25	468'951.95	498'659.80	2'413'624.40
4	Différences entre les recettes effectives de la vente d'eau et celles devant être obtenues (ligne 3 – ligne 2)	141'738.40	240'551.00	147'425.75	187'813.45	239'412.30	956'940.90
5	Nombre de logements de vacances	4'233	4'271	4'408	4'584	4'640	22'136
6	Plus-value à la finance de base pour les résidences secondaires, les hôtels et les colonies (ligne 4 : ligne 5)	33.48	56.32	33.45	40.97	51.6	43.23

## Pour les eaux usées

### Détermination des recettes

	%	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Recettes devant provenir des finances de base	50 %	627'133.075	762'786.625	671'245.025	705'263.60	755'829.325	3'522'257.65
Recettes provenant de la taxe à la consommation	50%	627'133.075	762'786.625	671'245.025	705'263.60	755'829.325	3'522'257.65
Recettes totales	100 %	1'254'266.15	1'525'573.25	1'342'490.05	1'410'527.20	1'511'658.65	7'044'515'30

### Détermination de la taxe de base et de la taxe de consommation par unité

#### Taxe de base

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Recettes devant provenir des finances de base	627'133.075	762'786.625	671'245.025	705'263.60	755'829.325	3'522'257.65
Nombre de logements	6'813	6'918	7'056	7'263	7'328	35'378
Taxe de base annuelle	92.05	110.26	95.13	97.10	103.14	99.56



### Taxe à la consommation

Les prix du m<sup>3</sup> d'eau calculés ici, sont les prix calculés selon la consommation effective, très différente en fonction des saisons.

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Recettes devant provenir des ventes au m <sup>3</sup>	627'133.075	762'786.625	671'245.025	705'263.60	755'829.325	3'522'257.65
Consommation annuelle	616'246	589'476	626'873	562'277	518'495	2'913'367
Prix de vente annuel du m <sup>3</sup>	1.018	1.294	1.071	1.254	1.458	1.209

Ici il s'agit du prix auquel serait payé le m<sup>3</sup> d'eau rejeté si les résidences secondaires, les hôtels et les colonies étaient occupés toute l'année.

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
Recettes devant provenir des ventes au m <sup>3</sup>	627'133.075	762'786.625	671'245.025	705'263.60	755'829.325	3'522'257.65
Consommation annuelle	1'071'850	1'002'438	1'000'915	965'159	902'519	4'942'881
Prix de vente annuel du m <sup>3</sup>	0.59	0.76	0.67	0.73	0.84	0.71

A l'analyse de ces deux tableaux, on peut constater la plus-value de CHF 0,50 /m<sup>3</sup> (1,21 - 0,71) occasionnée par le surdimensionnement des infrastructures d'évacuation d'eau dû à la forte augmentation de la population pendant la haute saison touristique.



## Calcul de la plus-value du prix à la consommation à répartir entre les propriétaires des résidences secondaires, des hôtels et des colonies

En admettant le prix de CHF 0.70 par mètre cube :

		2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne sur 5 ans
1	Consommation annuelle effective totale	616'246	589'476	626'873	562'277	518'495	2'913'367
2	Recettes provenant des ventes d'eau à CHF 0.70 le m <sup>3</sup> (ligne 1 * CHF 0.70)	431'372.20	412'633.20	438'811.10	393'593.90	362'946.50	2'039'356.90
3	Recettes devant être obtenues	627'133.075	762'786.625	671'245.025	705'263.60	755'829.325	3'522'257.65
4	Différences entre les recettes provenant de la vente d'eau et celles devant être obtenues (ligne 3 – ligne 2)	195'760.88	350'153.43	232'433.93	311'669.70	392'882.83	1'482'900.75
5	Nombre de résidences secondaires, hôtels et colonies	4'233	4'271	4'408	4'584	4'640	22'136
6	Plus-value à la finance de base pour les résidences secondaires, les hôtels et les colonies (ligne 4 : ligne 5)	46.25	81.98	52.99	67.99	84.67	66.99

#### 12.4.4. *Proposition de tarification*

##### Taxe de raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées

Comme le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées n'a aucune relation directe avec la consommation d'eau, il est possible de continuer à taxer les logements sur leur valeur fiscale.

- Taxe de raccordement au réseau d'eau potable

**3 % de la valeur fiscale** du bâtiment (comme cela se fait actuellement)

- Taxe de raccordement au réseau des eaux usées

**2 % de la valeur fiscale** du bâtiment (comme cela se fait actuellement)

##### Taxe d'utilisation de l'eau potable

Avec cette variante, la taxe de base pour tous les logements et établissements de la commune se monte à **CHF 100.- / logement**.

En plus de la taxe de base, un supplément à la finance de base pour les résidences secondaires, les hôtels et les colonies de **CHF 45.- / logement** a été calculé.

Le prix de vente du m<sup>3</sup> d'eau qui permet les rentrées financières correspondant à la taxe de consommation atteint les **CHF 0.50 / m<sup>3</sup> consommé**.

##### Taxe d'utilisation des égouts

Pour la taxe d'utilisation des eaux usées, la taxe de base pour tous les logements et établissements de la commune s'élève à **CHF 100.- / logement**.

Le supplément à la finance de base pour les résidences secondaires, les hôtels et les colonies se monte quant à lui à **CHF 70.- / logement**.

Le prix du m<sup>3</sup> d'eau rejeté par les ménages atteint **CHF 0.70 / m<sup>3</sup> rejeté**.

#### 12.4.5. *Les conséquences financières*

Prenons le même exemple que dans la première partie de ce travail : deux logements (une résidence principale et une résidence secondaire) d'une valeur fiscale de CHF 120'000.- chacun.

##### Exemple 1 :

Dans la résidence principale, une famille de 5 personnes y habite à l'année et a consommé 190 m<sup>3</sup> d'eau.

Ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 100.-	CHF 100.-
+ Taxe de consommation	190 * 0.50	CHF 95.-
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 195.-</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 100.-	CHF 100.-
+ Taxe de consommation	190 * 0.70	CHF 133.-
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 233.-</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>195 + 233</b>	<b>CHF 428.-</b>

Ce ménage de 5 personnes payera une **taxe d'utilisation du service des eaux de CHF 428.-** alors qu'il réside sur la commune pendant toute l'année.

Par rapport à la taxation en vigueur actuellement, cette famille verrait sa facture **augmenter de CHF 147.-** soit une **augmentation de 52.3 %**

#### Exemple 2 :

Dans la résidence secondaire, un couple de Hollandais y séjourne 1 mois par année et il a consommé 10 m<sup>3</sup> d'eau.

Ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 100.- Supplément à la taxe de base de CHF 45.-	CHF 145.-
+ Taxe de consommation	10 * 0.50	CHF 5.-
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 150.-</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>		
+ Taxe de base	Forfait de CHF 100.- Supplément à la taxe de base de CHF 70.-	CHF 170.-
+ Taxe de consommation	10 * 0.70	CHF 7.-
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 177.-</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>150 + 177</b>	<b>CHF 327.-</b>



Ce couple hollandais se verra facturer une **taxe totale d'utilisation du service des eaux de CHF 327.-** alors qu'il séjourne sur la commune seulement 30 jours par année, soit CHF 101.- de moins que la famille de 5 personnes qui réside sur la commune à l'année.

Par rapport à la taxation en vigueur actuellement, ce couple verrait sa facture **diminuer de CHF 79.-** soit une **diminution de 19.5 %**.

### En conclusion

A l'observation de ces deux exemples, on voit que la taxe d'utilisation du service des eaux en vigueur est mieux répartie entre la population locale, qui consomme plus d'eau sur une année entière, et la population résidente. Même si pour la famille habitant à Nendaz sa facture augmente de 52 %, la perception d'un supplément de taxe de base pour les logements de vacances rend le partage des charges entre la population locale et la population résidente plus équitable. Les propriétaires de résidences principales payeront plus en raison du grand nombre de mètres cube d'eau qu'ils consomment (respect des principes de causalité), mais les propriétaires de résidences secondaires payeront un forfait plus élevé car c'est en grande partie à cause des logements de vacances que les réseaux d'eau potable et d'eaux usées sont surdimensionnés.

#### 12.4.6. *Les avantages de cette variante*

En principe, avec cette variante, toutes les recommandations de la SSIGE sont respectées :

- La consommation des particuliers est mesurée grâce aux compteurs d'eau.
- Le prix de vente de l'eau correspond au prix de revient réel.
- Le service est en principe autofinancé.
- Les tarifs comprennent une taxe de base (60 % des coûts du service pour l'eau potable) et une taxe à la consommation (40 % des coûts du service pour l'eau potable).
- Les charges de fonctionnement sont réparties à part égale (50 %) pour le service des eaux usées)
- Les principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur sont appliqués.
- Le coût du service de la dette est couvert par la taxe de raccordement.

Un autre avantage réside dans le fait que la répartition des charges entre la population locale et résidente est plus équitable de par la perception d'un supplément à la taxe de base pour les résidents. Le dégrèvement accordé aux habitants de Nendaz peut donc être supprimé.

La taxe d'utilisation des égouts ne se calcule plus sur la valeur fiscale du bâtiment, ce qui permet d'établir un lien direct entre le nombre de mètres cube d'eau rejetés et le montant payé.

Le prix du mètre cube d'eau se situe dans une fourchette acceptable. Les fluctuations annuelles des recettes seront moindres.

Le consommateur peut aisément savoir à quelle fin est utilisé son argent.

#### *12.4.7. Les inconvénients de cette variante*

Dans cette variante, la complexité du système de calculation de la tarification en est son principal inconvénient. Le concept n'est pas aisé à appréhender. L'information à la population devra donc tenir une place prépondérante dans la conduite du dossier.

Le prix du m<sup>3</sup> d'eau rejeté est trop élevé.

La mise en place du système de facturation demandera des modifications assez importantes.

#### *12.5. Prise de position par rapport aux variantes proposées*

Considérant que l'eau est une denrée alimentaire indispensable à la vie et qu'il est de la responsabilité de chacun de la protéger, je pense qu'il est primordial d'intégrer les principes de l'utilisateur payeur et du pollueur payeur dans la calculation des tarifs pour l'eau potable et les eaux usées. Chacune des trois variantes proposées ci-dessus respecte ce principe et apporte son lot d'avantages et d'inconvénients.

Après analyse des différents tarifs, je pense que la tarification la plus adéquate pour l'eau potable est la variante 3 car, malgré sa complexité, elle prend en compte les recommandations de la SSIGE ainsi que les intérêts de la population locale et résidente.

Par contre, en ce qui concerne les eaux usées, dans la variante 3, son prix au m<sup>3</sup> me semble trop élevé. Il ne me paraît pas pertinent d'avoir, pour les eaux usées, un prix du mètre cube plus haut que pour l'eau potable. De plus, une très grande partie des charges engendrées par le traitement des eaux sont des coûts fixes qui ne dépendent pas du volume d'eau traité. La tarification proposée dans la variante 1 me semble plus appropriée pour le traitement des eaux usées. En effet, la taxe de base est plus haute en raison du fort pourcentage de charges fixes et le prix du mètre cube d'eau rejeté est plus adapté.

En ce qui concerne les taxes de raccordements aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées, la méthode de calcul actuelle est bonne. Etant donné que les raccordements n'ont pas de relation directe avec la consommation d'eau, la commune peut continuer à taxer sur la valeur fiscale des bâtiments plutôt que de changer de système et de compliquer certaines tâches administratives. Cependant, si un bâtiment devait prendre de la valeur, suite à d'importantes rénovations, un supplément à la taxe de raccordement pourrait être exigé en réappliquant le taux à l'augmentation effective.

### 12.5.1. Les conséquences financières

Les tableaux ci-dessous présentent les incidences financières pour la population locale et résidente en prenant en considération la variante 3 pour l'eau potable et la variante 1 pour les eaux usées.

#### Exemple 1 :

Dans la résidence principale, une famille de 5 personnes y habite à l'année et a consommé 190 m<sup>3</sup> d'eau.

Ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>	<b>Variante 3</b>	
+ Taxe de base	Forfait de CHF 100.-	CHF 100.00
+ Taxe de consommation	190 * 0.50	CHF 95.00
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 195.00</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>	<b>Variante 1</b>	
+ Taxe de base	Forfait de CHF 200.-	CHF 200.00
+ Taxe de consommation	190 * 0.10	CHF 19.00
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 219.00</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>195 + 219</b>	<b>CHF 414.00</b>

Ce ménage de 5 personnes payera **une taxe d'utilisation du service des eaux de CHF 414.-** alors qu'il réside sur la commune pendant toute l'année.

Par rapport à la taxation en vigueur actuellement, cette famille verrait sa facture augmenter de CHF 133.- soit **une augmentation d'environ 47 %**.

#### Exemple 2 :

Dans la résidence secondaire, un couple de Hollandais y séjourne 1 mois par année et il a consommé 10 m<sup>3</sup> d'eau.

Ce logement sera taxé comme suit :

<b>Taxe d'eau potable</b>	<b>Variante 3</b>	
+ Taxe de base	Forfait de CHF 100.- Supplément à la taxe de base de CHF 45.-	CHF 145.00
+ Taxe de consommation	10 * 0.50	CHF 5.00
<b>Total eau potable</b>		<b>CHF 150.00</b>
<b>Taxe d'eaux usées</b>	<b>Variante 1</b>	
+ Taxe de base	Forfait de CHF 200.-	CHF 200.00
+ Taxe de consommation	10 * 0.10	CHF 1.00
<b>Total eaux usées</b>		<b>CHF 201.00</b>
<b>Total taxe d'utilisation du service des eaux</b>	<b>153 + 201</b>	<b>CHF 351.00</b>

Ce couple de Hollandais se verra facturer **une taxe totale d'utilisation du service des eaux de CHF 351.-** alors qu'il séjourne sur la commune seulement 30 jours par année, soit CHF 63.- de moins que la famille de 5 personnes qui réside sur la commune à l'année.

Par rapport à la taxation en vigueur actuellement, ce couple verrait sa facture diminuer de CHF 55.- soit **une diminution d'environ 13 %**.

## 12.6. Autres critères de mesures pour le calcul d'une taxe d'eau

SOURCE : SSIGE – GUIDE POUR LA PERCEPTION DE TAXES ET DE CONTRIBUTIONS, W 22, 1981

Voici ci-dessous une liste de quelques autres possibilités existantes pour mettre en place une nouvelle structuration pour les taxes d'eau potable et d'eaux usées. Cette liste établit succinctement les avantages et les désavantages de chaque méthode ainsi que le degré potentiel d'application de ces dernières. Ces méthodes n'ont pas été analysées plus en détail car le nombre de variantes à développer ne devait pas dépasser les trois propositions et pour établir ces dernières j'avais décidé de garder un système relativement comparable à celui en vigueur actuellement pour ne pas compliquer le système administratif en vue des éventuelles démarches de changement.

### 12.6.1. *Par rapport au nombre et à la grandeur des appartements :*

#### a) Nombre d'appartements

Avantages	Inconvénients
La méthode est facile à appliquer. Le contrôle et les mutations s'effectuent facilement.	Le classement des différents usagers est trop global, pas assez précis. Les références à la consommation d'eau sont insuffisantes. Il faut obligatoirement choisir un facteur de conversion pour les bâtiments artisanaux et industriels, ainsi que pour exploitations agricoles.

La SSIGE ne recommande pas vraiment l'application de cette méthode, principalement à cause du fait que les différents styles d'usagers ne peuvent pas être précisément identifiés.

#### b) Nombre des appartements en tenant compte de leur grandeur

Avantages	Inconvénients
Cette méthode prend en considération la taille des appartements qui utilisent le service des eaux.	Le recensement et les contrôles qui le suivent sont longs et fastidieux. La méthode est difficile à appliquer aux bâtiments artisanaux et industriels. Le travail administratif est important. La définition de l'unité d'habitation est délicate.

Cette méthode est conseillée pour les services des eaux qui ne desservent que peu d'industries ou d'artisanats.

#### c) Nombre de pièces des appartements et des exploitations artisanales avec prise en considération des points de tirage d'eau

Avantages	Inconvénients
Ce système fait référence à la consommation d'eau. L'artisanat et l'industrie peuvent être intégrés.	Le recensement de base est long. Il est possible que certaines modifications des installations intérieures ne soient pas annoncées au service communal des eaux. La définition des possibilités de tirage d'eau est très délicate.

L'application de cette méthode peut se faire par les services qui emploient des contrôleurs d'installations et qui possèdent les dossiers nécessaires pour le bon fonctionnement.



### 12.6.2. *Par rapport au volume bâti*

Avant de mettre en place un système ayant pour critère le volume bâti, les volumes en question doivent avoir été préalablement déterminés par l'établissement d'assurance des bâtiments ou par l'administration communale. Après quoi, le service des eaux aura la possibilité de s'y référer.

Avantages	Inconvénients
Les chiffres sont tenus à jour en permanence. La notion de volume bâti est bien définie. L'objectivité du critère par rapport à la grandeur du bâtiment.	L'obligation de choisir un facteur de conversion pour les bâtiments artisanaux et industriels. Ce critère a peu de rapport avec les besoins en eau.

### 12.6.3. *Par rapport à la valeur d'assurance contre l'incendie ou l'estimation fiscale*

Comme base de calcul, la valeur à neuf ou la valeur actuelle peuvent être choisies. La valeur vénale n'est pas recommandable dans le cas particulier. De plus, le critère choisi perdurera durant tout le temps de la validité du système de tarification.

Avantages	Inconvénients
La méthode de calcul est simplifiée.	Ce critère a peu de rapport avec les besoins en eau. Les taxations différentes sont source d'inégalité de traitement. Lorsque les valeurs d'assurance ou les valeurs fiscales ne sont pas adaptées régulièrement, ce critère conduit à des inégalités de traitement. Le critère peut présenter des difficultés d'application aux bâtiments industriels et aux bâtiments dont les aménagements sont chers.

Ce critère est un bon critère pour la mise en œuvre d'une nouvelle taxe, pour autant que les valeurs d'assurance présentent des caractéristiques d'objectivité indiscutable et qu'elles fassent l'objet d'adaptations régulières auprès de l'établissement d'assurance et du service des eaux.

#### 12.6.4. *Par rapport au calibre, respectivement le débit nominal du compteur d'eau*

Avantages	Inconvénients
Le critère est en relation directe avec la consommation d'eau. Le mode de calcul est simple et clair.	Il y a très peu de nuances entre les différents utilisateurs.

Ce critère peut être appliqué si de gros consommateurs utilisent le service (plus de 10'000 m<sup>3</sup>/an). L'utilisation de ce critère pour l'ensemble d'un service n'est conseillée que si la finance de base est faible.

#### 12.6.5. *Par rapport au calibre du branchement*

Avantages	Inconvénients
Le critère est en relation directe avec la consommation d'eau. Le mode de calcul est simple et clair.	Il y a très peu de nuances entre les différents utilisateurs.

L'application de ce critère n'est pas recommandée par la société suisse de l'industrie du gaz et des eaux.

#### 12.6.6. *Par rapport au volume d'eau consommé*

Avantages	Inconvénients
Ce critère est en relation directe avec la consommation d'eau. Le recensement est facile car les données sont en possession du service.	Si ce critère est appliqué à tout le service, la finance de base devient en fait un prix au mètre cube.

Un tarif progressif basé sur le volume d'eau consommé peut également être mis en place afin de mieux responsabiliser les citoyens.

#### 12.6.7. *Par rapport aux unités sanitaires des appareils et robinets d'utilisation*

Avantages	Inconvénients
Les coûts sont répartis d'une manière objective.	Le recensement des données est extrêmement long.

Cette méthode ne peut être appliquée que dans des cas particuliers, comme par exemple si le service possède peu de logements, industries ou artisans.



12.6.8. *Par rapport au montant forfaitaire attribué à chaque abonnement*

Avantages	Inconvénients
<p>La méthode est simple et claire. Les travaux administratifs s'en trouvent extrêmement facilités.</p>	<p>Il n'y absolument aucun rapport avec la consommation d'eau. Le poids de l'artisanat et de l'industrie est insuffisant. La répartition est source d'inégalités sociales.</p>

Ce critère peut être appliqué dans de petits services desservant des bâtiments quasi homogènes. Il est recommandable uniquement lorsque la taxe de base est faible.



SOURCE : [HTTP://UPLOAD.WIKIMEDIA.ORG/WIKIPEDIA/COMMONS/E/E9/LAC\\_DE\\_CLEUSON.JPG](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/e/e9/Lac_de_Cleuson.JPG)

## 13. Synthèse

---

L'analyse de la situation actuelle faite dans ce travail a mis en évidence les lacunes présentes dans le système parafiscal en vigueur de la commune de Nendaz. L'attribution d'un nombre de mètres cube forfaitaires à tous les contribuables, d'un dégrèvement aux habitations occupées plus de 300 jours par année ainsi qu'une tarification liée à la valeur fiscale des bâtiments sont autant d'éléments qui ne permettent pas à la commune d'encaisser des taxes en relation directe avec la consommation faite par les ménages. Cette relation inexistante avec la consommation d'eau est à la base des fortes disparités qui existent entre les taxes prélevées auprès des propriétaires de résidences principales et celles encaissées auprès des propriétaires de résidences secondaires. Les principes de l'utilisateur payeur pour l'eau potable et du pollueur payeur pour les eaux usées ne sont actuellement pas respectés et le travail effectué ici ouvre des perspectives quant aux ajustements nécessaires à apporter aux taxes et aux règlements liés à la parafiscalité.

La problématique principale de ce travail a été de trouver un compromis entre les principes théoriques de causalité tels que l'utilisateur payeur et le pollueur payeur et les intérêts de tous les propriétaires de logement établis sur la commune tout en respectant les bases légales inscrites dans les différentes lois relatives à l'eau. En effet, l'application pure et simple du principe de causalité aurait fortement augmenté les taxes relatives aux services des eaux de la population locale. Comme c'est elle qui accepte ou rejette, lors de l'assemblée primaire, les modifications relatives aux règlements et aux différentes taxes, ses intérêts se devaient d'être pris en considération.

Un autre aspect important à prendre en compte a résidé dans le fait que Nendaz est économiquement dépendante du secteur touristique. Afin de pouvoir garantir l'approvisionnement, l'alimentation et le traitement des eaux, il a été indispensable de construire des infrastructures permettant de servir en tout temps, tous les consommateurs potentiels. Les réseaux d'eau potable et des eaux usées sont donc surdimensionnés environ huit mois par an. Il m'a paru équitable de faire supporter à la population résidente une partie des charges occasionnées par ce surdimensionnement.

N'étant pas un spécialiste de la problématique du fonctionnement des services communaux en particulier du service des eaux, ce travail a toutefois mis en évidence les points faibles du système actuel et ouvre des perspectives d'améliorations. Il peut servir de base de travail aux « spécialistes » qui seront désignés par l'autorité communale pour mener à bien la restructuration de leur système parafiscal.

La concrétisation d'une telle restructuration sera largement tributaire de la volonté politique. Les difficultés seront certainement nombreuses. Il faudra définir les axes prioritaires du projet, respecter les lois cantonales et fédérales, prendre en compte les intérêts communaux ainsi que les intérêts de la population, modifier les règlements

communaux, soumettre les nouveaux tarifs fixés à l'organe de surveillance des prix, penser la forme et le contenu de l'information à donner aux citoyens et enfin soumettre le projet à l'approbation de l'assemblée primaire. Le chemin est long et sinueux mais j'espère que mon travail permettra sa mise en route et qu'il contribuera à aider les personnes responsables de la révision du système parafiscal de la commune de Nendaz.



SOURCE : [HTTP://FR.ACADEMIC.RU/PICTURES/FRWIKI/86/VAL\\_DE\\_NENDAZ.JPG](http://fr.academic.ru/pictures/frwiki/86/Val_de_Nendaz.jpg)



## 14. Annexes

### 14.1. Taxes de raccordement aux réseaux communaux d'eau potable et des eaux usées

#### **COMMUNE DE NENDAZ**

##### **TAXES DE RACCORDEMENT AUX RESEAUX COMMUNAUX D'EAU POTABLE ET D'EAUX USEES**

#### **1) EAU POTABLE**

- a) Fourchette comprise entre 1 % et 3 % de la valeur fiscale.
- b) - Le taux appliqué actuellement est de 3 %.
  - Minimum : fr. 1'500,00 par bâtiment.
- c) Pour les immeubles habités plus de 300 jours par année pendant les 3 premières années après la construction, les abattements suivants sont admis :
  - Taux réduit de 1,5 %.
  - Minimum réduit de fr. 300,00 par bâtiment.

#### **2) EAUX USEES**

- a) Fourchette comprise entre 1 % et 2 % de la valeur fiscale.
- b) Le taux appliqué actuellement est de 2 %.
- c) Pour les immeubles habités plus de 300 jours par année pendant les 3 premières années après la construction, les abattements suivants sont admis :
  - Taux réduit de 0,5 %.

#### **ENTREE EN VIGUEUR**

Ces nouvelles taxes entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1977, à l'exception des immeubles taxés en 1976. Pour ceux-ci, les nouvelles taxes entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1976.

**Selon décision du Conseil communal du 23 janvier 2003, application dès le 1<sup>er</sup> janvier 2003 du tarif maximum.**

## 14.2. Taxes d'utilisation du service des eaux

### COMMUNE DE NENDAZ

#### TAXES D'UTILISATION DU SERVICE DES EAUX

#### TARIFS 1995

Tarif d'origine :

- approuvé par le Conseil communal le 27 mai 1982.
- approuvé par l'Assemblée primaire le 15 juin 1982.

Adaptation 1991, dans les limites de compétences fixées par le tarif d'origine :

- approuvé par le Conseil communal le 16 mai 1991.

Adaptation 1995, dans les limites de compétences fixées par le tarif d'origine :

- approuvé par le Conseil communal le 19 janvier 1995.

#### LOGEMENTS

##### • **Taxe d'utilisation de l'eau :**

Taxe de base	:	fr. 250,00 donnant droit à 200 m3 de forfait
Consommation	:	fr. 0,65 le m3 entre 200 et 500 m3
		fr. 1,95 le m3 dès 501 m3
Dégrèvement	:	fr. 125,00 par appartement.

##### • **Taxe d'utilisation des égouts :**

Taxe de base	:	1,3 o/oo de la valeur fiscale donnant droit à 200 m3 de forfait
Consommation	:	fr. 0,10 le m3 entre 200 et 500 m3
		fr. 0,50 le m3 dès 501 m3.

- D'une manière générale la « taxe de base – eau potable » relative aux studios sera réduite de ¼.
- Le dégrèvement sera accordé sur l'ensemble de la facture eau pour les logements « utilisant l'eau pendant plus de 300 jours par année ».
- L'ensemble de la taxe eau sera indexé au coût de la vie, seulement sur décision du Conseil communal et après une variation de l'indice d'au moins 10 %.

- La facturation groupée par immeuble pour la station et répartie à chaque propriétaire pour les villages sera maintenue.

### **PISCINES ET CHANTIERS**

Fr. 1,00 par m3 consommé, sans taxe de base, ni forfait.

### **AGRICULTURE**

- Taxe de consommation uniquement selon tarifs « logements ».
- Forfait gratuit de 15 m3 par tête de bétail recensée en avril et par an.

### **COMMERCES**

Taxe de base, selon fourchette comprise entre fr. 10,00 et fr. 18,00 par point selon quotation ci-après. Tarif 1995 : fr. 13,50 par point.

Un point donne droit à 20 m3 de forfait.

Taxe de consommation selon tarifs « logements » ci-dessus.

Attribution des points :

#### **Etablissements publics**

Café – restaurant – dancing

- |  |    |
|--|----|
| · moins de 50 places   | 20 |
| · supérieur : 10 points par 50 places, soit :                              |    |
| 51 à 100 places  | 30 |
| 101 à 150 places   | 40 |
| 151 à 200 places   | 50 |
| etc...   |    |
| (les places de terrasses, carnotzets et salles à manger comptent comme ½). |    |

Hôtel

- |   |    |
|---|----|
| · jusqu'à 40 lits   | 10 |
| · plus de 40 lits   | 15 |
| (les lits sont taxés en plus de la taxe pour café – restaurant ci-dessus) |    |

#### **Artisanat**

- |                             |   |
|-----------------------------|---|
| · atelier                   | 6 |
| · dépôt (entreposage seul.) | 3 |

#### **Bureaux**

- |                                       |   |
|---------------------------------------|---|
| · bureau – banque – agence            | 6 |
| · cabinet dentaire et cabinet médical | 9 |

### Commerces

. alimentation	6
. grande surface	10
. vêtement – jouet – sport, etc...	6
. kiosque	4
. laboratoire photo – boulangerie – buvette – vestiaire, etc..	9
. laiterie (sans facturation du dépassement)	9

### Garages

. garage	10
. station d'essence	3
. lavage automatique	15

### W-C publics

. par cabine	1
--------------	---

### Divers

. blanchisserie	20
. salon de coiffure	10
. colonie de vacances	30
. pressing	6

### **COMMUNE DE NENDAZ**

Le Président :                      Le Secrétaire :  
 F. Dumas                              S. Germanier



### 14.3.Détails des comptes d'exploitation du service d'approvisionnement en eau potable de 2005 à 2009

Service « Approvisionnement en eau potable » 2005

<b>Charges fixes d'exploitation</b>		<b>Revenus du service</b>	
Entretien réseau et divers	306'760.35	Vente eau Seba	
Amortissements	213'676.65	Taxes annuelles	1'467'973.85
Intérêts	10'000.00	Travaux pour tiers	2'333.50
Imputations internes	95'000.00	Amendes d'ordre	450.00
Charges de personnel	292'591.85	Autres recettes	2'683.75
<b>Station de traitement Tortin</b>	<b>19'681.15</b>		
Total charges fixes	937'710.00		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	180'318.90		
Dédommagements	6'624.65		
<b>Total charges variables</b>	<b>186'943.55</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'124'653.55</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'473'441.10</b>

Service « Approvisionnement en eau potable » 2006

<b>Charges fixes d'exploitation</b>		<b>Revenus du service</b>	
Entretien réseau et divers	230'779.45	Vente eau Seba	
Amortissements	285'252.46	Taxes annuelles	1'445'587.30
Intérêts	10'000.00	Travaux pour tiers	3'995.25
Imputations internes	95'000.00	Amendes d'ordre	1'000.00
Charges de personnel	307'541.65	Autres recettes	21'775.55
Station de traitement Tortin	155'442.10		
<b>Total charges fixes</b>	<b>1'084'015.66</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	250'848.15		
Dédommagements	3'358.65		
<b>Total charges variables</b>	<b>254'206.80</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'338'222.46</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'472'358.10</b>

Service « Approvisionnement en eau potable » 2007

<b>Charges fixes d'exploitation</b>		<b>Revenus du service</b>	
Entretien réseau et divers	266'860.75	Vente eau Seba	76'497.95
Amortissements	234'400.00	Taxes annuelles	1'527'090.90
Intérêts	10'000.00	Travaux pour tiers	3'481.75
Imputations internes	95'000.00	Amendes d'ordre	-50.00
Charges de personnel	308'221.25	Autres recettes	7'125.40
Station de traitement Tortin	39'583.70		
<b>Total charges fixes</b>	<b>954'065.70</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	194'501.40		
Dédommagements	3'588.50		
<b>Total charges variables</b>	<b>198'089.90</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'152'155.60</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'614'146.00</b>

Service « Approvisionnement en eau potable » 2008

<b>Charges fixes d'exploitation</b>		<b>Revenus du service</b>	
Entretien réseau et divers	330'412.40	Vente eau Seba	78'428.65
Amortissements	266'800.00	Taxes annuelles	1'478'757.65
Intérêts	10'000.00	Travaux pour tiers	5'808.10
Imputations internes	95'000.00	Amendes d'ordres	200.00
Charges de personnel	311'076.95	Autres recettes	420.00
Station de traitement Tortin	32'122.70		
<b>Total charges fixes</b>	<b>1'045'412.05</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	123'379.30		
Dédommagements	3'588.50		
<b>Total charges variables</b>	<b>126'967.80</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'172'379.85</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'563'614.40</b>

Service « Approvisionnement en eau potable » 2009

Charges fixes d'exploitation		Revenus du service	
Entretien réseau et divers	337'416.35	Vente eau Seba	72'875.10
Amortissements	310'000.00	Encaissements APG	2'262.95
Intérêts	10'000.00	Taxe annuelle	1'549'467.85
Imputations internes	120'000.00	Amendes d'ordre	764.00
Charges de personnel	319'473.80		
Station de traitement Tortin	47'545.80		
<b>Total charges fixes</b>	<b>1'144'435.95</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	98'798.50		
Dédommagements	3'415.05		
<b>Total charges variables</b>	<b>102'213.55</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'246'649.50</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'625'369.90</b>

*14.4.Détails des comptes d'exploitation du service d'assainissement des eaux usées de 2005 à 2009*

Service « Assainissement des eaux usées » 2005

Charges fixes d'exploitation		Revenus du service	
Entretien réseau et divers	155'771.85	Taxes annuelles	629'810.95
Amortissements	344'998.40	Participation de tiers	204'998.85
Intérêts	80'000.00	Participation SEBA	202'721.00
Imputations internes	50'000.00		
Charges de personnel	282'625.90		
Stations d'épuration	303'451.60		
<b>Total charges fixes</b>	<b>1'216'847.75</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	10'791.05		
Dédommagements	26'627.35		
<b>Total charges variables</b>	<b>37'418.40</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'254'266.15</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'037'530.80</b>

Service « Assainissement des eaux usées » 2006

Charges fixes d'exploitation		Revenus du service	
Entretien réseau et divers	487'224.15	Taxes annuelles	651'035.45
Amortissements	312'006.55	Participation de tiers	154'608.60
Intérêts	80'000.00	Part. SEBA prétraitement	199'608.60
Imputations internes	50'000.00	Part. SEBA STEP	35'246.000
Charges de personnel	316'531.85	Récupération de salaires	28'713.100
Stations d'épuration	240'105.95		
<b>Total charges fixes</b>	<b>1'485'868.50</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	14'778.50		
Dédommagements	24'926.25		
<b>Total charges variables</b>	<b>39'704.75</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'525'573.25</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'069'211.75</b>

Service « Assainissement des eaux usées » 2007

Charges fixes d'exploitation		Revenus du service	
Entretien réseau et divers	110'964.20	Taxes annuelles	908'745.70
Amortissements	270'000.00	Participation de tiers	141'556.75
Intérêts	80'000.00	Part. SEBA prétraitement	218'601.60
Imputations internes	50'000.00	Part. SEBA mat. auxiliaire	84'197.60
Charges de personnel	300'871.05	Encaissements APG-CM	4'711.40
Stations d'épuration	486'237.30	Travaux pour tiers	1'000.00
<b>Total charges fixes</b>	<b>1'298'072.55</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	15'488.70		
Dédommagements	28'928.80		
<b>Total charges variables</b>	<b>44'417.50</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'342'490.05</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'358'813.05</b>

## Service « Assainissement des eaux usées » 2008

Charges fixes d'exploitation		Revenus du service	
Entretien réseau et divers	74'884.95	Taxes annuelles	964'721.80
Amortissements	252'100.00	Participation de tiers	217'222.20
Intérêts	80'000.00	Part. SEBA prétraitement	253'138.55
Imputations internes	50'000.00	Part. SEBA mat. auxiliaire	90'439.60
Charges de personnel	360'137.95		
Stations d'épuration	550'018.80		
<b>Total charges fixes</b>	<b>1'367'141.70</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	13'513.80		
Dédommagements	29'871.70		
<b>Total charges variables</b>	<b>43'385.50</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'410'527.20</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'525'522.15</b>

## Service « Assainissement des eaux usées » 2009

Charges fixes d'exploitation		Revenus du service	
Entretien réseau et divers	195'540.20	Taxes annuelles	1'008'280.30
Amortissements	281'400.00	Participation de tiers	231'214.05
Intérêts	80'000.00	Part. SEBA prétraitement	292'639.75
Imputations internes	70'000.00	Part. SEBA mat. auxiliaire	56'307.40
Charges de personnel	362'901.25	Travaux pour tiers	8'795.70
Stations d'épuration	477'178.30		
<b>Total charges fixes</b>	<b>1'467'019.75</b>		
<b>Charges variables d'exploitation</b>			
Biens, services et marchandises	13'808.45		
Dédommagements	30'830.45		
<b>Total charges variables</b>	<b>44'638.90</b>		
<b>Total charges du service</b>	<b>1'511'658.65</b>	<b>Total produits du service</b>	<b>1'597'237.20</b>

### 14.5. Heures effectives travail de bachelor et planification

Février	Heures	Mars	Heures	Avril	Heures	Mai	Heures	Juin	Heures	Juillet	Heures
01.02.2010		01.03.2010	5	01.04.2010	0	01.05.2010	0	01.06.2010	2	01.07.2010	0
02.02.2010		02.03.2010	2	02.04.2010	0	02.05.2010	0	02.06.2010	2	02.07.2010	3
03.02.2010		03.03.2010	2	03.04.2010	0	03.05.2010	3	03.06.2010	2	03.07.2010	5
04.02.2010		04.03.2010	2	04.04.2010	0	04.05.2010	3	04.06.2010	1	04.07.2010	6
05.02.2010		05.03.2010	2	05.04.2010	4	05.05.2010	4	05.06.2010	1	05.07.2010	5
06.02.2010		06.03.2010	2	06.04.2010	4	06.05.2010	4	06.06.2010	1	06.07.2010	5
07.02.2010		07.03.2010	2	07.04.2010	5	07.05.2010	5	07.06.2010	1	07.07.2010	6
08.02.2010	0	08.03.2010	0	08.04.2010	5	08.05.2010	0	08.06.2010	2	08.07.2010	5
09.02.2010	0	09.03.2010	0	09.04.2010	5	09.05.2010	0	09.06.2010	2	09.07.2010	5
10.02.2010	0	10.03.2010	0	10.04.2010	4	10.05.2010	1	10.06.2010	2	10.07.2010	6
11.02.2010	0	11.03.2010	0	11.04.2010	2	11.05.2010	1	11.06.2010	2	11.07.2010	6
12.02.2010	0	12.03.2010	0	12.04.2010	0	12.05.2010	2	12.06.2010	1	12.07.2010	5
13.02.2010	0	13.03.2010	0	13.04.2010	0	13.05.2010	2	13.06.2010	1	13.07.2010	6
14.02.2010	0	14.03.2010	0	14.04.2010	0	14.05.2010	4	14.06.2010	1	14.07.2010	5
15.02.2010	7	15.03.2010	0	15.04.2010	0	15.05.2010	3	15.06.2010	3	15.07.2010	5
16.02.2010	4	16.03.2010	0	16.04.2010	0	16.05.2010	4	16.06.2010	6	16.07.2010	6
17.02.2010	2	17.03.2010	0	17.04.2010	0	17.05.2010	5	17.06.2010	5	17.07.2010	8
18.02.2010	2	18.03.2010	0	18.04.2010	0	18.05.2010	4	18.06.2010	6	18.07.2010	7
19.02.2010	2	19.03.2010	0	19.04.2010	0	19.05.2010	6	19.06.2010	4	19.07.2010	2
20.02.2010	2	20.03.2010	0	20.04.2010	0	20.05.2010	6	20.06.2010	3	20.07.2010	0
21.02.2010	2	21.03.2010	0	21.04.2010	0	21.05.2010	5	21.06.2010	4	21.07.2010	0
22.02.2010	0	22.03.2010	4	22.04.2010	0	22.05.2010	5	22.06.2010	2	22.07.2010	
23.02.2010	0	23.03.2010	4	23.04.2010	0	23.05.2010	2	23.06.2010	3	23.07.2010	
24.02.2010	2	24.03.2010	5	24.04.2010	0	24.05.2010	0	24.06.2010	3	24.07.2010	
25.02.2010	2	25.03.2010	5	25.04.2010	0	25.05.2010	0	25.06.2010	0	25.07.2010	
26.02.2010	2	26.03.2010	4	26.04.2010	0	26.05.2010	0	26.06.2010	0	26.07.2010	
27.02.2010	0	27.03.2010	4	27.04.2010	0	27.05.2010	0	27.06.2010	0	27.07.2010	
28.02.2010	0	28.03.2010	4	28.04.2010	0	28.05.2010	0	28.06.2010	0	28.07.2010	
		29.03.2010	0	29.04.2010	0	29.05.2010	4	29.06.2010	0	29.07.2010	
		30.03.2010	0	30.04.2010	0	30.05.2010	5	30.06.2010	0	30.07.2010	
		31.03.2010	0			31.05.2010	6			31.07.2010	
Février	<b>27</b>	Mars	<b>47</b>	Avril	<b>29</b>	Mai	<b>84</b>	Juin	<b>60</b>	Juillet	<b>96</b>
Total TB	<b>343</b>										







## 15. Remerciements

---

Dans ce chapitre j'aimerais remercier toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration de ce travail et qui m'ont accordé du temps afin de répondre à mes requêtes et à mes interrogations. Ces remerciements vont en particulier à :

**Monsieur André Praz**, professeur à la HES-SO et professeur responsable de mon suivi tout au long de ce travail, qui a toujours répondu présent lorsque j'avais des doutes ou des incertitudes et qui m'a redonné confiance lorsque j'en avais besoin,

**Monsieur Philippe Charbonnet**, secrétaire communal de la commune de Nendaz, qui m'a permis d'effectuer ce travail au sein de son administration, qui m'a fourni les informations nécessaires et qui a toujours été disponible pour répondre à mes diverses questions,

**Madame Noëlle Michelet**, cheffe de section du service fiscal pour le temps qu'elle m'a accordé afin d'obtenir les informations clés pour établir les différentes analyses développées dans ce travail,

**Monsieur Yvan Roh**, du service des contributions de la commune de Conthey pour m'avoir fourni les règlements et les méthodes de calculs des taxes relatives à l'eau actuellement en vigueur dans la commune de Conthey,

**Monsieur Daniel Barras**, du service fiscal de la commune de Crans-Montana pour m'avoir fourni les documents relatifs aux services de l'eau potable et des eaux usées en vigueur dans la commune de Crans-Montana.

## 16. Bibliographie

---

### 16.1. Livres

« La gestion des finances publiques locales », Bernard Dafflon, Edition Economica, Genève, mars 1994

« Guide pour la perception de taxes et de contributions W22 », édité par la SSIGE, Zürich, octobre 1980

« Financement de l'assainissement », édité par l'Association suisse des professionnels pour la protection des eaux, Union des villes suisses / Organisme pour les problèmes d'entretien des routes, d'épuration des eaux usées et d'élimination des déchets, Zurich/Berne, mars 1994

### 16.2. Lois

« Constitution fédérale » de la Confédération Suisse du 18 avril 1999

« Loi fédérale pour la protection des eaux usées » du 24 janvier 1991

« Constitution cantonale valaisanne » du 8 mars 1907

« Loi sur les communes » du 5 février 2004

« Règlement général concernant la fourniture de l'eau potable » de la commune de Nendaz du 1 octobre 1969

« Prescriptions concernant l'évacuation et le traitement des eaux usées » de la commune de Nendaz du 21 octobre 1969

« Taxes d'utilisation du service des eaux » du 19 janvier 1995

### 16.3. Sites Internet

L'eau potable suisse, une marque de qualité, édité par la SVGW/SSIGE

<http://www.trinkwasser.ch>

[http://www.trinkwasser.ch/fr/frameset\\_fr.htm?html/trinkwasser/tw\\_qualitaet\\_03.htm~mainFrame](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameset_fr.htm?html/trinkwasser/tw_qualitaet_03.htm~mainFrame)

[http://www.trinkwasser.ch/fr/frameset\\_fr.htm?html/wasserversorgung/nav\\_wvs\\_fr.html~leftFrame](http://www.trinkwasser.ch/fr/frameset_fr.htm?html/wasserversorgung/nav_wvs_fr.html~leftFrame)

La distribution d'eau dans votre commune, édité par la SSIGE, fichier PDF

[http://www.svgw.ch/francais/files/Brosch\\_trinkwasser\\_gemeinde\\_franz.pdf](http://www.svgw.ch/francais/files/Brosch_trinkwasser_gemeinde_franz.pdf)

Site des autorités fédérales suisses, édité par les autorités fédérales de la Confédération suisse

[http://www.admin.ch/ch/f/rs/814\\_20/index.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/814_20/index.html)

[http://www.admin.ch/ch/f/rs/814\\_20/a7.html](http://www.admin.ch/ch/f/rs/814_20/a7.html)

<http://www.bafu.admin.ch/gewaesserschutz/01295/01296/01298/index.html?lang=fr>

<http://www.bafu.admin.ch/gewaesserschutz/01295/01296/01297/index.html?lang=fr>

Centre d'information sur l'eau, édité par le C.I.Eau, Paris

<http://www-new.cieau.com/le-service-de-l-eau/la-depollution/l-origine-des-eaux-usees>

<http://www-new.cieau.com/le-service-de-l-eau/la-depollution/l-assainissement-collectif>

Site energie-environnement.ch édité par les services cantonaux de l'énergie de l'environnement (BE, FR, VS, NE, GE, VD, JU)

<http://energie-environnement.ch/fr/maison/eau-potable-et-eaux-usees>

<http://www.energie-environnement.ch/maison/eau-potable-et-eaux-usees/station-d-epuration#>

Site de l'Agence de l'eau Artois Picardie, le fonctionnement d'une station d'épuration

[http://ecoledeleau.eau-artois-picardie.fr/spip.php?page=article-imprim&id\\_article=66](http://ecoledeleau.eau-artois-picardie.fr/spip.php?page=article-imprim&id_article=66)

<http://ecoledeleau.eau-artois-picardie.fr/IMG/gif/schema-step.gif>

Site du lycée Jean Favard à GUERET, 2007-2008

<http://epuration.e-monsite.com/rubrique,3-epuration-biologique,1125476.html>

Larousse pratique, édition 2005

<http://fr.thefreedictionary.com/parafiscalit%c3%a9>

Wikipedia, l'encyclopédie libre

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Parafiscalité>

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Eau\\_pluviale](http://fr.wikipedia.org/wiki/Eau_pluviale)

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Impôt>

Encyclopédie Universalis

<http://www.universalis.fr/encyclopedie/parafiscalite/>

Dictionnaire environnemental

[http://www.dictionnaire-environnement.com/principe\\_pollueur-payeur\\_ID3558.html](http://www.dictionnaire-environnement.com/principe_pollueur-payeur_ID3558.html)

Développement durable de l'école polytechnique de Montréal

<http://www.etudiants.polymtl.ca/dd/principeDD.html>

Centre national de la recherche scientifique, Paris

L'eau dans l'organisme, fichier PDF

[http://www.cnrs.fr/paris-michel-ange/design-](http://www.cnrs.fr/paris-michel-ange/design-doc/Expo/Expo%20CNRS/www.cnrs.fr/CMA/dyna/IMG_expo/usage1.pdf)

[doc/Expo/Expo%20CNRS/www.cnrs.fr/CMA/dyna/IMG\\_expo/usage1.pdf](http://www.cnrs.fr/paris-michel-ange/design-doc/Expo/Expo%20CNRS/www.cnrs.fr/CMA/dyna/IMG_expo/usage1.pdf)

Site de la commune de Nendaz

<HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/COMMUNE/ASSEMBLEE-PRIMAIRE.HTML>

<HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/COMMUNE/CONSEIL-COMMUNAL.HTML>

<HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/COMMUNE/SERVICE-ADMINISTRATIF.HTML>

<HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/FS/DOCUMENTS/REGLEMENT/TAXESEAUX.PDF>

Institut d'économie douanière et fiscale, Algérie

« Droit fiscal » Bissad, fichier PDF

<HTTP://WWW.IEDF.DZ/COURSSEMINAIRES/DROIT-FISCAL%20BISSAD.PDF>

## 16.4.Divers

Service parafiscal de la commune de Nendaz

Le Matin Dimanche, 4 avril 2010, « Les Suisses économes de leur eau », écrit par Ivan Radja

## 16.5.Photos

[HTTP://UPLOAD.WIKIMEDIA.ORG/WIKIPEDIA/COMMONS/THUMB/3/36/PRINTZE.JPG/260PX-PRINTZ](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/3/36/PRINTZE.JPG/260px-PRINTZ)

[HTTP://WWW.NENDAZ.ORG/FS/IMAGES/VILLAGE/BASSE\\_NENDAZ1MOYEN.JPG](http://www.nendaz.org/fs/images/village/BASSE_NENDAZ1MOYEN.JPG)

[HTTP://ECOLEDELEAU.EAU-ARTOIS-PICARDIE.FR/IMG/GIF/SCHEMA-STEP.GIF](http://ecoledeleau.eau-artois-picardie.fr/img/gif/schema-step.gif)

[HTTP://BLOGS.RSR.CH/BIOSPHERE/FILES/EAU-DE-PLUIE-NET.JPG](http://blogs.rsr.ch/biosphere/files/eau-de-pluie-net.jpg)

<http://www.maison-des-drapeaux.com/pics/suisse-25-cantons-3450b.gif>

[HTTP://WWW.VALAIS-COMMUNITY.CH/MULTIMEDIA/IMAGES/IMG\\_TRAITEES/2009/12/1\\_SIMPLEBIG.JPG](http://www.valais-community.ch/multimedia/images/img_traitees/2009/12/1_simplebig.jpg)

[HTTP://WWW.LENOUVELLISTE.CH/MULTIMEDIA/IMAGES/IMG\\_TRAITEES/2008/06/NENDAZ\\_DETAIL\\_POPUP.JPG](http://www.lenouvelliste.ch/multimedia/images/img_traitees/2008/06/nendaz_detail_popup.jpg)

[HTTP://WWW.UELIRAZ.CH/2007/NENDAZ/](http://www.ueliraz.ch/2007/nendaz/)

[HTTP://UPLOAD.WIKIMEDIA.ORG/WIKIPEDIA/COMMONS/E/E9/LAC DE CLEUSON.JPG](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/e/e9/Lac_de_Cleuson.jpg)

[HTTP://FR.ACADEMIC.RU/PICTURES/FRWIKI/86/VAL DE NENDAZ.JPG](http://fr.academic.ru/pictures/frwiki/86/Val_de_Nendaz.jpg)

## 17. Attestation

---

*"Je déclare, par ce document, que j'ai effectué le travail de bachelor ci-annexé seul, sans autre aide que celles dûment signalées dans les références, et que je n'ai utilisé que les sources expressément mentionnées. Je ne donnerai aucune copie de ce rapport à un tiers sans l'autorisation conjointe du RF et du professeur chargé du suivi du travail de bachelor, y compris au partenaire de recherche appliquée avec lequel j'ai collaboré, à l'exception des personnes qui m'ont fourni les principales informations nécessaires à la rédaction de ce travail et que je cite ci-après : Monsieur Philippe Charbonnet, secrétaire communal de la commune de Nendaz et Madame Noëlle Michelet cheffe de section du service fiscal".*

Constantin Baptiste  
Etudiant HES-SO  
Section Economie d'entreprise